

Ernest RENAN
(1945)

ERNEST RENAN
ET
L'ALLEMAGNE

Textes recueillis et commentés

par

ÉMILE BURÉ

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
Courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>
[Page web](#)

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole, professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.
courriels: marcelle.bergeron@uqac.ca; mabergeron@videotron.ca

ERNEST RENAN

Ernest Renan et l'Allemagne.

Textes recueillis et commentés par Émile Buré, New York : Brentano's, Inc., 1945, 233 pp.

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

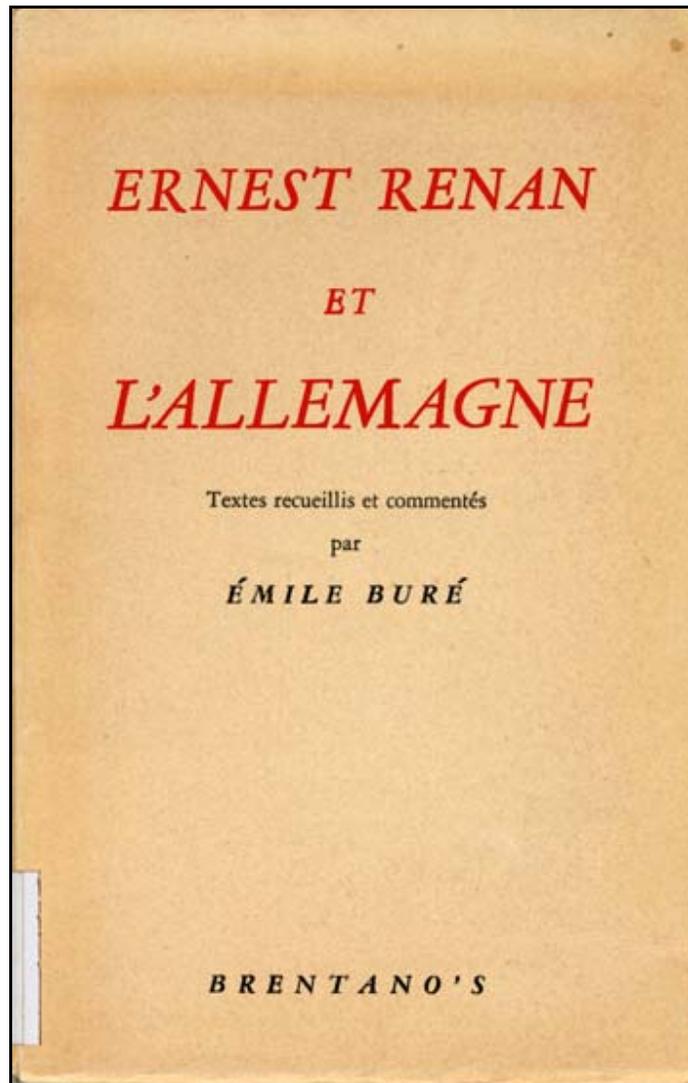
Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 17 février 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



Ernest RENAN



Textes recueillis et commentés par Émile Buré, New York : Brentano's, Inc., 1945, 233 pp.

À MARIE-HELÈNE D'ALLONES
ARRIÈRE-PETITE-FILLE D'ERNEST RENAN

E. B.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION, par ÉMILE BURÉ

LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

LETTRE ADRESSÉE À M. STRAUSS

NOUVELLE LETTRE ADRESSÉE À M. STRAUSS

EXTRAIT DE LA PRÉFACE À LA RÉFORME INTELLECTUELLE ET MORALE

LETTRE À UN AMI D'ALLEMAGNE

LE RÊVE DE SIFFROI (Extrait de la scène 4, acte IV de L'EAU DE JOUVENCE)

« QU'EST-CE QU'UNE NATION ? »

COMMENTAIRE DE « QU'EST-CE QU'UNE NATION ? »

LA VIE ET L'OEUVRE D'ERNEST RENAN, par ANATOLE FRANCE

[p. 11]

INTRODUCTION

par

Émile Buré

[Retour à la table des matières](#)

[p. 13]

Je m'entretenais d'Ernest Renan avec Robert Tenger : « Vous devriez bien, lui dis-je, rééditer les lettres qu'adressa en 1870 Renan à Strauss qui, comme lui en France, avait en Allemagne écrit une *Vie de Jésus*. Elles sont prophétiques en certaines de leurs parties. » « Je les ai lues moi aussi, me répondit-il, et l'idée que vous avez de les répandre m'était également venue. Voulez-vous les faire copier, et les présenter au nom des Éditions Brentano's ? » J'agréai à cette offre en toute humilité, avec la crainte de me montrer indigne de la tâche qui m'était amicalement confiée.

Ernest Renan est en effet un des dieux de mon Olympe intellectuel et je tiendrais pour criminel de lui manquer en si peu que ce fût. Avant cette horrible guerre, quittant ma chère île de Bréhat, là-bas dans la baie de Saint-Brieuc où je passais mes vacances, je m'en allais chaque année saluer à Tréguier sa pauvre maison natale transformée en humble musée, et voir sa statue érigée en manière de défi sur le parvis de l'église dont les galeries, ainsi que les jardins du cloître attendant, baignèrent de leur silence émoussaient ses premières et ferventes méditations religieuses. Cette statue fut inaugurée par le président Émile Combes dans le tumulte soulevé par la croisade qu'il prêchait contre les Congrégations tenues pour coupables, non sans raison, d'avoir alimenté de diverses façons les atroces rivalités qui marquèrent la révolution dreyfusienne.

Sur son socle sont gravées en lettres d'or les sentences renaniennes les mieux propres à exalter la libre pensée conçue dans son sens le plus noble. Je les ai sues par [p. 14] cœur, mais je n'en ai retenu qu'une, la plus courte, qui résume l'idéal du magnifique apôtre de la tolérance que fut l'auteur de la « Prière sur l'Acropole » : « La foi qu'on a eue ne doit pas être une chaîne. »

Anatole France prit la parole devant la statue d'Ernest Renan lors de son inauguration et son discours, que j'ai pu retrouver, allégera grandement la tâche que j'ai entreprise, cédant aux instances de Robert Tenger. L'illustre écrivain, dont cette année même (1944) marque le centenaire, préfacera ce livre, je l'ai décidé, et ce sera tout bénéfique pour le lecteur.

Bernard Lazare, l'un des grands méconnus de l'histoire littéraire et politique de la France, en raison évidemment de sa participation aussi intelligente qu'efficace au procès Dreyfus, — Bernard Lazare a écrit : "Anatole France est le fils de Renan, dont Jules Lemaitre est le singe." jugement précipité, me semble-t-il, jugement d'un partisan, qui a la clairvoyance d'admirer ces deux éminents écrivains, mais qui les oppose l'un à l'autre avec une tranchante injustice. Jugement qu'approuveront, à tout le moins en ce qui concerne le premier d'entre

eux, ceux qui, tout à l'heure, prendront connaissance de son discours de Tréguier. Elles comptent parmi les plus belles, les plus sincères qui sortirent jamais de sa plume. Oui, Anatole France rendit à Renan un culte filial et, en dépit de son scepticisme volontiers amer, volontiers cruel, il eut la force, ce jour-là, d'interdire à son esprit de retenir l'élan de son cœur. Ceci dit, il n'est guère de fils qui ne donne à son père quelque fil à retordre quand il a une personnalité. Anatole France n'eut point la tranquille bonté, la sereine douceur de Renan, s'il en eut la souveraine onction, à l'occasion taquine et provocante. Voltairienne fut sa nef qui, pour notre enchantement, se balançait durant quelque cinquante années sur l'huile parfumée des eaux renaniennes.

[p. 15] Classé socialiste, voire communiste, Anatole France paraît à l'opposé d'Ernest Renan, classé libéral, voire conservateur. Qu'on se méfie pourtant des apparences ! Anatole France força sa nature en participant activement à l'action politique : qui le lit de près s'en aperçoit et ne manque pas de reconnaître que la République de son choix, aimable et facile, était aussi celle qu'Ernest Renan se résigna à accepter. Assurément maint paradoxe de celui-ci sur la guerre, sur la démocratie, par exemple, fut repris par celui-là avec plus ou moins de précaution, plus ou moins de sensibilité humaine, plus ou moins d'honnêteté intellectuelle.

Ernest Renan, quand il écrivit *l'Avenir de la Science*, nourrissait de vastes et généreux espoirs démocratiques que, tout au fond, il n'abdiqua jamais, encore que les journées de mai et de juin 1848 l'eussent troublé, comme l'accablèrent celles de mars et de mai 1871 : « L'horrible épisode de la Commune, » a-t-il écrit dans *La Réforme intellectuelle et morale*, « est venu montrer une plaie sous la plaie, un abîme au-dessous de l'abîme. Le 18 mars 1871 est depuis mille ans le jour où la conscience française a été le plus bas. » À vrai dire, il ne comprit rien au soulèvement parisien de 1871 que Jules Ferry qualifia de « mouvement de fièvre obsidionale » et qui, s'il ne justifia pas l'enthousiasme d'ailleurs intéressé de Karl Marx, ne légitimait pas davantage l'affolement que toute une bourgeoisie manifesta à son endroit. La Commune fut un mouvement désordonné, multiple, qu'il convient d'étudier avec sympathie, en prenant en considération le désespoir patriotique des Parisiens. À tout le moins ne saurait-on reprocher à Renan d'avoir été inspiré en le maudissant par un bas intérêt matériel, par un bas intérêt de classe. Il n'eut jamais, au grand jamais, d'autre souci que celui de la liberté de conscience, de la liberté de penser, menacées selon lui par [p. 16] le socialisme obscurantiste et par le matérialisme affairiste. Son cas est tout différent de celui d'Hippolyte Taine dont la philosophie semblait plus révolutionnaire que la sienne quand il écrivait *De l'Intelligence* et qui pourtant, comme le montre sa correspondance, ne songea plus, du jour où il vit incendier l'Hôtel-de-Ville de Paris par les communards aux abois, qu'à préserver sa propre maison de Saint-Cloud. À l'inverse de Taine qui abomina décidément toute révolution, et d'abord celle de 1789 dont il tenait ses droits les plus chers, Ernest Renan sut se reprendre.

Renan applaudit à toutes les erreurs diplomatiques de Napoléon III. Il appela de ses vœux l'unité italienne et l'unité allemande et se félicita de voir les Parisiens mettre drapeaux et lampions à leurs fenêtres lorsque leur fut annoncée la victoire

allemande de Sadowa. L'Allemagne des savants et des penseurs avait eu raison de l'Autriche des curés et des barons : seuls, n'est-ce-pas ? devaient s'inquiéter les retardataires de la politique et les insensés du chauvinisme ! Oh ! certes, Renan ne manquait pas de redouter la Prusse, mais il était convaincu que l'Allemagne absorberait la Prusse pour le salut de l'humanité tout entière. Sous le titre « La guerre entre la France et l'Allemagne », il écrivait encore dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 septembre 1870 : « La Prusse passera, l'Allemagne restera ; or, l'Allemagne livrée à son propre génie, sera une nation libérale, pacifique, démocratique même, dans le sens légitime. Je crois que les sciences sociales lui devront des progrès remarquables et que plusieurs idées socialistes qui, chez nous, ont revêtu le masque effrayant de la démocratie, se produiront chez elle sous une forme bienfaisante et réalisable. »

On ne saurait plus lourdement se tromper. À ce point même de mon avant-propos, vous êtes autorisé à vous [p. 17] demander si je ne vous ai pas donné le change sur la qualité de prophète de celui que j'ai accepté de vous présenter. Patience ! Ayant gagné la guerre, l'Allemagne prussianisée découvrit son véritable visage, dont la férocité surprit, effraya Ernest Renan. Ceux-là même, Strauss, Mommsen et bien d'autres encore, qui avaient gagné sa confiance, témoignaient d'une haine de la France plus éclatante si possible, que Bismarck ou de Moltke. Ils entendaient que les vaincus fussent réduits à merci et cédassent d'abord l'Alsace et la Lorraine. Renan rentra en lui-même et, s'interdisant tout geste de défi et de colère, il conseilla ceux qui l'avaient trompé avant de requérir contre eux. Son réquisitoire est prophétie que les événements d'aujourd'hui vérifient exactement. Écoutez-le plutôt : « ...Vous avez levé dans le monde le drapeau de la politique ethnographique, archéologique, en place de la politique libérale : cette politique vous sera fatale... Chaque affirmation de germanisme est une affirmation de slavisme, chaque mouvement de concentration de votre part est un mouvement qui 'précipite' le Slave, le dégage, le fait être séparément. » je m'arrête. Le développement de la thèse d'Ernest Renan est captivant dans sa savante clarté, et vous êtes avides de le suivre.

Dans les lettres à Strauss, dont ces lignes sont extraites, Renan, pour mettre en garde l'Allemagne contre sa naissante mégalomanie, évoque, on le voit, la Russie et le péril que celle-ci est susceptible de lui faire courir, non seulement en Europe, mais en Asie Centrale. « La Russie, » relevait-il déjà dans l'article de la *Revue des Deux Mondes* cité plus haut, « n'est un danger que si le reste de l'Europe l'abandonne à la fausse idée d'une originalité qu'elle n'a peut-être pas et lui permet de réunir en un faisceau les peuplades du centre de l'Asie, peuplades tout à fait impuissantes par elles-mêmes, mais capables de [p. 18] discipline et fort susceptibles, si l'on n'y prend garde, de se grouper autour d'un Gengis Khan moscovite. » Depuis lors, depuis 1871, la Russie et l'Asie se sont transformées, mais l'observation d'Ernest Renan garde sa pleine valeur. Elle est digne, en 1944, d'intéresser plus les États-Unis que l'Allemagne. La russophobie de certains milieux américains attriste l'ami de l'Amérique que je suis, tant il m'apparaît clairement, d'une part que les États-Unis ont besoin du concours de la Russie dans

le Pacifique, d'autre part que la Russie imprégnée de marxisme est irrésistiblement attirée par les États-Unis, pays du miracle industriel et scientifique.

*
* *

L'Allemagne, Renan l'a avoué, fut sa « maîtresse », — une maîtresse qu'il ne parvint pas à haïr complètement. Il n'était pas sans savoir que l'abominable doctrine pangermaniste jetait le désordre dans le monde. Cette constatation le troublait, mais il se réfugia dans Sirius pour garder sa sérénité de clerc qui s'interdit de trahir sa mission d'ami de la Vérité. La vérité conçue dans un absolu philosophique, voilà qui est souvent inopportun, et par là importun, dans le réel humain. Que son point de vue de Sirius ait, à de certains moments, irrité les compatriotes de Renan, c'était fatal. J'étais encore au lycée lorsque parut le *Journal des Goncourt* pour l'année 1870 où se trouvent reproduits les propos que, pendant le siège, le philosophe aurait tenus chez Brébant, au dîner Magny. Ils firent scandale, au point que celui à qui l'indiscret mémorialiste les attribuait, malgré tout son dédain pour l'imprimé journalistique, dut prendre la peine de les démentir. Mais Edmond de Goncourt n'accepta pas le démenti et il semble bien qu'il faille lui donner raison quand il écrit : « je n'ai jamais dit que Renan se fût [p. 19] réjoui de la victoire allemande ou qu'il la trouvât légitime, mais j'ai dit qu'il considérait la race allemande comme une race supérieure à la race française, peut-être par le même sentiment que Neffzer (alors directeur du Temps), parce qu'elle est protestante. Eh, mon Dieu ! ce n'est un secret pour personne que l'engouement de nos grands penseurs français pour l'Allemagne, et les dîneurs de Magny ont eu pendant des années les oreilles rebattues de la supériorité de la science allemande, de la supériorité de la femme de chambre allemande, de la supériorité de la choucroute allemande, enfin de la supériorité de la princesse allemande sur toutes les autres princesses du monde. » Edmond de Goncourt s'était d'ailleurs plu à rappeler qu'Ernest Renan n'avait pas porté que des jugements favorables aux Allemands, et qu'il avait déclaré entre autres choses : « Les Allemands ont peu de jouissances, et la plus grande qu'ils peuvent se donner, ils la placent dans la haine, dans la pensée et la perpétration de la vengeance. » Et l'auteur du *Journal* de rappeler à ce propos toute cette haine vivace qui s'est accumulée en Allemagne depuis Davout, s'ajoutant à la haine léguée par la guerre du Palatinat.

Dans son discours de réception à l'Académie française, prononcé le 3 avril 1879, Renan ne ménagea pas la culture allemande qui devait devenir la « Kultur » et trouver quelque trente-cinq ans plus tard son effarante expression dans le *Manifeste des Intellectuels allemands*, publié lors de la guerre de 1914 à l'effet d'appuyer le Manifeste des Trois et la conception du chancelier Bethmann-Hollweg relative aux traités, d'après lui simples « chiffons de papier ». Renan déclarait, s'adressant aux académiciens, ses collègues : « Vous vous inquiétez peu d'entendre annoncer pompeusement l'avènement de ce qu'on appelle une autre culture qui saura se passer de talent. Vous vous défiez d'une culture qui ne rend l'hom-[p. 20] me ni plus aimable, ni meilleur. Je crains fort que des races, bien

sérieuses sans doute, puisqu'elles nous reprochent notre légèreté, n'éprouvent quelque mécompte dans l'espérance qu'elles ont de gagner la faveur du monde par de tout autres procédés que ceux qui ont réussi jusqu'ici. Une science pédantesque en sa solitude, une littérature sans gaieté, une politique maussade, une haute société sans éclat, une noblesse sans esprit, des gentilshommes sans politesse, de grands capitaines sans mots sonores, ne détrôneront pas, je crois, de sitôt le souvenir de cette vieille société française, si brillante, si polie, si jalouse de plaire. Quand une nation, par ce qu'elle appelle son sérieux et son application, aura produit ce que nous avons fait avec notre frivolité, des écrivains supérieurs à Pascal et à Voltaire, de meilleures têtes scientifiques que d'Alembert et Lavoisier, une noblesse mieux élevée que la nôtre au XVII^e siècle et au XVIII^e siècle, des femmes plus charmantes que celles qui ont souri à notre philosophie, un élan plus extraordinaire que celui de notre Révolution, plus de facilité à embrasser les nobles chimères, plus de courage, plus de bonne humeur pour affronter la mort, une société en un mot plus sympathique et plus spirituelle que celle de nos pères, alors nous serons vaincus. Nous ne le sommes pas encore. Nous n'avons pas perdu l'audience du monde. Créer un grand homme, frapper des médaillons pour la postérité n'est pas donné à tous. Ce qui se fait sans les Athéniens est perdu pour la gloire... »

Un ami allemand de Renan s'offusqua, dans une lettre qu'il lui adressa, de ce passage de son discours académique. Le philosophe répondit par une lettre que le *Journal des Débats* publia le 16 avril 1879. Nous l'avons jointe à son dossier. Il tenait que l'Allemagne, et non lui-même, avait renié sa foi. Recevant à l'Académie française, le 27 mai 1882, Victor Cherbuliez, Genevois descendant d'émigrés français qui était revenu à sa Patrie lors de [p. 21] la défaite, il déclarait : « Nous n'avons rien à dédire de ce que nous avons dit. Nos éloges sont sans repentance. Ce que nous avons aimé était vraiment aimable. Nous n'avons pas changé nos jugements sur Goethe ou Herder. Est-ce notre faute si, en restant fidèles à nos anciens jugements, nous nous trouvons dépaysés en présence de ce que l'on proclame maintenant comme un nouvel idéal ? Ceux qui se sont plaints de la sévérité de Valbert (pseudonyme de Cherbuliez) n'oubliaient qu'une chose, C'est qu'il ne dit rien sur l'Allemagne qu'il n'ait appris à son école. Oui, je ne crains pas de le dire, Monsieur, c'est votre ancienne éducation allemande qui vous a fait Français en 1870, c'est ce haut idéalisme de Kant et de Fichte qui vous a donné la force de regarder en face le succès, de le critiquer, de vous constituer par libre choix l'avocat des vaincus. »

Germanophile qui s'entêtait à espérer contre toute espérance que sa vieille « maîtresse », l'Allemagne, redeviendrait telle qu'elle lui était apparue avant 1870,

Renan disait, parlant d'elle : « Hais comme devant aimer un jour. » Il ne faut pas s'étonner dès lors qu'il ait vu mettre en doute son patriotisme, qu'il se soit vu accuser par les partisans de la revanche d'être un corrupteur, un émasculateur de la jeunesse française. Maurice Barrès lança contre lui un regrettable pamphlet : Huit jours chez *Monsieur Renan*. À la veille de la guerre de 1914, lorsqu'Ernest Psichari, son petit-fils par sa fille Noémie, se convertit, écrivit *L'Appel des Armes*,

Le Voyage du Centurion, se fit soldat, ce fut un jeu dans les milieux cléricaux que de dénoncer la fin du « dilettantisme renanien », soi-disant coupable d'avoir affaibli le sentiment patriotique de toute une génération. Un Henri Massis, futur scribe de Pétain, se permit de critiquer un Ernest Renan ! De cet Henri Massis, mon collaborateur Julien Benda se plaisait à dire : « On a raison de le qualifier 'écrivain [p. 22] catholique' car, s'il n'était pas catholique, il ne serait pas écrivain du tout ! » Monnaie de Charles Maurras, fausse monnaie !

Ernest Renan était patriote, mais il avait en horreur, c'est incontestable, le chauvinisme, voire le nationalisme. Philosophe et non politique, il voyait trop loin, en sorte que les dangers pressants qui menaçaient sa patrie lui échappèrent souvent. Ses propos de table ou de salon furent parfois choquants, j'en conviens. C'est qu'il s'exprimait dans le privé avec la gaieté, la licence d'un pasteur d'âmes au cœur pur qui éprouve le besoin, après avoir accompli les devoirs de sa charge, de s'en divertir. Nul ne l'a mieux peint qu'Edmond de Goncourt dont les indiscretions lui firent tant de peine : « Renan, toujours plus charmant et plus affectueusement poli à mesure qu'on le connaît ou qu'on l'approche... C'est le type, dans la disgrâce physique, de la grâce morale : il y a chez cet apôtre du doute, la haute et intelligente amabilité d'un prêtre de la science. » Aimable, Renan l'était¹, mais son amabilité de prélat douillet, condescendant, ne l'empêchait pas, je l'ai déjà dit, de se montrer parfois contrariant et caustique. A-t-il déclaré dans un salon, à Paul Déroulède, président de la *Ligue des Patriotes* : « Jeune homme, la France se meurt, ne la troublez pas dans son agonie. » ? A-t-il, dans un autre salon, conseillé à Georges Clemen-[p. 23] ceau, dont l'ardeur radicale l'inquiétait, de « faire oraison » ? Ce n'est pas sûr, mais je ne doute pas qu'il n'ait proclamé au dîner Magny : « Le sentiment de la patrie était très naturel dans l'antiquité, mais le catholicisme a déplacé la patrie et, comme l'idéalisme est l'héritier du catholicisme, les idéalistes ne doivent pas avoir des attaches aussi étroites avec le sol, des liens aussi misérablement ethnographiques que ceux de la patrie. La patrie des idéalistes est là où l'on leur permet de penser. »

On aura prêté en France autant de mots à Renan qu'à Clemenceau ou à Tristan Bernard. Quand Freycinet, ministre de la guerre, désira entrer dans cette même docte compagnie, Renan lui promit aussitôt sa voix, mais, avant de le quitter, il prit la précaution de faire une réserve que lui soufflait sa malignité plus encore que son loyalisme : « Bien entendu, Monsieur le Ministre, la promesse que je vous ai faite ne tiendrait plus si Monsieur le Président de la République était

¹ « Bien que brisé de corps avant l'âge, j'ai gardé jusqu'à la vieillesse une gaieté d'enfant comme les marins, une facilité étrange à me contenter. Un critique de beaucoup de talent me soutenait dernièrement que ma philosophie m'obligeait à être toujours éploré. Il me reprochait comme une hypocrisie ma façon allègre de prendre la vie, dont il ne voyait pas les vraies causes. Eh bien ! je vais vous le dire. Je suis très gai, d'abord sans doute parce que, m'étant peu amusé quand j'étais jeune, j'ai gardé toute ma fraîcheur d'illusion. Puis voici qui est plus sérieux : je suis sûr dans ma vie d'avoir fait une bonne action, j'en suis sûr. Je ne demanderais pour récompense que de recommencer. Je ne me plains que d'une seule chose, c'est d'être vieux dix ans trop tôt... » (Discours de Quimper, 17 août 1885).

candidat ! » Et voici encore une anecdote aussi amusante, mais beaucoup plus sérieuse au fond. Un Anglais qui parlait mal le français vint voir Renan, et le dialogue suivant s'établit entre celui-ci et son visiteur :

— Monsieur Renan ?

— C'est moi, Monsieur.

— Alors, Monsieur, vous savez si la Bible a dit que le lièvre était un ruminant ?

— Ma foi non, Monsieur, mais nous allons bien voir.

Renan prit une Bible hébraïque, chercha parmi les préceptes de Moïse et trouva cette phrase : « Tu ne mangeras pas de lièvre parce que le lièvre rumine. »

— C'est parfaitement exact, la Bible dit que c'est un ruminant.

— Moi, bien content, reprend l'Anglais. Puisque la Bible dit que c'est un ruminant et que c'est une erreur, la Bible n'est pas un livre révélé. Moi, bien content !

[p. 24] Après cela, il convient de ne point juger les grands hommes sur leurs propos de salon ou de salle à manger. Salons et salles à manger sont pour eux lieux de délasserment où ils se donnent ou sont donnés en spectacle : acteurs, cabotins, le plus souvent malgré eux.

Anatole France, dans le discours qu'on trouvera plus loin, rapportait que Renan, ayant accompli le principal de son devoir, la publication des *Origines du Christianisme* et de *l'Histoire du peuple d'Israël*, déclara qu'il pouvait bien maintenant s'amuser un peu. Il écrivit ses « drames philosophiques » et l'un d'eux, *Le Prêtre de Némi*, lui causa du tintouin. On y trouve en effet, ce dialogue :

« *Ganeo* — Quand on est bien décidé d'avance à se laisser battre, on ne court pas grand danger. Le vaincu, en général, n'est pas tué. Ce qui fait le danger, c'est l'obstination à vaincre. Tu n'es pas, je pense, du nombre des niais qui estiment heureux le vainqueur mort.

« *Leporinus* — Ma foi, non !

« *Ganeo* — N'est-ce pas ? Le vrai vainqueur, c'est celui qui se sauve. Vaincre, c'est ne pas se faire tuer. On a l'air de supposer que le vainqueur mort jouit de sa victoire. Mais il n'en sait rien. Les honneurs qu'on rend à son cadavre, c'est comme si on les rendait à un tronc d'arbre. On dirait vraiment qu'il y a des Champs-Élysées pour les guerriers morts à la bataille. Mais il est si bien prouvé qu'il n'y en a pour personne !... L'immortalité de l'âme n'existerait donc que pour les militaires. »

Renan, attaqué de nouveau dans la presse, dut de nouveau se défendre : « Un journal qui a eu, je ne sais comment, connaissance de quelques épreuves du *Prêtre de Némi*, m'accusait, il y a un mois à peu près, d'avoir écrit ce dialogue pour 'décrier' le courage. Voilà vraiment qui est un peu fort. Moi qui regarde, au contraire, le courage comme supérieur, en un sens, à la moralité ! ... [p. 25] Moi

qui vois dans le courage la marque sûre du sentiment qui nous attache à l'idéal d'une façon désintéressée, puisque, évidemment, le plus haut degré du courage, celui qui est couronné par la mort, n'est pas récompensé ici-bas ! Le vrai, c'est qu'à un endroit de ma fable, j'ai voulu voir ce que devient la religion quand le prêtre l'abandonne, ce que devient l'État quand on veut le faire tenir sur les pauvres raisons de l'intérêt personnel. J'ai mis en scène Ganeo, 'le vil coquin', trouvant un disciple digne de lui dans Leporinus et lui enseignant la dernière conséquence de l'égoïsme, la lâcheté. C'est la doctrine de Ganeo qu'on a présentée comme la mienne. J'aurais prêché justement ce dont j'ai voulu inspirer le mépris ! C'est comme si l'on soutenait que les Spartiates montraient des esclaves ivres à leurs enfants, non pour les leur faire prendre en horreur, mais pour les engager à les imiter ! »

Oui, Renan a dit : « Le patriotisme a des exigences qu'on ne réussit jamais à contenter. » Mais il a dit aussi, lors de la réception de Ferdinand de Lesseps à l'Académie française, le 23 avril 1885 : « Si Christophe Colomb existait chez nous, de nos jours, nous le ferions membre de l'Académie. Quelqu'un qui est sûr d'en être, c'est le général qui nous ramènera la victoire. En voilà un que nous ne chicanerons pas sur sa prose, et qui nous paraîtra, tout d'abord, un sujet fort académique. Comme nous le nommerons par acclamation, sans nous inquiéter de ses écrits ! Oh ! la belle séance que celle où on le recevra ! Heureux celui qui la présidera ! »

Il ne disait pas, lui, la France... *mais* la France de Richelieu, ou la France de la Révolution française. Tous les créateurs de l'unité française qui firent passer par-dessus tout le salut de l'État lui étaient chers : « Dans les temps les plus troublés, le patriote libéral trouve encore, » avançait-il, « le moyen de contribuer au bien de sa patrie. Il y a toujours une France à aimer. Le jour où [p. 26] une bande d'idiots profana le tombeau de Richelieu à la Sorbonne, le crâne de notre illustre fondateur tomba sur les dalles, et les enfants du quartier le firent rouler à terre comme un jouet. Vanité des vanités ! dira-t-on, la voilà finie, comme le reste, cette pensée altière au succès de laquelle on avait fait servir tant de force et de volonté, tant de savantes combinaisons, tant de crimes. Pas aussi finie qu'il semble ! Si cet œil éteint où rayonna autrefois le génie, s'était rouvert à la lumière, il eût vu se dessiner sur les murailles voisines les lettres fraîchement tracées : *République française, une et indivisible*. Sauf un mot, c'était ce que le grand politique avait voulu. Il n'était donc pas vaincu, malgré l'affront que des misérables faisaient à ses os. »

Pour découvrir la véritable pensée de Renan au sujet de la patrie, il faut lire la conférence qu'il fit à la Sorbonne, le 11 mars 1882, conférence qui fut publiée sous le titre « Qu'est-ce qu'une Nation ? » En voici la conclusion « Une nation est une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L'existence d'une nation est (pardonnez-

moi cette métaphore) un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de vie. »

Cette définition de la patrie est fort belle. Jean Jaurès l'a complétée dans un article de la *Revue de Paris*, paru en 1898 sous le titre : « Socialisme et Liberté ». Je l'ai signalée à Raymond Poincaré, qui l'a citée dans ses *Mémoires* : « Briser les nations, ce serait renverser des foyers de lumière et ne plus laisser subsister que de vagues lueurs dispersées de nébuleuse. Ce serait supprimer aussi les centres d'action distincte et rapide pour ne plus [p. 27] laisser subsister que l'incohérente lenteur de l'effort universel, ou, plutôt, ce serait supprimer toute liberté, car l'humanité ne condensant plus son action en nations autonomes demanderait le minimum d'ordre qui lui est indispensable à un vaste despotisme asiatique. »

Qu'est-ce que le despotisme d'Hitler, sinon ce « vaste despotisme asiatique », aussi impossible et précaire qu'il est monstrueux ? Comment, en effet, réduire en esclavage tous les peuples de l'Europe et du monde qui ont une histoire dont ils sont fiers ; comment les contraindre sous le fouet, dans la faim et dans la soif, à surnourrir, surenrichir, surréjouir le « Peuple maître » qu'est le peuple allemand selon ses leaders ? Car ne l'oublions pas : il y a de la distance de Bismarck à Hitler, mais celui-là aura montré le chemin à celui-ci. Pour emprunter encore aux Goncourt, extrayons de leur *Journal* cette note datée du 27 octobre 1875 : « Voici la phrase textuelle, dite par Radowitz, le *famulus* de Bismarck, à notre ambassadeur Gontaut de Biron, lorsque ce dernier l'interrogeait sur les intentions de son maître : *Humainement, chrétiennement, politiquement, nous sommes obligés de faire la guerre à la France.* Et, à la suite de cette déclaration, de longues considérations à l'appui. » Qu'on distingue encore après cela entre « hitlérien » et « Allemand » !

Jean Jaurès, génie verbal de la plus rare puissance, ne comprit pas mieux, hélas ! l'Allemagne à la veille de la guerre de 1914 que ne l'avait comprise Renan à la veille de la guerre de 1870. Je l'ai entendu dire dans les couloirs de la Chambre au ministre Jean Malvy, le 31 juillet 1914, jour qui devait être marqué par son assassinat : « Eh quoi, Monsieur le Ministre, vous allez permettre ce crime, la France de la Révolution entraînée par les moujiks contre l'Allemagne de la Réforme ! » On aurait cru entendre Renan au dîner Magny.

[p. 28] Au total, Ernest Renan à la fin de sa vie avait perdu, semble-t-il, beaucoup de ses illusions sur l'Allemagne. Dans *L'Eau de Jouvence*, le « drame philosophique » qu'il publia en 1880, il mit en scène un certain Siffroy, seigneur palatin, ambassadeur du roi de Germanie, dont le rêve, que nous avons jugé bon d'extraire de son œuvre, est déjà rêve d'Hitler.

*
* *

Il me reste à dire ce que fut vraiment la politique d'Ernest Renan. Elle varia, alors que sa pensée profonde demeurait invariable. Redoutant le suffrage universel, qui « n'amènera jamais, tant qu'il sera direct, que des choix médiocres » ; qui, « essentiellement borné, ne comprend pas la nécessité de la

science, la supériorité du noble et du savant » ; qui « produira un gouvernement inférieur à celui du XVII^e siècle, à ses plus mauvais jours », il n'attendait rien de bon de la Troisième République naissante. « La fatalité de la république », écrivait-il dans la *Réforme Intellectuelle et Morale*, « est à la fois de provoquer l'anarchie et de la réprimer très durement. L'égoïsme, source du socialisme, la jalousie, source de la démocratie, ne feront jamais qu'une société faible incapable de résister à de puissants voisins. » Il tenait que la démocratie ne pourrait souffrir ni armer une diplomatie. Il cherchait une aristocratie pour asseoir le pouvoir du « bon tyran » qu'il appela de ses vœux dans ses *Dialogues Philosophiques*, d'un « bon tyran » ayant à sa disposition tous les moyens que la science y peut mettre, d'un « bon tyran » ayant pour conseillers, sans doute, les membres du Collège de France. Mais il ne saurait y avoir de « bons tyrans », même entourés de Renans, sages et désintéressés. Qui s'arrogera tous les droits, sera en tous temps ou tous lieux tenté d'en abuser. [p. 29] Comme Mussolini demandait à l'un de ses familiers, d'esprit plus libre que les autres, quel était le plus redoutable des gaz asphyxiants, celui-ci lui répondit : « L'encens, Duce ! » Et c'est en effet l'encens qui déséquilibre les tyrans même les mieux équilibrés. Voilà pourquoi, comme l'a dit un jour Cavour, « la plus mauvaise des Chambres vaut mieux encore que la meilleure des Antichambres. » Il a manqué à Renan de connaître Karl Marx, de ne pas saisir que chaque époque a sa noblesse et que la nôtre n'en connaîtra bientôt plus qu'une : la noblesse du travail, dont la tâche des hommes d'État est alors de prévoir, de favoriser l'avenir avec satisfaction, avec délectation, non pas avec résignation, encore moins avec détestation. On n'arrête pas la marée, on en calcule la montée pour en profiter au mieux. C'est Renan lui-même qui l'a dit, et si l'on veut bien se souvenir qu'il ajouta : « Ce siècle sera le siècle du triomphe du serf sur le maître », on peut avancer qu'il fut un socialiste qui s'ignora. Euphorie, avant l'euthanasie ! Comme il avait souci du bonheur des hommes, le cher Renan ! « On y viendra, » déclare son Prospero, « on comprendra la vie, et, sans pouvoir modifier ce qu'elle a d'essentiellement fragile, on rectifiera les vues souvent inutilement compliquées de la nature, on corrigera ses abus, restes d'un développement historique que l'instinct n'a pas eu de motifs suffisants de réformer. Une plus haute raison gouvernera le monde ; peut-être même un peu de justice finira-t-il par y pénétrer ; on rectifiera au moins en détail ce qu'il y a d'inique, de cruel dans les partis pris généraux de la création. Le grognement de Caliban, l'âpre haine qui le porte à supplanter son maître, sont le principe du mouvement dans l'humanité. »

La Troisième République, dont les jeunes années furent particulièrement brillantes, avait contraint Renan de revenir sur les détestables sentiments qu'il lui avait [p. 30] manifestés à son berceau. Il avait écrit *Caliban* en 1878. À Caliban, le peuple, être informe, à peine dégrossi, en voie de devenir homme, il avait préféré Prospero, noble vainqueur, par son art magique, et avec l'aide d'Ariel, de tous ses ennemis. En 1880, il écrivit *L'Eau de Jouvence* pour rendre meilleure justice à Caliban : « J'aime Prospero, mais je n'aime guère, » avouait-il, « les gens qui le rétabliraient sur son trône. Caliban, amélioré par le pouvoir, me plaît mieux. Et quant à ressusciter Ariel pour le faire entrer à Saint-Acheul et mettre l'idéal au

service du P. Canaye, ma foi ! Je n'en ai pas eu le courage. Prospero, c'est la raison supérieure, privée momentanément de son autorité sur les parties inférieures de l'humanité. Ses engins magiques et surnaturels, autrefois si puissants, sont maintenant sans force. Prospero, à l'heure présente, doit renoncer à tout rêve de restauration au moyen de ses anciennes armes. *Caliban, au fond, nous rend plus de services que ne le ferait Prospero restauré par les jésuites et les zouaves pontificaux. Loin d'être une renaissance, le gouvernement de Prospero, dans les circonstances actuelles, serait un écrasement.* J'ai donc pensé qu'il valait mieux montrer l'éternel magicien poursuivant, faible et désarmé, son problème du pouvoir par la science, que de lui rendre son ridicule petit duché de Milan. Je crois toujours que la raison, c'est-à-dire la science, réussira de nouveau à créer la force, c'est-à-dire le gouvernement, dans l'humanité. Mais, pour le moment, ce qu'on réussirait à restaurer, ce serait la négation même de la science et de la raison. Ce n'est pas la peine de changer. Gardons Caliban ; tâchons de trouver un moyen d'enterrer honorablement Prospero et d'attacher Ariel à la vie, de telle façon qu'il ne soit plus tenté, pour des motifs futiles, de mourir à tout propos. »

Le 15 mars 1886, parlant devant l'Association des Étudiants, Renan faisait, non sans ironie, son ultime [p. 31] confession politique : « En politique, si c'est à une brillante carrière que vous tenez, » disait-il à ses auditeurs, « ne suivez pas trop mes conseils. J'ai visé par-dessus tout dans ma vie à conserver le repos de ma conscience, et j'y ai réussi. Je suis par essence un légitimiste ; j'étais né pour servir fidèlement et avec toute l'application dont je suis capable une dynastie ou une constitution tenue pour autorité incontestée. Les révolutions m'ont rendu la tâche difficile. Mon vieux principe de fidélité bretonne fait que je ne m'attache pas volontiers au gouvernement nouveau. Il me faut une douzaine d'années pour que je m'habitue à regarder un gouvernement comme légitime. Et, de fait, c'est au bout de ce temps que les gouvernements peuvent se mettre à essayer quelque chose de bon. Jusque là, ils ne font que payer leurs dettes de premier établissement. Mais voyez la fatalité ! Ce moment où je me réconcilie et où les gouvernements commencent de leur côté à devenir assez aimables avec moi, c'est justement le moment où ils sont sur le point de tomber et où les gens avisés s'en écartent. Je passe ainsi mon temps à cumuler des amitiés fort diverses et à escorter de mes regrets par tous les chemins de l'Europe les gouvernements qui ne sont plus. Je leur suis plus fidèle que leurs affidés. Si la République venait à tomber (ce qu'à Dieu ne plaise !), voyez quel serait mon sort. Moi qui ne suis pas républicain *a priori*, qui suis un simple libéral, s'accommodant volontiers d'une bonne monarchie constitutionnelle, je serais plus fidèle à la République que les républicains de la veille. Je porterais le deuil d'un régime que je n'ai pas contribué à fonder. Or, j'ai 63 ans... Vous voyez combien mon cas est étrange. Les légitimistes de ma façon se préparent, en notre siècle, de cruels embarras, car il faudrait aussi que les gouvernements fussent fidèles à eux-mêmes, et ils ne le sont guère, il faut l'avouer. »

[p. 32] Au reste, quoi qu'il en dise, Renan était démocrate né. On lit dans un discours de Quimper que j'ai déjà cité : « La démocratie... est un des besoins

légitimes de notre temps. Eh bien ! je trouve que nous sommes de très bons démocrates. Je ne connais pas pays qui ait plus que le nôtre le sentiment de l'égalité. Je passe l'été près de Perros, au milieu d'un hameau de très pauvres gens. Notre petite aisance doit leur paraître de la richesse : mais, comme dit Dante, *cela ne leur abaisse pas le cil...* Nous faisons figure dans le monde, nous Bretons, d'affreux réactionnaires, mais nous sommes, je vous l'assure, de très bons libéraux. Nous voulons la liberté pour nous et pour les autres. Ce terrible problème religieux qui pèse comme un spectre sur la conscience du XIX^e siècle, nous le résoudrions si nous étions seuls au monde. Nous sommes très religieux : jamais nous n'admettrons qu'il n'y ait pas une loi de l'honnêteté, que la destinée de l'homme soit sans rapport avec l'idéal ; mais nous admettons parfaitement que chacun se taille à sa guise son roman de l'infini. Nous allons plus loin : nous admettons, pour ceux qui croient, bien à tort, qu'eux seuls ont raison, l'intolérance, pourvu que cette intolérance ne se traduise pas en actes contraires à la liberté. La Bretagne qui, à quelques égards, paraît superstitieuse, n'a jamais été fanatique. Pour moi, j'aime mieux la superstition que le fanatisme. »

Depuis la guerre de Vendée, il y a toujours eu en Bretagne des « Bleus » et des « Blancs », les premiers républicains, les seconds réactionnaires. Les « Bleus » de Bretagne considéraient avec fierté Renan comme un des leurs. À la fin de sa vie, ils l'amènèrent, en 1890 je crois, à Bréhat où il prononça, sur la place de l'église entourée d'arbres séculaires, un de ses plus audacieux discours. Les rues de l'île de Bréhat sont sentiers raboteux, sentiers pavés de rocs anguleux. Renan, heureuse- [p. 33] ment pour lui, n'eut pas à les suivre. À son intention, une calèche fut transportée dans l'île, où on ne rencontre aujourd'hui encore que deux ou trois charrettes, pour le conduire au lieu de la réunion. Ainsi n'eut-il pas trop à souffrir de la pesanteur de son ventre que Bonnat, quand il le peignit, eut raison de ne pas dissimuler. La physiologie influe sur la psychologie : le ventre de Renan dénonce déjà son amour de la paix. Sur le sommet d'un rocher, dressé à pic devant la mer au sud de l'île de Bréhat, se dessine une sorte de fauteuil qu'on nomme « le fauteuil de Renan », bien que celui-ci ne s'y soit jamais assis, naturellement. Je ne l'occupai moi-même qu'une seule fois, et en tremblant.

À Charles Maurras, qui cherchait à l'entraîner dans le camp royaliste, Maurice Barrès ripostait : « Sans la Révolution française, mon cher, vous et moi nous mangerions encore à l'office. » Maurice Barrès ne renia pas ses ancêtres. Pas davantage Ernest Renan qui, fièrement, déclarait : « je ne suis pas un homme de lettres, je suis un homme du peuple. Je suis l'aboutissement de longues files d'obscurs, de paysans et de marins. Je jouis de leur économie de pensée ; je suis reconnaissant à ces pauvres gens qui m'ont procuré par leur sobriété intellectuelle de si vives jouissances. »

Le prince Jérôme disait des réactionnaires à l'ordinaire cléricaux : « Ce sont de méchantes gens. » Ce fut aussi l'opinion de Renan. Il nous les montra dans *L'Eau de Jouvence* tels que nous les vîmes le 6 février 1934, première journée de la Contre-Révolution qui s'accomplit à Vichy le 30 juillet 1940. Ils pratiquent la politique du pire, pour la dénoncer ensuite avec une feinte indignation. Écoutez le

baron Servadio, noble Milanais, lorsqu'il s'adresse, dans *L'Eau de Jouvence*, à Prospero, roi de Milan, inconnu de tous les historiens et détrôné par Caliban : « Votre fidèle noblesse de Milan, Monsei-[p. 34] gneur, vient de vous assurer de sa fidélité et vient recevoir les ordres de son légitime souverain. Nous ne sommes pas de ceux pour lesquels le droit change ; nous protestons contre le fait accompli, et, quoique notre épée soit tenue dans le fourreau jusqu'au moment où vous nous ordonnerez de la tirer, il n'est pas de jour où nous ne livrions quelque bataille contre la grande félonie du siècle. Sans nous arrêter à des considérations de fausse humanité, nous subordonnons tout à l'intérêt sacré des principes. Les résultats obtenus sont immenses. Déjà nous avons à peu près ruiné l'industrie de Milan. Les affaires vont au plus mal. Le peuple affamé va bientôt se révolter contre le gouvernement qu'il accuse avec raison d'être la cause de sa misère. Le peuple dépend donc de nous, et, s'il est sage, il verra bientôt qu'il n'aura de pain que s'il se soumet au gouvernement loyal de Votre Altesse.

La République a cet avantage qu'elle fournit elle-même des moyens de l'attaquer. L'essentiel est de prouver que l'ordre ne s'établira jamais avec un gouvernement d'assemblées populaires. La tactique est facile. Pour montrer que l'ordre n'existe pas, nous le troublons. Nous faisons dans les assemblées un boucan d'enfer ; l'un de nous imite le cornet à bouquin, l'autre le fifre. On sort, les gens paisibles crient au scandale ; alors nous faisons chorus avec eux, nous levons les bras au ciel. Mais notre principale tactique est de pousser aux excès. Caliban nous rend ici la tâche assez difficile. Depuis qu'il est au pouvoir (vit-on jamais de pareil sapajou ?), il se comporte avec assez de sagesse. Nous espérions qu'il n'allait faire que des folies, et il n'en est rien. Mais, à la longue, les excès sont inévitables ; dans trois mois, si Votre Altesse le permet, elle sera rétablie sur son trône de Milan. Nous avons seulement besoin que Votre Altesse prenne la direction du mouvement, qu'elle donne [p. 35] ses ordres. Elle peut être sûre qu'ils seront fidèlement exécutés. »

Le fin et clairvoyant ironiste, quand il évoquera Émile Littré dans sa réponse au discours de réception académique de Louis Pasteur, n'oubliera pas de conter au sujet de l'auteur du magnifique *Dictionnaire de la langue française* une piquante anecdote qui accuse la férocité des cléricaux de son temps, dont il eut tant à souffrir après la publication de la *Vie de Jésus*. En 1872, visitant un phare sur les côtes de Bretagne, Littré tomba de la hauteur du premier étage ; il en fut quitte pour quelques contusions. Un journaliste des environs regretta qu'il ne se fût pas tout à fait rompu le cou ! « Nous ne pensions pas de même sur les croyances théologiques », disait Littré en racontant cette histoire, et telle est la forme que prenait son ressentiment.¹

Ernest Renan aurait été avec nous durant l'affaire Dreyfus, durant la première guerre mondiale, avec peut-être un peu d'inquiétude. Il y serait durant la seconde guerre mondiale, en pleine tranquillité de conscience. Hitler, qu'il pressentit, l'eût

¹ Mgr Dupanloup démissionna de l'Académie lorsqu'Émile Littré y fut reçu.

épouvanté tout autant que le maréchal Pétain l'eût dégoûté. Au cours d'une conférence sur « le Judaïsme comme race et religion », faite au cercle Saint-Simon le 27 janvier 1883, ne s'écriait-il pas : « Réjouissons-nous, Messieurs, que ces questions si intéressantes pour l'histoire et l'ethnographie n'aient en France aucune importance pratique. Nous avons, en effet, résolu la difficulté politique qui s'y rattache de la bonne manière. Quand il s'agit de nationalité, nous faisons de la question de race une question tout à fait secondaire, et nous avons raison. Le fait ethnographique, capital aux origines de l'histoire, va toujours perdant de son importance à mesure qu'on [p. 36] avance en civilisation. Quand l'Assemblée nationale, en 1791, décréta l'émancipation des juifs, elle s'occupa extrêmement peu de la race. Elle estima que les hommes devaient être jugés non par le sang qui coule dans leurs veines, mais par leur valeur morale et intellectuelle. C'est la gloire de la France que de prendre ces questions par le côté humain. L'œuvre du XIX^e siècle est d'abattre tous les ghettos, et je ne fais pas mon compliment à ceux qui ailleurs cherchent à les relever. La race israélite a rendu au monde les plus grands services. Assimilée aux différentes nations, en harmonie avec les diverses unités nationales, elle continuera à faire dans l'avenir ce qu'elle a fait dans le passé. Par sa collaboration avec toutes les forces libérales de l'Europe, elle contribuera éminemment au progrès social de l'humanité. »

Ernest Renan eut avant tout, je l'ai montré, le goût et le culte de la science qui, mise au service de la raison, était dans son esprit capable de rendre le monde plus aimable et plus juste. La Science, selon lui, « est l'âme d'une société, car la Science est la raison. Elle créa la supériorité militaire et la supériorité industrielle. Elle créera un jour la supériorité sociale, je veux dire un état de société où la quantité de justice qui est compatible avec l'essence de l'univers sera procurée. » De cette profession de foi, faite au cours d'une conférence sur « L'Islamisme et la Science », il précisa la portée dans le *Journal des Débats* : « J'ai dit assez souvent pour que je n'aie pas à le répéter à tout propos, que l'esprit humain doit être dégagé de toute croyance surnaturelle s'il veut travailler à son œuvre essentielle qui est la construction de la science positive. Cela n'implique pas pour le chrétien d'abandonner le christianisme et, pour l'islamisme, d'arriver à cet état d'indifférence bienveillante où les croyances religieuses deviennent inoffensives. »

Lorsque Pasteur, qui, à l'inverse des savants de son [p. 37] temps, se flattait d'être croyant, fit son discours de réception à l'Académie française où il avait été élu en remplacement du positiviste Littré, il échut, comme j'ai dit, à Ernest Renan de le recevoir. Le philosophe lui donna avec bonne humeur une délicieuse, une précieuse leçon de modestie : « Vous avez fait », lui glissa-t-il, « des réserves sur les doctrines philosophiques auxquelles Littré s'était attaché, auxquelles il déclarait devoir le bonheur de sa vie. C'était votre droit. Je n'userai pas du droit semblable que j'aurais. Le résumé, ou, comme on disait autrefois, 'le bouquet spirituel' de cette séance, doit être que l'ardeur pour le bien ne tient à aucune opinion spéculative. Je vous ferai d'ailleurs ma confession : en politique, comme en philosophie, quand je me trouve en présence d'idées arrêtées, je suis toujours

de l'avis de mon interlocuteur. En ces délicates matières chacun a raison par quelque côté. Il y a déférence et justice à ne chercher dans l'opinion qu'on vous propose que la part de vérité qu'elle contient. Il s'agit en effet de ces questions sur lesquelles la Providence (j'entends par ces mots l'ensemble des conditions fondamentales de la marche de l'Univers) a voulu qu'il planât un absolu mystère. Dans cet ordre d'idées il faut se garder de parti pris. Il est bon de varier les points de vue et d'écouter les bruits qui viennent de tous les côtés de l'horizon... À la philosophie de Littré, vous en préférez une autre qui, vous le supposez, aurait ici (à l'Académie) 'un dernier refuge'. Ah ! ne vous y fiez pas trop, Monsieur ! La zone de notre protection littéraire est bien large. Elle s'étend depuis Bossuet jusqu'à Voltaire. Souvent, nous aimons, c'est vrai, à être l'asile des blessés hors de combat : la cause qui aurait chez nous son 'dernier refuge' pourrait donc être assez malade. »

Il faut des siècles de culture raffinée pour donner un Renan, la plus suave fleur du parterre littéraire et [p. 38] philosophique français au XIX^e siècle. Qu'il faille la respirer avec prudence, je le veux bien, mais il est impossible d'aimer vraiment la France, sans goûter avec délices son parfum rare et délicat.

Pour rendre un pieux hommage à mon maître Ernest Renan, je m'efforcerai, dans les jours qui vont suivre, de convaincre les négociateurs de la paix qu'ils doivent priver l'Allemagne de ses arsenaux de l'Ouest et de l'Est, afin qu'elle puisse être telle enfin qu'il se l'imagina trop longtemps, après avoir mal lu Luther, Fichte et Hegel : la patrie des poètes et des penseurs, des historiens et des musiciens.

ÉMILE BURÉ

New-York, août 1944

Post-Scriptum — je tiens à remercier Mme Adèle Korngold qui m'a si utilement aidé à recueillir les documents que j'ai utilisés dans ce volume.

[p. 39]

LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

(Revue des Deux Mondes)

15 septembre 1870

[Retour à la table des matières](#)

[p. 41]

En commençant à écrire ces pages, j'ignore quel sera l'état du monde au moment où elles seront terminées. Il faudrait un esprit bien frivole pour chercher à démêler l'avenir quand le présent n'a pas une heure assurée. Il est permis cependant à ceux qu'une conception philosophique de la vie a élevés au-dessus, non certes du patriotisme, mais des erreurs qu'un patriotisme peu éclairé entraîne, d'essayer de découvrir quelque chose à travers l'épaisse fumée qui ne laisse voir à l'horizon que l'image de la mort.

J'ai toujours regardé la guerre entre la France et l'Allemagne comme le plus grand malheur qui pût arriver à la civilisation. Tous, nous acceptons hautement les devoirs de la patrie, ses justes susceptibilités, ses espérances ; tous, nous avons une pleine confiance dans les forces profondes du pays, dans cette élasticité qui déjà plus d'une fois a fait rebondir la France sous la pression de l'infortune ; mais supposons les espérances permises de beaucoup dépassées, la guerre commencée n'en aura pas moins été un immense malheur. Elle aura semé une haine violente entre les deux portions de la race européenne dont [p. 42] l'union importait le plus au progrès de l'esprit humain. La grande maîtresse de l'investigation savante, l'ingénieuse, vive et prompte initiatrice du monde, à toute fine et délicate pensée, sont brouillées pour longtemps, à jamais peut-être ; chacune d'elles s'enfoncera dans ses défauts, l'une devenant de plus en plus rude et grossière, l'autre de plus en plus superficielle et arriérée. L'harmonie intellectuelle, morale, politique de l'humanité est rompue ; une aigre dissonance se mêlera au concert de la société européenne pendant des siècles.

En effet, mettons de côté les États-Unis d'Amérique dont l'avenir, brillant sans doute, est encore obscur, et qui en tout cas occupent un rang secondaire dans le travail original de l'esprit humain, la grandeur intellectuelle et morale de l'Europe repose sur une triple alliance dont la rupture est un deuil pour le progrès, l'alliance entre la France, l'Allemagne et l'Angleterre. Unies, ces trois grandes forces conduiraient le monde et le conduiraient bien, entraînant nécessairement après elles les autres éléments, considérables encore, dont se compose le réseau européen ; elles traceraient surtout d'une façon impérieuse sa voie à une autre force qu'il ne faut ni exagérer ni trop rabaisser, la Russie. La Russie n'est un danger que si le reste de l'Europe l'aban-[p. 43] donne à la fausse idée d'une originalité qu'elle n'a peut-être pas, et lui permet de réunir en un faisceau les peuplades barbares du centre de l'Asie, peuplades tout à fait impuissantes par elles-mêmes, mais capables de discipline et fort susceptibles, si l'on n'y prend garde, de se grouper autour d'un Gengis Khan moscovite. Les États-Unis ne sont un danger que si la division de l'Europe leur permet de se laisser aller aux fumées

d'une jeunesse présomptueuse et à de vieux ressentiments contre la mère-patrie. Avec l'union de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne, le vieux continent gardait son équilibre, maîtrisait puissamment le nouveau, tenait en tutelle ce vaste monde oriental auquel il serait malsain de laisser concevoir des espérances exagérées. — Ce n'était là qu'un rêve. Un jour a suffi pour renverser l'édifice où s'abritaient nos espérances, pour ouvrir le monde à tous les dangers, à toutes les convoitises, à toutes les brutalités.

Dans cette situation, dont nous ne sommes en rien responsables, le devoir de tout esprit philosophique est de faire taire son émotion et d'étudier, d'une pensée froide et claire, les causes du mal, pour tâcher d'entrevoir la manière dont il est possible de l'atténuer. La paix se fera entre la France et l'Allemagne. L'extermination n'a qu'un temps ; elle trouve [p. 44] sa fin, comme les maladies contagieuses, dans ses ravages mêmes, comme la flamme, dans la destruction de l'objet qui lui servait d'aliment. J'ai lu, je ne sais où, la parabole de deux frères qui, du temps de Caïn et d'Abel sans doute, en vinrent à se haïr et résolurent de se battre jusqu'à ce qu'ils ne fussent plus frères. Quand, épuisés, ils tombèrent tous deux sur le sol, ils se trouvèrent encore frères, voisins, tributaires du même puits, riverains du même ruisseau.

Qui fera la paix entre la France et l'Allemagne ? Dans quelles conditions se fera cette paix ? On risquerait fort de se tromper, si l'on voulait parler de la paix provisoire ou plutôt de l'armistice qui se conclura dans quelques semaines ou quelques mois. Nous ne parlons ici que du règlement de comptes qui interviendra un jour pour le bien du monde entre les deux grandes nations de l'Europe centrale. Pour se former une idée à cet égard, il faut d'abord bien connaître de quelle façon l'Allemagne est arrivée à concevoir l'idée de sa propre nationalité.

I

La loi du développement historique de l'Allemagne ne ressemble en rien à celle de la France ; la destinée de l'Allemagne, au con-[p. 45] traire, est à beaucoup d'égards semblable à celle de l'Italie. Fondatrice du vieil empire romain, dépositaire jalouse de ses traditions, l'Italie n'a jamais pu devenir une nation comme les autres. Succédant à l'empire romain, fondatrice du nouvel empire carlovingien, se prétendant dépositaire d'un pouvoir universel, d'un droit plus que national, l'Allemagne était arrivée jusqu'à ces dernières années sans être un peuple. L'empire romain et la papauté, qui en fut la suite, avaient perdu l'Italie. L'empire carlovingien faillit perdre l'Allemagne. L'empereur germanique ne fut pas plus capable de faire l'unité de la nation allemande que le pape de faire celle de l'Italie. On n'est maître chez soi que quand on n'a aucune prétention à régner hors de chez soi. Tout pays qui arrive à exercer une primauté politique, intellectuelle, religieuse, sur les autres peuples, l'expie par la perte de son existence nationale durant des siècles.

Il n'en fut pas de même de la France. Dès le X^e siècle la France se retire bien nettement de l'empire. Les deux joyaux du monde occidental, la couronne impériale et la tiare papale, elle les perd pour son bonheur. À partir de la mort de Charles le Gros, l'empire devient exclusivement l'apanage des Allemands, aucun roi de France n'est plus empereur d'Occident. D'autre part, la papauté devient la [p. 46] propriété de l'Italie. La *Francia*, telle que l'avait faite le traité de Verdun, est privilégiée justement à cause de ce qui lui manque : elle n'a ni l'empire, ni la papauté, les deux choses universelles qui troublent perpétuellement le pays qui les possède dans l'œuvre de sa concrétion intime. Dès le X^e siècle, la *Francia* est toute nationale, et, en effet, dans la seconde moitié de ce siècle elle substitue au Carlovingien, lourd Allemand qui la défend mal, une famille encore germanique sans doute, mais bien réellement mariée avec le sol : la famille des ducs de France, qui a un domaine propre et non pas seulement, comme les Carlovingiens, un titre abstrait. Dès lors commence autour de Paris cette admirable marche du développement national, qui aboutit à Louis XIV, à la Révolution, et dont le XIX^e siècle pourra voir la contrepartie, par suite de la triste loi qui condamne les choses humaines à entrer dans la voie de la décadence et de la destruction dès qu'elles sont achevées.

L'idée de former une nationalité compacte n'avait jamais été, jusqu'à la Révolution française, l'idée de l'Allemagne. Cette grande race allemande porte bien plus loin que la France le goût des indépendances provinciales ; la chance de guerres que nous appellerions civiles entre des parties de la même famille nationale ne l'effraye pas. Elle ne veut pas de l'unité pour elle-même, elle la veut uniquement par crainte de l'étranger ; elle tient pardessus tout à la liberté de ses divisions intérieures. Ce fut là ce qui lui permit de faire la plus belle chose des temps modernes : la réforme luthérienne, chose, selon nous, supérieure à la philosophie et à la Révolution, œuvres de la France, et qui ne le cède qu'à la Renaissance, œuvre de l'Italie ; mais on a toujours les défauts de ses qualités. Depuis la chute des Hohenstaufen, la politique générale de l'Allemagne fut indécise, faible, empreinte d'une sorte de gaucherie ; à la suite de la Guerre de Trente Ans, la conscience d'une patrie allemande existe à peine. La royauté française abusa de ce pitoyable état politique d'une grande race. Elle fit ce qu'elle n'avait jamais fait : elle sortit de son programme, qui était de ne s'assimiler que des pays de langue française ; elle s'empara de l'Alsace, terre allemande. Le temps a légitimé cette conquête, puisque l'Alsace a pris ensuite une part si brillante aux grandes œuvres communes de la France. Il y eut cependant dans ce fait, qui au XVII^e siècle ne choqua personne, le germe d'un grave embarras pour l'époque où l'idée des nationalités deviendrait maîtresse du monde, et ferait prendre, dans les ques-[p. 48] tions de délimitation territoriale, la langue et la race pour *criterium* de légitimité.

La Révolution française fut, à vrai dire, le fait générateur de l'idée de l'unité allemande. La Révolution répondait en un sens au vœu des meilleurs esprits de l'Allemagne ; mais ils s'en dégoûtèrent vite. L'Allemagne resta légitimiste et féodale ; sa conduite ne fut qu'une série d'hésitations, de malentendus, de fautes.

La conduite de la France fut d'une suprême inconséquence. Elle, qui élevait dans le monde le drapeau du droit national, viola, dans l'ivresse de ses victoires, toutes les nationalités. L'Allemagne fut foulée aux pieds des chevaux ; le génie allemand, qui se développait alors d'une façon si merveilleuse, fut méconnu ; sa valeur sérieuse ne fut pas comprise des esprits bornés qui formaient l'élite intellectuelle du temps de l'Empire ; la conduite de Napoléon à l'égard des pays germaniques fut un tissu d'étourderies. Ce grand capitaine, cet éminent organisateur, était dénué des principes les plus élémentaires en fait de politique extérieure. Son idée d'une domination universelle de la France était folle, puisqu'il est bien établi que toute tentative d'hégémonie d'une nation européenne provoque, par une réaction nécessaire, une coalition de tous les autres États, coalition dont l'Angle-[p. 49] terre, gardienne de l'équilibre, est toujours le centre de formation. ¹

Une nation ne prend d'ordinaire la complète conscience d'elle-même que sous la pression de l'étranger. La France existait avant Jeanne d'Arc et Charles VII ; cependant, c'est sous le poids de la domination anglaise que le mot de *France* prend un accent particulier. Un *moi*, pour prendre le langage de la philosophie, se crée toujours en opposition avec un autre *moi*. La France fit de la sorte l'Allemagne comme nation. La plaie avait été trop visible. Une nation, dans la pleine floraison de son génie et au plus haut point de sa force morale, avait été livrée sans défense à un adversaire moins intelligent et moins moral. Par les misérables divisions de ses petits princes, et faute d'un drapeau central. L'Autriche, ensemble à peine allemand, introduisant dans le corps germanique une foule d'éléments non germaniques, trahissait sans cesse la cause allemande et en sacrifiait les intérêts à ses combinaisons dynastiques. Un point de renaissance parut alors : ce fut la Prusse de Frédéric. Formation récente dans le corps germanique, la Prusse en recélait toute la force effective. Par le fond de sa population, elle était plus slave que germanique ; mais ce n'était point [p. 50] là un inconvénient, tout au contraire. Ce sont presque toujours ainsi des pays mixtes et limitrophes qui font l'unité politique d'une race : qu'on se rappelle le rôle de la Macédoine en Grèce, du Piémont en Italie. La réaction de la Prusse contre l'oppression de l'empire français fut très belle. On sait comment le génie de Stein tira de l'abaissement même la condition de la force, et comment l'organisation de l'armée prussienne, point de départ de l'Allemagne nouvelle, fut la conséquence directe de la bataille d'Iéna. Avec sa présomption habituelle et son inintelligence de la race germanique, Napoléon ne vit rien de tout cela. La bataille de Leipzig fut le signal d'une résurrection. De ce jour-là, il fut clair qu'une puissance nouvelle de premier ordre (la Prusse, tenant en sa main le drapeau allemand) faisait son entrée dans le monde. Au fond, la Révolution et l'Empire n'avaient rien compris à l'Allemagne, comme l'Allemagne n'avait rien compris à la France. Les grands esprits germaniques avaient pu saluer avec enthousiasme l'œuvre de la Révolution, parce que les principes de ce mouvement à l'origine étaient les leurs,

¹ Ceci n'est vrai que du passé. La vieille Angleterre, paraît-il, n'existe plus de nos jours (septembre 1871).

ou plutôt ceux du XVIII^e siècle tout entier ; mais cette basse démocratie terroriste, se transformant en despotisme militaire et en instrument d'asservissement pour tous les peuples, les remplit d'horreur. Par réaction, [p. 51] l'Allemagne éclairée se montra en quelque sorte affamée d'ancien régime. La Révolution française trouvait l'obstacle qui devait l'arrêter dans la féodalité organisée de la Prusse) de la Poméranie, du Holstein, c'est-à-dire dans le fonds de populations antidémocratiques au premier chef des bords de la Baltique, populations fidèles à la légitimité, acceptant d'être menées, bâtonnées, servant bien quand elles sont bien commandées, ayant à leur tête une petite noblesse de village, forte de toute la force que donnent les préjugés et l'esprit étroit. La vraie résistance continentale à la Révolution et à l'Empire vint de cette Vendée du Nord ; c'est là que le gentilhomme campagnard, chez nous couvert de ridicule par la haute noblesse, la cour, la bourgeoisie, le peuple même, prit sa revanche sur la démocratie française, et prépara sourdement, sans bruit, sans plébiscites, sans journaux, l'étonnante apparition qui depuis quelques années vient de se dérouler devant nous.

La nécessité qui sous la Restauration obligea la France à renoncer à toute ambition extérieure, la sage politique qui sous Louis-Philippe rassura l'Europe, éloignèrent quelque temps le danger que recélait pour la France, sortie de la Révolution, cette anti-France de la Baltique, qui est la négation totale de nos principes les plus arrêtés. À part [p. 52] quelques paroles imprudentes d'hommes d'État de médiocre portée et quelques mauvais vers d'un poète étourdi ¹, la France de ce temps songea peu à l'Allemagne. L'activité était tournée vers l'intérieur et non vers les agrandissements du dehors. On avait mille fois raison. La France est assez grande ; sa mission ne consiste pas à s'adjoindre des pays étrangers, elle consiste à offrir chez elle un de ces brillants développements dont elle est si capable, à montrer la réalisation prospère du système démocratique qu'elle a proclamé, et dont la possibilité n'a pas été jusqu'ici bien prouvée. Qu'un pays de dix-sept ou dix-huit millions d'habitants, comme était autrefois la Prusse, joue le tout pour le tout, et sorte, même au prix des plus grands hasards, d'une situation qui le laissait flotter entre les grands et les petits États, cela est naturel ; mais un pays de trente ou quarante millions d'habitants a tout ce qu'il faut pour être une grande nation. Que les frontières de la France aient été assez mal faites en 1815, cela est possible ; mais, si l'on excepte quelques mauvais contours du côté de la Sarre et du Palatinat, qui furent tracés, à ce qu'il semble, sous le coup de chétives préoccupations militaires, le reste me paraît bien. Les pays flamands sont plus [p. 53] germaniques que français ; les pays wallons ont été empêchés de s'agglutiner au conglomerat français par des aventures historiques qui n'ont rien de fortuit ; cela tint au profond esprit municipal qui rendit la royauté française insupportable à ces pays. Il en faut dire autant de Genève et de la Suisse romande ; on peut ajouter que grande est l'utilité de ces petits pays français, séparés politiquement de la France ; ils offrent un asile aux émigrés de nos dissensions intestines, et, en temps de despotisme, ils servent de refuge à une pensée libre. La Prusse rhénane

¹ Il faut dire qu'il ne faisait que répondre à une provocation venant d'Allemagne.

et le Palatinat sont des pays autrefois celtiques, mais profondément germanisés depuis deux mille ans. Si l'on excepte quelques vallées séparées de la France en 1815 par des raisons de stratégie, la France n'a donc pas un pouce de terre à désirer. L'Angleterre et l'Écosse n'ont en surface que les deux cinquièmes de la France, et pourtant l'Angleterre est-elle obligée de songer à des conquêtes territoriales pour être grande ?

Le sort de l'année 1848 fut, en cette question comme en toutes les autres, de soulever des problèmes qu'elle ne put résoudre, et qui, au bout d'un ou deux ans, reçurent des solutions par des moyens diamétralement opposés à ceux que rêvèrent les partis alors dominants. La question de l'unité allemande fut posée avec éclat ; selon la mode du temps, on crut [p. 54] tout arranger par une assemblée constituante. Ces efforts aboutirent à un éclatant échec. Qu'on traite les hommes de 1848 d'utopistes, ou qu'on reproche aux masses de n'avoir pas été assez éclairées pour les suivre, il est sûr que les essais de cette année demeurèrent tous infructueux. Pendant dix ans, les problèmes sommeillèrent, le patriotisme allemand sembla porter le deuil ; mais déjà un homme disait à ceux qui voulaient l'écouter : « Ces problèmes ne se résolvent pas, comme vous croyez, par la libre adhésion des peuples ; ils se résolvent par le fer et le feu. »

L'empereur Napoléon III rompit la glace par la guerre d'Italie, ou plutôt par la conclusion de cette guerre, qui fut l'annexion à la France de la Savoie et de Nice. La première de ces deux annexions était assez naturelle ; de tous les pays de langue française non réunis à la France, la Savoie était le seul qui pût sans inconvénient nous être dévolu ; depuis que le duc de Savoie était devenu roi d'Italie, une telle dévolution était presque dans la force des choses. Et cependant cette annexion eut bien plus d'inconvénients que d'avantages. Elle interdit à la France ce qui fait sa vraie force, le droit d'alléguer une politique désintéressée et uniquement inspirée par l'amour des principes ; elle donna une idée exagérée des plans d'agrandissement de [p. 55] l'empereur Napoléon III, mécontenta l'Angleterre, éveilla les soupçons de l'Europe, provoqua les hardies initiatives de M. de Bismarck.

Il est clair que, s'il y eut jamais un mouvement légitime en histoire, c'est celui qui, depuis soixante ans, porte l'Allemagne à se former en une seule nation. Si quelqu'un en tout cas a le droit de s'en plaindre, ce n'est pas la France, puisque l'Allemagne n'a obéi à cette tendance qu'à notre exemple, et pour résister à l'oppression que la France fit peser sur elle au XVII^e siècle et sous l'Empire. La France, ayant renoncé au principe de la légitimité, qui ne voyait dans telle ou telle agglomération de provinces en royaume ou en empire que la conséquence des mariages, des héritages, des conquêtes d'une dynastie, ne peut connaître qu'un seul principe de délimitation en géographie politique : je veux dire le principe des nationalités, ou, ce qui revient au même, la libre volonté des peuples de vivre ensemble, prouvée par des faits sérieux et efficaces. Pourquoi refuser à l'Allemagne le droit de faire chez elle ce que nous avons fait chez nous, ce que nous avons aidé l'Italie à faire ? N'est-il pas évident qu'une race dure, chaste, forte et grave comme la race germanique, une race placée au premier rang par les dons

et le travail de la pensée, une race peu portée [p. 56] vers le plaisir, tout entière livrée à ses rêves et aux jouissances de son imagination, voudrait jouer dans l'ordre des faits politiques un rôle proportionné à son importance intellectuelle ? Le titre d'une nationalité, ce sont des hommes de génie, « gloires nationales », qui donnent aux sentiments de tel ou tel peuple une forme originale, et fournissent la grande matière de l'esprit national, quelque chose à aimer, à admirer, à vanter en commun. Dante, Pétrarque, les grands artistes de la Renaissance ont été les vrais fondateurs de l'unité italienne. Goethe, Schiller, Kant, Herder, ont créé la patrie allemande. Vouloir s'opposer à une éclosion annoncée par tant de signes eût été aussi absurde que de vouloir s'opposer à la marée montante. Vouloir lui donner des conseils, lui tracer la manière dont nous eussions désiré qu'elle s'accomplît, était puéril. Ce mouvement s'accomplissait par défiance de nous ; lui indiquer une règle, c'était fournir à une conscience nationale, soupçonneuse et susceptible, un *criterium* sûr, et l'inviter clairement à faire le contre-pied de ce que nous lui demandions. Certes je suis le premier à reconnaître qu'à ce besoin d'unité de la nation allemande il se mêla d'étranges excès. Le patriote allemand, comme le patriote italien, ne se détache pas facilement du vieux rôle universel de sa patrie. Certains Italiens rêvent [p. 57] encore le *primato* ; un très grand nombre d'Allemands rattachent leurs aspirations au souvenir du Saint-Empire, exerçant sur tout le monde européen une sorte de suzeraineté. Or la première condition d'un esprit national est de renoncer à toute prétention de rôle universel, le rôle universel étant destructeur de la nationalité. Plus d'une fois le patriotisme allemand s'est montré de la sorte injuste et partial. Ce théoricien de l'unité allemande qui soutient que l'Allemagne doit reprendre partout les débris de son vieil empire refuse d'écouter aucune raison quand on lui parle d'abandonner un pays aussi purement slave que le grand-duché de Posen¹. Le vrai, c'est que le principe des nationalités doit être entendu d'une façon large, sans subtilités. L'histoire a tracé les frontières des nations d'une manière qui n'est pas toujours la plus naturelle ; chaque nation a du trop, du trop peu ; il faut se tenir à ce que l'histoire a fait et au vœu des provinces, pour éviter d'impossibles analyses, d'inextricables difficultés.

Si la pensée de l'unité allemande était légitime, il était légitime aussi que cette unité [p. 58] se fît par la Prusse. Les tentatives parlementaires de Francfort ayant échoué, il ne restait que l'hégémonie de l'Autriche ou de la Prusse. L'Autriche renferme trop de Slaves, elle est trop antipathique à l'Allemagne protestante, elle a trop manqué durant des siècles à ses devoirs de puissance dirigeante en Allemagne, pour qu'elle pût être de nouveau appelée à jouer un rôle de ce genre. Si jamais, au contraire, il y eut une vocation historique bien marquée, ce fut celle de la Prusse depuis Frédéric le Grand. Il ne pouvait échapper à un esprit sagace

¹ La possession de Posen par la Prusse ne saurait en aucune manière être assimilée à la possession de l'Alsace par la France. L'Alsace est francisée et ne proteste plus contre son annexion, tandis que Posen n'est pas germanisé et proteste. Le parallèle de l'Alsace est la Silésie, province slave de race et de langue, mais suffisamment germanisée, et dont personne ne conteste plus la légitime propriété à la Prusse.

que la Prusse était le centre d'un tourbillon ethnique nouveau, qu'elle jouait pour la nationalité allemande du Nord le rôle du cœur dans l'embryon, sauf à être plus tard absorbée par l'Allemagne qu'elle aurait faite, comme nous voyons le Piémont absorbé par l'Italie. Un homme se trouva pour s'emparer de toutes ces tendances latentes, pour les représenter et leur donner avec une énergie sans égale une pleine réalisation.

M. de Bismarck voulut deux choses que le philosophe le plus sévère pourrait déclarer légitimes si, dans l'application, le peu scrupuleux homme d'État n'avait montré que pour lui la force est synonyme de légitimité : d'abord, chasser de la confédération germanique l'Autriche, corps plus qu'à demi étranger qui l'empêchait d'exister ; en second lieu, grou-[p. 59] per autour de la Prusse les membres de la patrie allemande que les hasards de l'histoire avaient dispersés. M. de Bismarck vit-il au delà ? Son point de vue nécessairement borné d'homme pratique lui permit-il de soupçonner qu'un jour la Prusse serait absorbée par l'Allemagne et disparaîtrait en quelque sorte dans sa victoire, comme Rome finit d'exister en tant que ville le jour où elle eut achevé son œuvre d'unification ? Je l'ignore, car M. de Bismarck ne s'est pas jusqu'ici offert à l'analyse ; il ne s'y offrira peut-être jamais. Une des questions qu'un esprit curieux se pose le plus souvent, en réfléchissant sur l'histoire contemporaine, est de savoir si M. de Bismarck est philosophe, s'il voit la vanité de ce qu'il fait, tout en y travaillant avec ardeur, ou bien si c'est un croyant en politique, s'il est dupe de son œuvre, comme tous les esprits absolus, et n'en voit pas la caducité. J'incline vers la première hypothèse, car il me paraît difficile qu'un esprit si complet ne soit pas critique, et ne mesure pas dans son action la plus ardente les limites et le côté faible de ses desseins. Quoi qu'il en soit, s'il voit dans l'avenir les impossibilités du parti qui consisterait à faire de l'Allemagne une Prusse agrandie, il se garde de le dire, car le fanatisme étroit du parti des hobereaux prussiens ne supporterait pas un moment la pensée que le but de ce qui [p. 60] se fait par la Prusse n'est pas de prussianiser toute l'Allemagne, et plus tard le monde entier, au nom d'une sorte de mysticisme politique dont on semble vouloir se réserver le secret.

Les plans de M. de Bismarck furent élaborés dans la confiance et avec l'adhésion de l'empereur Napoléon III, ainsi que du petit nombre de personnes qui étaient initiées à ses desseins. Il est injuste de faire de cela un reproche à l'empereur Napoléon. C'est la France qui a élevé dans le monde le drapeau des nationalités ; toute nationalité qui naît et grandit devrait naître et grandir avec les encouragements de la France, devenir pour elle une amie. La nationalité allemande étant une nécessité historique, la sagesse voulait qu'on ne se mît pas à la traverse. La bonne politique n'est pas de s'opposer à ce qui est inévitable ; la bonne politique est d'y servir et de s'en servir. Une grande Allemagne libérale, formée en pleine amitié avec la France, devenait une pièce capitale en Europe, et créait avec la France et l'Angleterre une invincible trinité, entraînant le monde, surtout la Russie, dans les voies du progrès par la raison. Il était donc souverainement désirable que l'unité allemande, venant à se réaliser, ne se fit pas malgré la France, qu'elle se fit, bien au contraire, avec notre assentiment. La

[p. 61] France n'était pas obligée d'y contribuer, mais elle était obligée de ne pas s'y opposer ; il était même naturel de songer au bon vouloir de la jeune nation future, de se ménager de sa part quelque chose de ce sentiment profond que les États-Unis d'Amérique garderont encore longtemps à la France en souvenir de Lafayette. Était-il opportun de tirer profit des circonstances pour notre agrandissement territorial ? Non, en principe, puisque de tels agrandissements sont à peu près inutiles. En quoi la France est-elle plus grande depuis l'adjonction de Nice et de la Savoie ? Cependant, l'opinion publique superficielle attachant beaucoup de prix à ces agrandissements, on pouvait, à l'époque des tractations amicales, stipuler quelques cessions, portant sur des pays disposés à se réunir à la France, pourvu qu'il fût bien entendu que ces agrandissements n'étaient pas le but de la négociation, que l'unique but de celle-ci était l'amitié de la France et de l'Allemagne. Pour répondre aux taquineries des hommes d'État de l'opposition et satisfaire à certaines exigences des militaires qui ont sans doute leur fondement, on pouvait, par exemple, stipuler avant la guerre la cession du Luxembourg au cas qu'il y consentit et la rectification de la Sarre, auxquelles la Prusse eût probablement consenti alors. Je le répète, j'estime qu'il eût mieux [p. 62] valu ne rien demander : le Luxembourg ne nous eût pas apporté plus de force que la Savoie ou Nice. Quant aux contours stratégiques des frontières, combien une bonne politique eût été un meilleur rempart ! L'effet d'une bonne politique eût été que personne ne nous eût attaqués, ou que, si quelqu'un avait pris contre nous l'offensive, nous eussions été défendus par la sympathie de toute l'Europe. — Quoi qu'il en soit, on ne prit aucun parti : une indécision déplorable paralysa la plume de l'empereur Napoléon III, et Sadowa arriva sans que rien eût été convenu pour le lendemain. Cette bataille qui, si l'on avait suivi une politique consistante, aurait pu être une victoire pour la France, devint ainsi une défaite, et, huit jours après, le gouvernement français prenait le deuil de l'événement auquel il avait plus que personne contribué.

À ce moment, d'ailleurs, entrèrent en scène deux éléments qui n'avaient eu aucune part aux conversations de Biarritz : l'opinion française et l'opinion prussienne exaltées. M. de Bismarck n'est pas la Prusse ; en dehors de lui existe un parti fanatique, absolu, tout d'une pièce, avec lequel il doit compter. M. de Bismarck par sa naissance appartient à ce parti ; mais il n'en a pas les préjugés. Pour se rendre maître de l'esprit du roi, faire taire ses scrupules et dominer les conseils étroits qui l'en-[p. 63] tourent, M. de Bismarck est obligé à des sacrifices. Après la victoire de Sadowa, le parti fanatique se trouva plus puissant que jamais ; toute transaction devint impossible. Ce qui arrivait à l'empereur Napoléon III arrivera, je le crains, à plusieurs de ceux qui auront des relations avec la Prusse. Cet esprit intraitable, cette roideur de caractère, cette fierté exagérée seront la source de beaucoup de difficultés. — En France, l'empereur Napoléon III se montra également débordé par une certaine opinion. L'opposition fut, cette fois, ce qu'elle est trop souvent, superficielle et déclamatoire. Il était facile de montrer que la conduite du gouvernement avait été pleine d'imprévoyance et de tergiversations. Il est clair qu'à l'époque des ouvertures de M. de Bismarck, le gouvernement aurait dû ou refuser de l'écouter ou avoir un plan de conduite qu'il

pût appuyer d'une bonne armée sur le Rhin ; mais ce n'était pas là une raison pour venir soutenir chaque année, ainsi que le faisait l'opposition, que la France avait été vaincue à Sadowa, ni surtout pour établir en doctrine que la frontière de la France devait être garnie de petits États faibles, ennemis les uns des autres. Pouvait-on inventer un moyen plus efficace pour les persuader d'être unis et forts ? M. Thiers contribua beaucoup par ses aveux à exciter l'opinion allemande, laquelle [p. 64] est persuadée que cet honorable homme d'État représente l'opinion dominante de la bourgeoisie française et ses instincts secrets.

Le règlement de la question du Luxembourg mit cette situation funeste dans tout son jour. Rien n'avait été convenu avant Sadowa entre la France et la Prusse : la Prusse n'éluda donc aucun engagement en refusant toute concession ; mais, si la modération avait été dans le caractère de la cour de Berlin, comment ne lui eût-elle pas conseillé de tenir compte de l'émotion de la France, de ne pas pousser son droit et ses avantages à l'extrême ? Le Luxembourg est un pays insignifiant, tout à fait hybride, ni allemand ni français, ou, si l'on veut, l'un et l'autre. Son annexion à la France, précédée d'un plébiscite, n'avait rien qui pût mécontenter l'Allemand le plus correct dans son patriotisme. La roideur systématique de la Prusse prouva qu'elle n'entendait garder aucun souvenir reconnaissant des tractations qui avaient précédé Sadowa, et que la France, malgré l'appui réel qu'elle lui avait prêté, était toujours pour elle l'éternelle ennemie. Du côté de la France, on avait amené ce résultat par une série de fautes ; on avait été si malavisé, qu'on n'avait même pas le droit de se plaindre. On avait voulu jouer au fin, on avait trouvé plus fin que soi. On avait fait comme celui qui, ayant dans son jeu des [p. 65] cartes excellentes, n'a pas pu se décider à les jeter sur table, les réservant toujours pour des coups qui ne viennent jamais.

Est-ce à dire, comme le pensent beaucoup de personnes, que, depuis 1866, la guerre entre la France et la Prusse fût inévitable ? Non certes. Quand on peut attendre, peu de choses sont inévitables ; or on pouvait gagner du temps. La mort du roi de Prusse, ce qu'on sait du caractère sage et modéré du prince et de la princesse de Prusse, pouvaient déplacer bien des choses. Le parti militaire féodal prussien, qui est l'une des grandes causes de danger pour la paix de l'Europe, semble destiné à céder avec le temps beaucoup de son ascendant à la bourgeoisie berlinoise, à l'esprit allemand, si large, si libre, et qui deviendra profondément libéral dès qu'il sera délivré de l'étreinte du casernement prussien. Je sais que les symptômes de ceci ne se montrent guère encore, que l'Allemagne, toujours un peu timide dans l'action, a été conquise par la Prusse, sans qu'aucun indice ait montré la Prusse disposée à se perdre dans l'Allemagne ; mais le temps n'est pas venu pour une telle évolution. Acceptée comme moyen de lutte contre la France, l'hégémonie prussienne ne faiblira que quand une pareille lutte n'aura plus de raison d'être. La force avec laquelle est lancé le mouvement allemand [p. 66] donnera lieu à des développements très rapides. Il n'y a plus aucune analogie en histoire, si l'Allemagne conquise ne conquiert la Prusse à son tour et ne l'absorbe. Il est inadmissible que la race allemande, si peu révolutionnaire qu'elle soit, ne triomphe pas du noyau prussien, quelque résistant qu'il puisse être. Le principe

prussien, d'après lequel la base d'une nation est une armée, et la base de l'armée une petite noblesse, ne saurait être appliqué à l'Allemagne. L'Allemagne, Berlin même, a une bourgeoisie. La base de la vraie nation allemande sera, comme celle de toutes les nations modernes, une bourgeoisie riche. Le principe prussien a fait quelque chose de très fort, mais qui ne saurait durer au delà du jour où la Prusse aura terminé son œuvre. Sparte eût cessé d'être Sparte, si elle eût fait l'unité de la Grèce. La constitution et les mœurs romaines disparurent dès que Rome devint maîtresse du monde ; à partir de ce jour-là, Rome se vit gouvernée par le monde, et ce ne fut que justice.

Chaque année eût ainsi apporté à l'état de choses sorti de Sadowa les plus profondes transformations. Une heure d'aberration a troublé toutes les espérances des bons esprits. Sans songer qu'une nation jeune, dans tout le feu de son développement, a d'immenses avantages sur une nation vieillie qui a déjà rempli [p. 67] son programme et atteint l'égalité, on s'est jeté dans le gouffre de gaieté de cœur. La présomption et l'ignorance des militaires, l'étourderie de nos diplomates, leur vanité, leur sottise dans l'Autriche, machine disloquée dont il y a peu de compte à tenir, l'absence de pondération sérieuse dans le gouvernement, les accès bizarres d'une volonté intermittente comme les réveils d'un Epiménide ont amené sur l'espèce humaine les plus grands malheurs qu'elle eût connus depuis cinquante-cinq ans. Un incident qu'une habile diplomatie eût aplani en quelques heures a suffi pour déchaîner l'enfer... Retenons nos malédictions ; il y a des moments où l'horrible réalité est la plus cruelle des imprécations.

II

Qui a fait la guerre ? Nous l'avons dit, ce me semble. — Il faut se garder, dans ces sortes de questions, de ne voir que les causes immédiates et prochaines. Si l'on se bornait aux considérations restreintes d'un observateur inattentif, la France aurait tous les torts. Si l'on se place à un point de vue plus élevé, la responsabilité de l'horrible malheur qui a fondu sur l'humanité en cette funeste année doit être partagée. La Prusse a facilement dans ses manières d'agir quelque chose de dur, [p. 68] d'intéressé, de peu généreux. Sentant sa force, elle n'a fait aucune concession. Du moment que M. de Bismarck voulut exécuter ses grandes entreprises de concert avec la France, il devait accepter les conséquences de la politique qu'il avait choisie. M. de Bismarck n'était pas obligé de mettre l'empereur Napoléon III dans ses confidences ; mais, l'ayant fait, il était obligé d'avoir des égards pour l'empereur et les hommes d'État français, ainsi que pour une fraction de l'opinion qu'il fallait ménager. Le grand mal de la Prusse, c'est l'orgueil. Foyer puissant d'ancien régime, elle s'irrite de notre prospérité bourgeoise ; ses gentilshommes sont blessés de voir des roturiers, je ne dis pas plus riches qu'eux, mais exerçant comme eux la profession qui ailleurs est le privilège de la noblesse. La jalousie chez eux double l'orgueil. « Nous sommes une jeunesse pauvre, disent-ils, des cadets qui veulent se faire leur place dans le monde. » Une des causes qui ont produit M. de Bismarck a été la vanité blessée

du diplomate abreuvé d'avaries par ses confrères autrichiens traitant la Prusse en parvenue. Le sentiment qui a créé la Prusse a été quelque chose d'analogue : l'homme sérieux, pauvre, intelligent, sans charme, supporte avec peine les succès de société d'un rival qui, tout en lui étant fort inférieur pour les qualités solides, fait figure [p. 69] dans le monde, règle la mode et réussit par des dédains aristocratiques à l'empêcher de si y faire accepter.

La France n'a pas été moins coupable. Les journaux ont été superficiels, le parti militaire s'est montré présomptueux et entêté, l'opposition n'a paru attentive qu'à la recherche d'une fausse popularité, blâmant le gouvernement s'il préparait la guerre, l'insultant s'il ne la faisait pas, parlant sans cesse de la honte de Sadowa et de la nécessité d'une revanche ; mais le grand mal a été l'excès du pouvoir personnel. La conversion à la monarchie parlementaire affectée depuis un an était si peu sérieuse, qu'un ministère tout entier, la Chambre, le Sénat ont cédé presque sans résistance à une pensée personnelle du souverain qui ne répondait nullement à leurs idées ni à leurs désirs.

Et maintenant, qui fera la paix ?... La pire conséquence de la guerre, c'est de rendre impuissants ceux qui ne l'ont pas voulue, et d'ouvrir un cercle fatal où le bon sens est qualifié de lâcheté, parfois de trahison. Nous parlerons avec franchise. Une seule force au monde sera capable de réparer le mal que l'orgueil féodal, le patriotisme exagéré, l'excès du pouvoir personnel, le peu de développement du gouvernement parlementaire sur [p. 70] le continent ont fait en cette circonstance à la civilisation.

Cette force, c'est l'Europe. L'Europe a un intérêt majeur à ce qu'aucune des deux nations ne soit ni trop victorieuse ni trop vaincue. La disparition de la France du nombre des grandes puissances serait la fin de l'équilibre européen. J'ose dire que l'Angleterre en particulier sentirait, le jour où un tel événement viendrait à se produire, les conditions de son existence toutes changées. La France est une des conditions de la prospérité de l'Angleterre. L'Angleterre, selon la grande loi qui veut que la race primitive d'un pays prenne à la longue le dessus sur toutes les invasions, devient chaque jour plus celtique et moins germanique ; dans la grande lutte des races, elle est avec nous ; l'alliance de la France et de l'Angleterre est fondée pour des siècles. Que l'Angleterre porte sa pensée du côté des États-Unis, de Constantinople, de l'Inde : elle verra qu'elle a besoin de la France et d'une France forte.

Il ne faut pas s'y tromper en effet : une France faible et humiliée ne saurait exister. Que la France perde l'Alsace et la Lorraine, et la France n'est plus. L'édifice est si compact, que l'enlèvement d'une ou deux grosses pierres le ferait crouler. L'histoire naturelle nous apprend que l'animal dont l'organisation [p. 71] est très centralisée ne souffre pas l'amputation d'un membre important ; on voit souvent un homme à qui l'on coupe une jambe mourir de phtisie ; de même la France atteinte dans ses parties principales verrait sa vie générale s'éteindre et ses organes du centre insuffisants pour renvoyer la vie jusqu'aux extrémités.

Qu'on ne rêve donc pas de concilier deux choses contradictoires : conserver la France et l'amoinrir. Il y a des ennemis absolus de la France qui croient que le but suprême de la politique contemporaine doit être d'étouffer une puissance qui, selon eux, représente le mal. Que ces fanatiques conseillent d'en finir avec l'ennemi qu'ils ont momentanément vaincu, rien de plus simple ; mais que ceux qui croient que le monde serait mutilé si la France disparaissait y prennent garde. Une France diminuée perdrait successivement toutes ses parties ; l'ensemble se disloquerait, le midi se séparerait ; l'œuvre séculaire des rois de France serait anéantie, et, je vous le jure, le jour où cela arriverait, personne n'aurait lieu de s'en réjouir. Plus tard, quand on voudrait former la grande coalition que provoque toute ambition démesurée, on regretterait en Europe de ne pas avoir été plus prévoyant. Deux grandes races sont en présence ; toutes deux ont fait de grandes choses, toutes deux ont une grande tâche à remplir en commun ; il ne [p. 72] faut pas que l'une d'elles soit mise en un état qui équivaille à sa destruction. Le monde sans la France serait aussi mutilé que le monde sans l'Allemagne ; ces grands organes de l'humanité ont chacun leur office : il importe de les maintenir pour l'accomplissement de leur mission diverse. Sans attribuer à l'esprit français le premier rôle dans l'histoire de l'esprit humain, on doit reconnaître qu'il y joue un rôle essentiel : le concert serait troublé si cette note y manquait. Or, si vous voulez que l'oiseau chante, ne touchez pas à son bocage. La France humiliée, vous n'aurez plus d'esprit français.

Une intervention de l'Europe assurant à l'Allemagne l'entière liberté de ses mouvements intérieurs, maintenant les limites fixées en 1815 et défendant à la France d'en rêver d'autres, laissant la France vaincue, mais fière dans son intégrité, la livrant au souvenir de ses fautes et la laissant se dégager en toute liberté et comme elle l'entendrait de l'étrange situation intérieure qu'elle s'est faite, telle est la solution que doivent, selon nous, désirer les amis de l'humanité et de la civilisation. Non seulement cette solution mettrait fin à l'horrible déchirement qui trouble en ce moment la famille européenne, elle renfermerait de plus le germe d'un pouvoir destiné à exercer sur l'avenir l'action la plus bienfaisante.

[p. 73] Comment, en effet, un effroyable événement comme celui qui laissera autour de l'année 1870 un souvenir de terreur a-t-il été possible ? Parce que les diverses nations européennes sont trop indépendantes les unes des autres et n'ont personne au-dessus d'elles, parce qu'il n'y a ni congrès, ni diète, ni tribunal amphictyonique qui soient supérieurs aux souverainetés nationales. Un tel établissement existe à l'état virtuel, puisque l'Europe, surtout depuis 1814, a fréquemment agi en nom collectif, appuyant ses résolutions de la menace d'une coalition ; mais ce pouvoir central n'a pas été assez fort pour empêcher des guerres terribles. Il faut qu'il le devienne. Le rêve des utopistes de la paix, un tribunal sans armée pour appuyer ses décisions, est une chimère ; personne ne lui obéira. D'un autre côté, l'opinion selon laquelle la paix ne serait assurée que le jour où une nation aurait sur les autres une supériorité incontestée est l'inverse de la vérité ; toute nation exerçant l'hégémonie prépare par cela seul sa ruine en amenant la coalition de tous contre elle. La paix ne peut être établie et maintenue

que par l'intérêt commun de l'Europe, ou, si l'on aime mieux, par la ligue des neutres passant à une attitude comminatoire. La justice entre deux parties contendantes n'a aucune chance de triompher ; mais entre dix parties contendantes la justice [p. 74] l'emporte, car il n'y a qu'elle qui offre une base commune d'entente, un terrain commun. La force capable de maintenir contre le plus puissant des États une décision jugée utile au salut de la famille européenne réside donc uniquement dans le pouvoir d'intervention, de médiation, de coalition des divers États. Espérons que ce pouvoir, prenant des formes de plus en plus concrètes et régulières, amènera dans l'avenir un vrai congrès, périodique, sinon permanent, et sera le cœur d'États-Unis d'Europe liés entre eux par un pacte fédéral. Aucune nation alors n'aura le droit de s'appeler « la grande nation », mais il sera loisible à chacune d'être une grande nation, à condition que ce titre, elle l'attende des autres et ne prétende pas se le décerner. C'est à l'histoire qu'il appartiendra plus tard de spécifier ce que chaque peuple aura fait pour l'humanité et de désigner les pays qui, à certaines époques, ont pu avoir sur les autres certains genres de supériorité.

De la sorte, on peut espérer que la crise épouvantable où est engagée l'humanité trouvera un moment d'arrêt. Le lendemain du jour où la faux de la mort aura été arrêtée, que devra-t-on faire ? Attaquer énergiquement la cause du mal. La cause du mal a été un déplorable régime politique qui a fait dépendre l'existence d'une nation des présomp-[p. 75] tueuses vantardises de militaires bornés, des dépits et de la vanité blessée de diplomates inconsistants. Opposons à cela le régime parlementaire, un vrai gouvernement des parties sérieuses et modérées du pays, non la chimère démocratique du règne de la volonté populaire avec tous ses caprices, mais le règne de la volonté nationale, résultat des bons instincts du peuple sagement interprétés par des pensées réfléchies. Le pays n'a pas voulu la guerre ; il ne la voudra jamais ; il veut son développement intérieur, soit sous forme de richesse, soit sous forme de libertés publiques. Donnons à l'étranger le spectacle de la prospérité, de la liberté, du calme, de l'égalité bien entendue, et la France reprendra l'ascendant qu'elle a perdu par les imprudentes manifestations de ses militaires et de ses diplomates. La France a des principes qui, bien que critiquables et dangereux à quelques égards, sont faits pour séduire le monde, quand la France donne la première l'exemple du respect de ces principes ; qu'elle présente chez elle le modèle d'un État vraiment libéral, où les droits de chacun sont garantis, d'un État bienveillant pour les autres États, renonçant définitivement à l'idée d'agrandissement, et tous, loin de l'attaquer, s'efforceront de l'imiter.

Il y a, je le sais, dans le monde des foyers de [p. 76] fanatisme où le tempérament règne encore ; il y a en certains pays une noblesse militaire, ennemie-née de ces conceptions raisonnables, et qui rêve l'extermination de ce qui ne lui ressemble pas. L'élément féodal de la Prusse d'une part, la Russie de l'autre, sont à cet âge où l'on a l'âcreté du sang barbare, sans retour en arrière ni désillusion. La France et jusqu'à un certain point l'Angleterre ont atteint leur but. La Prusse et la Russie ne sont pas encore arrivées à ce moment où l'on possède ce

que l'on a voulu, où l'on considère froidement ce pour quoi l'on a troublé le monde, et où l'on s'aperçoit que ce n'est rien, que tout ici-bas n'est qu'un épisode d'un rêve éternel, une ride à la surface d'un infini qui tour à tour nous produit et nous absorbe. Ces races neuves et violentes du Nord sont bien plus naïves ; elles sont dupes de leurs désirs ; entraînées par le but qu'elles se proposent, elles ressemblent au jeune homme qui s'imagine que, l'objet de sa passion une fois obtenu, il sera pleinement heureux. À cela se joint un trait de caractère, un sentiment que les plaines sablonneuses du nord de l'Allemagne paraissent toujours avoir inspiré, le sentiment des Vandales chastes devant les mœurs et le luxe de l'empire romain, une sorte de fureur puritaine, la jalousie et la rage contre la vie facile de ceux qui jouissent. Cette humeur sombre et fanatique existe [p. 77] encore de nos jours. De tels « esprits mélancoliques », comme on disait autrefois, se croient chargés de venger la vertu, de redresser les nations corrompues. Pour ces exaltés, l'idée de l'empire allemand n'est pas celle d'une nationalité limitée, libre chez elle, ne s'occupant pas du reste du monde ; ce qu'ils veulent, c'est une action universelle de la race germanique, renouvelant et dominant l'Europe. C'est là une frénésie bien chimérique ; car supposons, pour plaire à ces esprits chagrins, la France anéantie, la Belgique, la Hollande, la Suisse écrasées, l'Angleterre passive et silencieuse ; que dire du grand spectre de l'avenir germanique, des Slaves, qui aspireront d'autant plus à se séparer du corps germanique que ce dernier s'individualisera davantage ? La conscience slave s'élève en proportion de la conscience germanique, et s'oppose à celle-ci comme un pôle contraire ; l'une crée l'autre. L'Allemand a droit comme tout le monde à une patrie ; pas plus que personne, il n'a droit à la domination. Il faut observer d'ailleurs que de telles visées fanatiques ne sont nullement le fait de l'Allemagne éclairée. La plus complète personnification de l'Allemagne, c'est Goethe. Quoi de moins prussien que Goethe ? Qu'on se figure ce grand homme à Berlin et le débordement de sarcasmes olympiens que lui eussent inspirés cette roi-[p. 78] leur sans grâce ni esprit, ce lourd mysticisme de guerriers pieux et de généraux craignant Dieu ! Une fois délivrées de la crainte de la France, ces populations fines de la Saxe, de la Souabe, se soustrairont à l'enrégimentation prussienne ; le Midi en particulier reprendra sa vie gaie, sereine, harmonieuse et libre.

Le moyen pour que cela arrive, c'est que nous ne nous en mêlions pas. Le grand facteur de la Prusse, c'est la France, ou, pour mieux dire, l'appréhension d'une ingérence de la France dans les affaires allemandes. Moins la France s'occupera de l'Allemagne, plus l'unité allemande sera compromise, car l'Allemagne ne veut l'unité que par mesure de précaution. La France est en ce sens toute la force de la Prusse. La Prusse (j'entends la Prusse militaire et féodale) aura été une crise, non un état permanent ; ce qui durera réellement, c'est l'Allemagne. La Prusse aura été l'énergique moyen employé par l'Allemagne pour se délivrer de la menace de la France bonapartiste. La réunion des forces allemandes dans la main de la Prusse n'est qu'un fait amené par une nécessité passagère. Le danger disparu, l'union disparaîtra, et l'Allemagne reviendra bientôt à ses instincts naturels. Le lendemain de sa victoire, la Prusse se trouvera ainsi en face d'une Europe hostile et d'une Allemagne reprenant son goût pour les auto-[p.79] nomies

particulières. C'est ce qui me fait dire avec assurance : la Prusse passera, l'Allemagne restera. Or l'Allemagne livrée à son propre génie sera une nation libérale, pacifique, démocratique même dans le sens légitime ; je crois que les sciences sociales lui devront des progrès remarquables, et que plusieurs idées qui chez nous ont revêtu le masque effrayant de la démocratie socialiste se produiront chez elle sous une forme bienfaisante et réalisable.

La plus grande faute que pourrait commettre l'école libérale au milieu des horreurs qui nous assiègent, ce serait de désespérer. L'avenir est à elle. Cette guerre, objet des malédictions futures, est arrivée parce qu'on s'est écarté des maximes libérales, maximes qui sont en même temps celles de la paix et de l'union des peuples. Le funeste désir d'une revanche, désir qui prolongerait indéfiniment l'extermination, sera écarté par un sage développement de la politique libérale. C'est une fausse idée que la France puisse imiter les institutions militaires prussiennes. L'état social de la France ne veut pas que tous les citoyens soient soldats, ni que ceux qui le sont le soient toujours. Pour maintenir une armée organisée à la prussienne, il faut une petite noblesse ; or nous n'avons pas de noblesse, et, si nous en avons une, le génie de la France [p. 80] ferait que nous en aurions plutôt une grande qu'une petite. La Prusse fonde sa force sur le développement de l'instruction primaire et sur l'identité de l'armée et de la nation. Le parti conservateur en France admet difficilement ces deux principes, et, à vrai dire, il n'est pas sûr que le pays en soit capable. La Prusse étant, comme dirait Plutarque, d'un tempérament plus vertueux que la France, peut porter des institutions qui, appliquées sans précautions, donneraient peut-être chez nous des fruits tout différents, et seraient une source de révolutions. La Prusse touche en cela le bénéfice de la grande abnégation politique et sociale de ses populations. En obligeant ses rivaux à soigner l'instruction primaire et à imiter sa *Landwehr* (innovations qui, dans des pays catholiques et révolutionnaires, seront probablement anarchiques), elle les force à un régime sain pour elle, malsain pour eux, comme le buveur qui fait boire à son partenaire un vin qui l'enivrera, tandis que lui gardera sa raison.

En résumé, l'immense majorité de l'espèce humaine a horreur de la guerre. Les idées vraiment chrétiennes de douceur, de justice, de bonté, conquièrent de plus en plus le monde. L'esprit belliqueux ne vit plus que chez les soldats de profession, dans les classes nobles du nord de l'Allemagne et en Russie. [p. 81] La démocratie ne veut pas, ne comprend pas la guerre. Le progrès de la démocratie sera la fin du règne de ces hommes de fer, survivants d'un autre âge, que notre siècle a vus avec terreur sortir des entrailles du vieux monde germanique. Quelle que soit l'issue de la guerre actuelle, ce parti sera vaincu en Allemagne. La démocratie lui a compté les jours. J'ai des appréhensions contre certaines tendances de la démocratie, et je les ai dites, il y a un an, avec sincérité ; mais certes, si la démocratie se borne à débarrasser l'espèce humaine de ceux qui, pour la satisfaction de leurs vanités et de leurs rancunes, font égorger des millions d'hommes, elle aura mon plein assentiment et ma reconnaissante sympathie.

Le principe des nationalités indépendantes n'est pas de nature, comme plusieurs le pensent, à délivrer l'espèce humaine du fléau de la guerre ; au contraire, j'ai toujours craint que le principe des nationalités, substitué au doux et paternel symbole de la légitimité, ne fût dégénérer les luttes des peuples en exterminations de race, et ne chassât du code du droit des gens ces tempéraments, ces civilités qu'admettaient les petites guerres politiques et dynastiques d'autrefois. On verra la fin de la guerre quand, au principe des nationalités, on joindra le principe qui en est le correctif, celui de la fédération européenne, supérieure [p. 82] à toutes les nationalités, ajoutons : quand les questions démocratiques, contrepartie des questions de politique pure et de diplomatie, reprendront leur importance. Qu'on se rappelle 1848 : le mouvement français se reproduisit en secousses simultanées dans toute l'Allemagne. Partout les chefs militaires surent étouffer les naïves aspirations d'alors ; mais qui sait si les pauvres gens que ces mêmes chefs militaires mènent aujourd'hui à l'égorgeement n'arriveront pas à éclaircir leur conscience ? Des naturalistes allemands, qui ont la prétention d'appliquer leur science à la politique, soutiennent, avec une froideur qui voudrait avoir l'air d'être profonde, que la loi de la destruction des races et de la lutte pour la vie se retrouve dans l'histoire, que la race la plus forte chasse nécessairement la plus faible, et que la race germanique, étant plus forte que la race latine et la race slave, est appelée à les vaincre et à se les subordonner. Laissons passer cette dernière prétention, quoiqu'elle pût donner lieu à bien des réserves. N'objectons pas non plus à ces matérialistes transcendants que le droit, la justice, la morale, choses qui n'ont pas de sens dans le règne animal, sont des lois de l'humanité ; des esprits si dégagés des vieilles idées nous répondraient probablement par un sourire. Bornons-nous à une observation : les espèces [p. 83] animales ne se liguent pas entre elles. On n'a jamais vu deux ou trois espèces en danger d'être détruites former une coalition contre leur ennemi commun ; les bêtes d'une même contrée n'ont entre elles ni alliances ni congrès. Le principe fédératif, gardien de la justice, est la base de l'humanité. Là est la garantie des droits de tous ; il n'y a pas de peuple européen qui ne doive s'incliner devant un pareil tribunal. Cette grande race germanique, bien plus réellement grande que ne le veulent ses maladroits apologistes, aura certes dans l'avenir un haut titre de plus, si l'on peut dire que c'est sa puissante action qui aura introduit définitivement dans le droit européen un principe aussi essentiel. Toutes les grandes hégémonies militaires, celle de l'Espagne au XVI^e siècle, celle de la France sous Louis XIV, celle de la France sous Napoléon, ont abouti à un prompt épuisement. Que la Prusse y prenne garde, sa politique radicale peut l'engager dans une série de complications dont il ne lui soit plus loisible de se dégager ; un œil pénétrant verrait peut-être dès à présent le nœud déjà formé de la coalition future. Les sages amis de la Prusse lui disent tout bas, non comme menace, mais comme avertissement : *Væ victoribus !*

[p. 85]

LETTRE ADRESSÉE
À
M. STRAUSS

Le 13 septembre 1870

[Retour à la table des matières](#)

[p. 86]

Le dix-huit août 1870, parut, dans la *Gazette d'Augsbourg*, une lettre que M. Strauss me faisait l'honneur de m'adresser sur les événements du temps. Elle se terminait ainsi :

« Vous trouverez peut-être étrange aussi que ces lignes ne vous parviennent que par l'intermédiaire d'un journal. Certes, dans des temps moins agités, je me serais assuré tout d'abord de votre agrément ; mais, dans les circonstances actuelles, avant que ma demande fût parvenue dans vos mains, et votre réponse dans les miennes, le vrai moment aurait passé. Et j'estime d'ailleurs qu'il peut y avoir quelque utilité à ce que, dans cette crise, deux hommes appartenant aux deux nations rivales, indépendants l'un de l'autre et étrangers à tout esprit de parti, échangent leurs vues sans passion, mais en toute franchise, sur les causes et sur la portée de la lutte actuelle ; car les pages que je viens d'écrire n'auront complètement atteint leur but que si elles vous déterminent à un semblable exposé de sentiments, fait à votre point de vue. »

Je me rendis à cette invitation ; le 16 septembre 1870, parut dans le *Journal des Débats* la réponse que je vais reproduire. La veille [p. 88] avait paru dans le même journal la traduction de la lettre de M. Strauss.

Monsieur et savant maître,

Vos hautes et philosophiques paroles nous sont arrivées à travers ce déchaînement de l'enfer, comme un message de paix ; elles nous ont été d'une grande consolation, à moi surtout qui dois à l'Allemagne ce à quoi je tiens le plus, ma philosophie, je dirai presque ma religion. J'étais au séminaire Saint-sulpiciens vers 1843, quand je commençai à connaître l'Allemagne par Goethe et Herder. Je crus entrer dans un temple, et, à partir de ce moment, tout ce que j'avais tenu jusque-là pour une pompe digne de la Divinité me fit l'effet de fleurs de papier jaunies et fanées. Aussi, comme je vous l'ai écrit au premier moment des hostilités, cette guerre m'a rempli de douleur, d'abord à cause des épouvantables calamités qu'elle ne pouvait manquer d'entraîner, ensuite à cause des haines, des jugements erronés qu'elle répandra et du tort qu'elle fera aux progrès de la vérité.

Le grand malheur du monde est que la France ne comprend pas l'Allemagne et que l'Allemagne ne comprend pas la France : ce malentendu ne fera que s'aggraver. On ne combat le fanatisme que par un fanatisme opposé ; après la guerre, nous nous trouverons en présence d'es-[p. 89] prits rétrécis par la passion, qui admettront difficilement notre libre et large sérénité.

Vos idées sur l'histoire du développement de l'unité allemande sont d'une parfaite justesse. Au moment où j'ai reçu le numéro de la *Gazette d'Augsbourg* qui contenait votre belle lettre, j'étais justement occupé à écrire pour la *Revue des Deux Mondes* un article qui paraîtra ces jours-ci, et où j'exposais des vues identiques aux vôtres. Il est clair que, dès que l'on a rejeté le principe de la légitimité dynastique, il n'y a plus, pour donner une base aux délimitations territoriales des États, que le droit des nationalités, c'est-à-dire des groupes naturels déterminés par la race, l'histoire et la volonté des populations. Or, s'il y a une nationalité qui ait un droit évident d'exister en toute son indépendance, c'est assurément la nationalité allemande. L'Allemagne a le meilleur titre national, je veux dire un rôle historique de première importance, une âme, une littérature, des hommes de génie, une conception particulière des choses divines et humaines. L'Allemagne a fait la plus importante révolution des temps modernes, la Réforme ; en outre, depuis un siècle, l'Allemagne a produit un des plus beaux développements intellectuels qu'il y ait jamais eu, un développement qui a, si j'ose le dire, ajouté un degré de plus à l'esprit hu-[p. 90] main en profondeur et en étendue, si bien que ceux qui n'ont pas participé à cette culture nouvelle sont, à ceux qui l'ont traversée, comme celui qui ne connaît que les mathématiques élémentaires est à celui qui connaît le calcul différentiel.

Qu'une si grande force intellectuelle, jointe à tant de moralité et de sérieux, dût produire un mouvement politique correspondant, que la nation allemande fût appelée à prendre dans l'ordre extérieur, matériel et pratique, une importance proportionnée à celle qu'elle avait dans l'ordre de l'esprit, c'est ce qui était évident pour toute personne instruite, non aveuglée par la routine et les partis pris superficiels. Ce qui ajoutait à la légitimité des vœux de l'Allemagne, c'est que le besoin d'unité était chez elle une mesure de précaution justifiée par les déplorables folies du Premier Empire, folies que les Français éclairés réprouvent autant que les Allemands, mais contre le retour desquelles il était bon de se prémunir, certaines personnes relevant encore ces souvenirs avec beaucoup d'étourderie.

C'est vous dire qu'en 1866 (je parle ici au nom d'un petit groupe de vrais libéraux) nous accueillîmes avec une grande joie l'augure de la constitution d'une Allemagne à l'état de puissance de premier ordre. Ce n'est pas qu'il nous agréât plus qu'à vous de voir ce grand et [p. 91] heureux événement réalisé par l'armée prussienne. Vous avez montré mieux que personne combien il s'en faut que la Prusse soit l'Allemagne. Mais n'importe ; nous avons à cet égard une pensée que, je pense, vous partagez : c'est que l'unité allemande, après avoir été faite par la Prusse, absorberait la Prusse, conformément à cette loi générale que le levain disparaît dans la pâte qu'il a fait lever. À ce pédantisme rogue et jaloux qui nous

déplaît parfois dans la Prusse, nous voyions ainsi se substituer peu à peu et succéder en définitive l'esprit allemand, avec sa merveilleuse largeur, ses poétiques et philosophiques aspirations. Ce qu'il y avait de peu sympathique à nos instincts libéraux dans un pays féodal, très médiocrement parlementaire, dominé par une petite noblesse entichée d'une orthodoxie étroite et pleine de préjugés, nous l'oublions comme vous l'oubliez vous-même, pour ne voir dans un avenir ultérieur que l'Allemagne, c'est-à-dire une grande nation libérale, destinée à faire faire un pas décisif aux questions politiques, religieuses et sociales, et peut-être à réaliser ce que nous avons essayé en France, jusqu'ici sans y réussir : une organisation scientifique et rationnelle de l'État.

Comment ces rêves ont-ils été déçus ? Comment ont-ils fait place à la plus amère réalité ? J'ai expliqué mes idées sur ce point dans la [p. 92] *Revue* ; les voici en deux mots : On peut faire aussi grande que l'on voudra la part des fautes du gouvernement français, mais il serait injuste d'oublier ce qu'a eu de répréhensible à beaucoup d'égards la conduite du gouvernement prussien. Vous savez que les plans de M. de Bismarck furent communiqués en 1865 à l'empereur Napoléon III, lequel, en somme, y adhéra. Si cette adhésion vint de la conviction que l'unité de l'Allemagne était une nécessité historique, et qu'il était désirable que cette unité se fît avec la pleine amitié de la France, l'empereur Napoléon III eut mille fois raison. Il est à ma connaissance personnelle qu'un mois à peu près avant le commencement des hostilités de 1866, l'empereur Napoléon III croyait au succès de la Prusse, et même qu'il le désirait. Malheureusement, l'hésitation, le goût des actes successivement contradictoires perdirent l'empereur en cette occasion comme en plusieurs autres. La victoire de Sadowa éclata sans que rien fût convenu. Versatilité inconcevable ! Égaré par les rodomontades du parti militaire, troublé par les reproches de l'opposition, l'empereur se laissa entraîner à regarder comme une défaite le résultat qui aurait dû être pour lui une victoire, et qu'en tout cas il avait voulu et amené.

Si le succès justifie tout, le gouvernement prussien est complètement absous ; mais nous [p. 93] sommes philosophes, monsieur ; nous avons la naïveté de croire que celui qui a réussi peut avoir eu des torts. Le gouvernement prussien avait sollicité, accepté l'alliance secrète de l'empereur Napoléon III et de la France. Quoique rien n'eût été stipulé, il devait à l'empereur et à la France des marques de gratitude et de sympathie. Un de vos compatriotes, qui montre en ce moment contre la France plus de passion que je n'aime à en voir chez un galant homme, me disait, à l'époque dont il s'agit, que l'Allemagne devait à la France une grande reconnaissance pour la part réelle, quoique négative, que cette dernière avait prise à sa fondation. Conduit par un principe d'orgueil qui aura dans l'avenir de fâcheuses conséquences, le cabinet de Berlin ne l'entendit pas ainsi. Certes les agrandissements territoriaux, quand il s'agit d'une nation forte déjà de trente ou quarante millions d'hommes, ont peu d'importance ; l'acquisition de la Savoie et de Nice a été pour la France plus fâcheuse qu'utile. On peut regretter cependant que le gouvernement prussien n'ait pas fait céder la rigueur de ses prétentions dans l'affaire du Luxembourg. Le Luxembourg cède à la France, la France n'eût

pas été plus grande ni l'Allemagne plus petite ; mais cette concession insignifiante eût suffi pour satisfaire l'opinion superficielle, qui [p. 94] en un pays de suffrage universel doit être ménagée, et eût permis au gouvernement français de masquer sa retraite. Dans le plus grand château des croisés qui existe encore en Syrie, le *Kalaat-el-hosn*, se voit, en beaux caractères du XII^e siècle, sur une pierre au milieu des ruines, l'inscription suivante, que la maison de Hohenzollern devrait faire graver sur l'écusson de tous ses châteaux :

*Sit tibi copia,
Sit sapientia,
Formaque detur;
Inquinat omnia
Sola superbia
Si comitetur.*

Dans les causes éloignées de la guerre, un esprit impartial peut donc faire presque égale la part de reproches que méritent d'un côté le gouvernement de la France et d'un autre côté celui de la Prusse. Quant à la cause prochaine, à ce pitoyable incident diplomatique ou plutôt ce jeu cruel de vanités blessées qui, pour venger de chétives querelles de diplomates, a déchaîné tous les fléaux sur l'espèce humaine, vous savez ce que j'en pense. J'étais à Tromsø, où le plus splendide paysage de neige des mers polaires me faisait rêver aux [p. 95] îles des Morts de nos ancêtres celtes et germains, quand j'appris cette horrible nouvelle ; je n'ai jamais maudit comme ce jour-là le sort fatal qui semble condamner notre malheureux pays à n'être jamais conduit que par l'ignorance, la présomption et l'ineptie.

Cette guerre, quoi qu'on en dise, n'était nullement inévitable. La France ne voulait en aucune façon la guerre. Il ne faut pas juger de ces choses par des déclamations de journaux et des criaileries de boulevard. La France est profondément pacifique ; ses préoccupations sont tournées vers l'exploitation des énormes sources de richesse qu'elle possède et vers les questions démocratiques et sociales. Le roi Louis-Philippe avait vu le vrai sur ce point avec beaucoup de bon sens. Il sentait que la France, avec son éternelle blessure, toujours près de se rouvrir (le manque d'une dynastie ou d'une constitution universellement acceptée), ne pouvait pas faire la grande guerre. Une nation qui a rempli son programme et atteint l'égalité ne saurait lutter avec des peuples jeunes, pleins d'illusions et dans tout le feu de leur développement. Croyez-moi, les uniques causes de la guerre sont la faiblesse de nos institutions constitutionnelles et les funestes conseils que des militaires présomptueux et bornés, des diplomates vaniteux ou ignorants ont donnés à l'empereur. [p. 96] Le plébiscite n'y est pour rien ; au contraire, cette étrange manifestation, qui montra que la dynastie napoléonienne avait poussé ses racines jusqu'aux entrailles mêmes du pays, devait faire croire que l'empereur s'éloignerait ensuite de plus en plus des allures d'un joueur désespéré. Un homme qui possède de grands biens territoriaux nous paraît devoir être moins porté à

tenter le sort sur un coup de dé que celui dont la richesse est douteuse. En réalité, pour écarter les dangers de conflagration, il suffisait d'attendre. Que de questions, dans les affaires de cette pauvre espèce humaine, il faut résoudre en ne les résolvant pas ! Au bout de quelques années on est tout surpris que la question n'existe plus. Y eut-il jamais une haine nationale comme celle qui pendant six siècles a divisé la France et l'Angleterre ? Il y a vingt-cinq ans, sous Louis-Philippe, cette haine était encore assez forte ; presque tout le monde déclarait qu'elle ne pouvait finir que par la guerre ; elle a disparu comme par enchantement.

Naturellement, cher monsieur, les libéraux éclairés n'ont eu ici qu'un seul vœu depuis l'heure fatale : voir finir ce qui n'aurait pas dû commencer. La France a eu mille fois tort de paraître vouloir s'opposer aux évolutions intérieures de l'Allemagne ; mais l'Allemagne commettrait une faute non moins grave en [p. 97] voulant porter atteinte à l'intégrité de la France. Si l'on a pour but de détruire la France, rien de mieux conçu qu'un tel plan ; mutilée, la France rentrerait en convulsions, et périrait. Ceux qui pensent, comme quelques-uns de vos compatriotes, que la France doit être supprimée du nombre des peuples, sont conséquents en demandant son amoindrissement ; ils voient très bien que cet amoindrissement serait sa fin ; mais ceux qui croient comme vous que la France est nécessaire à l'harmonie du monde doivent peser les conséquences qu'entraînerait un démembrement. Je puis parler ici avec une sorte d'impartialité. Je me suis étudié toute ma vie à être bon patriote, ainsi qu'un honnête homme doit l'être, mais en même temps à me garder du patriotisme exagéré comme d'une cause d'erreur. Ma philosophie, d'ailleurs, est l'idéalisme ; ou je vois le bien, le beau, le vrai, là est ma patrie. C'est au nom des vrais intérêts éternels de l'idéal que je serais désolé que la France n'existât plus. La France est nécessaire comme protestation contre le pédantisme, le dogmatisme, le rigorisme étroit. Vous qui avez si bien compris Voltaire devez comprendre cela. Cette légèreté qu'on nous reproche est au fond sérieux et honnête. Prenez garde que, si notre tour d'esprit, avec ses qualités et ses défauts, disparaissait, la conscience hu-[p. 98] maine serait sûrement amoindrie. La variété est nécessaire, et le premier devoir de l'homme qui cherche d'un cœur vraiment pieux à entrer dans les desseins de la Divinité est de supporter, de respecter même les organes providentiels de la vie spirituelle de l'humanité qui lui sont le moins congénères et le moins sympathiques. Votre illustre Mommsen, dans une lettre qui nous a un peu attristés, comparait il y a quelques jours notre littérature aux eaux bourbeuses de la Seine, et cherchait à en préserver le monde comme d'un poison. Quoi ! cet austère savant connaît donc nos journaux burlesques et notre niais petit théâtre bouffon ! Soyez assuré qu'il y a encore, derrière la littérature charlatanesque et misérable qui a chez nous comme partout les succès de la foule, une France fort distinguée, différente de la France du XVII^e et du XVIII^e siècle, de même race cependant : d'abord un groupe d'hommes de la plus haute valeur et du sérieux le plus accompli, puis une société exquise, charmante et sérieuse à la fois, fine, tolérante, aimable, sachant tout sans avoir rien appris, devinant d'instinct le dernier résultat de toute philosophie. Prenez garde de froisser cela. La France, pays très mixte, offre cette particularité que certaines plantes germaniques y poussent souvent mieux que dans leur sol

natal ; on pourrait le démontrer par des exemples de [p. 99] notre histoire littéraire du XII^e siècle, par les chansons de geste, la philosophie scolastique, l'architecture gothique. Vous semblez croire que la diffusion des saines idées germaniques serait facilitée par certaines mesures radicales, détrompez-vous cette propagande serait alors arrêtée net le pays s'enfoncerait avec rage dans ses routines nationales et ses défauts particuliers. — « Tant pis pour lui ! » diront vos exaltés. — « Tant pis pour l'humanité ! » ajouterai-je. La suppression ou l'atrophie d'un membre fait pâtir tout le corps.

L'heure est solennelle. Il y a en France deux courants d'opinion. Les uns raisonnent ainsi « Finissons cette odieuse partie au plus vite cédon tout, l'Alsace, la Lorraine ; signons la paix ; puis haine à mort, préparatifs sans trêve, alliance avec n'importe qui, complaisances sans bornes pour toutes les ambitions russes ; un seul but, un seul mobile à la vie, guerre d'extermination contre la race germanique. » D'autres disent : « Sauvons l'intégrité de la France, développons les institutions constitutionnelles, réparons nos fautes, non en rêvant de prendre notre revanche d'une guerre où nous avons été injustes agresseurs, mais en contractant avec l'Allemagne et l'Angleterre une alliance dont l'effet sera de conduire le monde dans les voies de la civilisation libérale. » L'Allemagne décidera la-[p. 100] quelle des deux politiques suivra la France, et du même coup elle décidera de l'avenir de la civilisation.

Vos germanistes fougueux allèguent que l'Alsace est une terre germanique, injustement détachée de l'empire allemand. Remarquez que les nationalités sont toutes des « cotes mal taillées » ; si l'on se met à raisonner ainsi sur l'ethnographie de chaque canton, on ouvre la porte à des guerres sans fin. De belles provinces de langue française ne font pas partie de la France, et cela est très avantageux, même pour la France. Des pays slaves appartiennent à la Prusse. Ces anomalies servent beaucoup à la civilisation. La réunion de l'Alsace à la France, par exemple, est un des faits qui ont le plus contribué à la propagande du germanisme ; c'est par l'Alsace que les idées, les méthodes, les livres de l'Allemagne passent d'ordinaire pour arriver jusqu'à nous. Il est incontestable que, si on soumettait la question au peuple alsacien, une immense majorité se prononcerait pour rester unie à la France. Est-il digne de l'Allemagne de s'attacher de force une province rebelle, irritée, devenue irréconciliable, surtout depuis la destruction de Strasbourg ? L'esprit est vraiment parfois confondu de l'audace de vos hommes d'État. Le roi de Prusse paraît en train de s'imposer la lourde tâche de résoudre la question fran-[p. 101] çaise, de donner et par conséquent de garantir un gouvernement à la France. Peut-on, de gaieté de cœur, rechercher un pareil fardeau ? Comment ne voit-on pas que la conséquence de cette politique serait d'occuper la France à perpétuité avec 3 ou 400,000 hommes ? L'Allemagne veut donc rivaliser avec l'Espagne du XVI^e siècle ? Et sa grande et haute culture intellectuelle, que deviendrait-elle à ce jeu-là ? Qu'elle prenne garde qu'un jour, quand on voudra désigner les années les plus glorieuses de la race germanique, on ne préfère à la période de sa domination militaire, marquée peut-être par un abaissement intellectuel et moral, les premières années de notre siècle, où, vaincue, humiliée

extérieurement, elle créait pour le monde la plus haute révélation de la raison que l'humanité eût connue jusque-là !

On s'étonne que quelques-uns de vos meilleurs esprits ne voient pas cela et surtout qu'ils se montrent contraires à une intervention de l'Europe en ces questions. La paix ne peut, à ce qu'il semble, être conclue directement entre la France et l'Allemagne ; elle ne peut être l'ouvrage que de l'Europe, qui a blâmé la guerre et qui doit vouloir qu'aucun des membres de la famille européenne ne soit trop affaibli. Vous parlez à bon droit de garanties contre le retour de rêves malsains ; mais quelle [p. 102] garantie vaudrait celle de l'Europe, consacrant de nouveau les frontières actuelles et interdisant à qui que ce soit de songer à déplacer les bornes fixées par les anciens traités ? Toute autre solution laissera la porte ouverte à des vengeances sans fin. Que l'Europe fasse cela, et elle aura posé pour l'avenir le germe de la plus féconde institution, je veux dire d'une autorité centrale, sorte de congrès des États-Unis d'Europe, jugeant les nations, s'imposant à elles, et corrigeant le principe des nationalités par le principe de fédération. Jusqu'à nos jours, cette force centrale de la communauté européenne ne s'est guère montrée en exercice que dans des coalitions passagères contre le peuple qui aspirait à une domination universelle ; il serait bon qu'une sorte de coalition permanente et préventive se formât pour le maintien des grands intérêts communs, qui sont après tout ceux de la raison et de la civilisation.

Le principe de la fédération européenne peut ainsi offrir une base de médiation semblable à celle que l'Église offrait au moyen âge. On est parfois tenté de prêter un rôle analogue aux tendances démocratiques et à l'importance que prennent de nos jours les problèmes sociaux. Le mouvement de l'histoire contemporaine est une sorte de balance-[p. 103] ment entre les questions patriotiques, d'une part, les questions démocratiques et sociales, de l'autre. Ces derniers problèmes ont un côté de légitimité, et seront peut-être en un sens la grande pacification de l'avenir. Il est certain que le parti démocratique, malgré ses aberrations, agite des problèmes supérieurs à la patrie ; les sectaires de ce parti se donnent la main par-dessus toutes les divisions de nationalité, et professent une grande indifférence pour les questions de point d'honneur, qui touchent surtout la noblesse et les militaires. Les milliers de pauvres gens qui en ce moment s'entre-tuent pour une cause qu'ils ne comprennent qu'à demi ne se haïssent pas ; ils ont des besoins, des intérêts communs. Qu'un jour ils arrivent à s'entendre et à se donner la main malgré leurs chefs, c'est là un rêve sans doute ; on peut cependant entrevoir plus d'un biais par où la politique à outrance de la Prusse pourra servir à l'avènement d'idées qu'elle ne soupçonne pas. Il paraît difficile que cette fureur d'une poignée d'hommes, reste des vieilles aristocraties, mène longtemps à l'égorgeement des masses de populations douces, arrivées à une conscience démocratique assez avancée et plus ou moins imbues d'idées économiques (pour eux saintes) dont le propre est justement de ne pas tenir compte des rivalités nationales.

[p. 104] Ah ! cher maître, que Jésus a bien fait de fonder le royaume de Dieu, un monde supérieur à la haine, à la jalousie, à l'orgueil, où le plus estimé est, non pas, comme dans les tristes temps que nous traversons, celui qui fait le plus de

mal, celui qui frappe, tue, insulte, celui qui est le plus menteur, le plus déloyal, le plus mal élevé, le plus défiant, le plus perfide, le plus fécond en mauvais procédés, en idées diaboliques, le plus ferme à la pitié, au pardon, celui qui n'a nulle politesse, qui surprend son adversaire, lui joue les plus mauvais tours ; mais celui qui est le plus doux, le plus modeste, le plus éloigné de toute assurance, jactance et dureté, celui qui cède le pas à tout le monde, celui qui se regarde comme le dernier ! La guerre est un tissu de péchés, un état contre nature où l'on recommande de faire comme belle action ce qu'en tout autre temps on commande d'éviter comme vice ou défaut, où c'est un devoir de se réjouir du malheur d'autrui, où celui qui rendrait le bien pour le mal, qui pratiquerait les préceptes évangéliques de pardon des injures, de goût pour l'humiliation, serait absurde et même blâmable. Ce qui fait entrer dans la Walhalla est ce qui exclut du royaume de Dieu. Avez-vous remarqué que ni dans les huit béatitudes, [p. 105] ni dans le sermon sur la montagne, ni dans l'Évangile, ni dans toute la littérature chrétienne primitive, il n'y a pas un mot qui mette les vertus militaires parmi celles qui gagnent le royaume du ciel ?

Insistons sur ces grands enseignements de paix, qui échappent aux hommes dupes de leur orgueil, entraînés par leur éternel et si peu philosophique oubli de la mort. Personne n'a le droit de se désintéresser des désastres de son pays ; mais le philosophe comme le chrétien a toujours des motifs de vivre. Le royaume de Dieu ne connaît ni vainqueurs ni vaincus ; il consiste dans les joies du cœur, de l'esprit et de l'imagination, que le vaincu goûte plus que le vainqueur, s'il est plus élevé moralement et s'il a plus d'esprit. Votre grand Goethe, votre admirable Fichte ne nous ont-ils pas appris comment on peut mener une vie noble et par conséquent heureuse au milieu de l'abaissement extérieur de sa patrie ? Un motif, du reste, m'inspire un grand repos d'esprit : l'an dernier, lors des élections pour le Corps législatif, je m'offris aux suffrages des électeurs ; je ne fus pas choisi ; mes affiches se voient encore sur les murs des villages de Seine-et-Marne ; on y peut lire : « Pas de révolution, pas de guerre. Une guerre serait [p.106] aussi funeste qu'une révolution. » Pour avoir la conscience tranquille dans des temps comme les nôtres, il faut pouvoir se dire qu'on n'a pas fui systématiquement la vie publique, pas plus qu'on ne l'a recherchée.

Conservez-moi toujours votre amitié, et croyez à mes sentiments les plus élevés.

[p. 107]

NOUVELLE LETTRE
ADRESSÉE

À

M. STRAUSS

Le 15 septembre 1871

[Retour à la table des matières](#)

[p. 109]

Monsieur et savant maître,

À la fin de la lettre que vous m'avez adressée par la *Gazette d'Augsbourg*, le 18 août 1870, vous m'invitez à exposer mes vues sur la situation terrible créée par les derniers événements. Je le fis ; ma réponse à votre lettre parut dans le *Journal des Débats*, le 16 septembre ; la veille, avait été insérée dans le même journal la traduction de votre lettre, telle que nous l'avait envoyée votre excellent interprète français, M. Charles Ritter. Si vous voulez bien réfléchir à l'état de Paris à cette époque, vous reconnaîtrez peut-être que ce journal faisait en cela preuve d'un certain courage. Le siège commença le lendemain, et toute communication entre l'intérieur de Paris et le reste du monde se trouva interrompue pendant cinq mois.

Plusieurs jours après la conclusion de l'armistice au mois de février 1871, j'appris une nouvelle qui me surprit, c'est que, le 2 octobre 1870, vous aviez fait dans la *Gazette d'Augsbourg* une réponse à ma lettre du 16 septembre. Vous ne pensiez pas sans doute que le blocus prussien fût aussi rigoureux qu'il l'était ; car, si vous l'aviez su, il est peu probable que vous m'eussiez adressé une lettre publique que je ne pouvais lire et à laquelle je ne pouvais répondre. Le malentendu en ces matières délicates est facile ; il faut que la personne qu'on a interpellée puisse donner des explications et rectifier, s'il y a lieu, les opinions qu'on lui prête. Dans le cas dont il s'agit, la crainte d'un malentendu n'était pas chimérique. Entre bien des rectifications, en effet, que j'aurais à faire à votre réponse du 2 octobre, il en est une qui a de l'importance. Trompé par l'expression de « traités de 1814 » que nous employons souvent en France pour désigner l'ensemble des conventions qui fixèrent les limites de la France à la chute du Premier Empire, vous avez cru que je demandais après Sedan qu'on revînt sur les cessions de 1815, qu'on nous rendît Saarlouis et Landau. Je suis fâché d'avoir été présenté par vous au public allemand comme capable d'une telle absurdité. Il me semble que, s'il y a une pensée qui résulte clairement de ce que j'ai écrit sur cette funeste guerre, c'est qu'il fallait s'en tenir aux frontières nationales telles que l'histoire les avait fixées, que toute annexion de pays sans le vœu des populations était une faute et même un crime.

Une circonstance augmenta encore mon chagrin. Peu de jours après que j'eus connu l'existence de votre lettre du 2 octobre, j'appris que la *Gazette d'Augsbourg* n'avait pas inséré la traduction de ma lettre du 16 septembre, si bien que ce journal, après m'avoir invité par votre organe à entrer dans la discussion, après avoir vu le *Journal des Débats*, dont la position était autrement délicate que la sienne, insérer vos pages hautaines sous le coup de l'émeute populaire, refusait

de porter au public allemand victorieux les humbles pages ou je réclamais pour ma patrie vaincue un peu de générosité et de pitié. Je sais que vous avez regretté ce procédé ; mais c'est ici que j'admire de quoi est capable votre patriotisme exalté ; car, au lieu de vous retirer d'un débat où la parole était refusée à votre adversaire, vous avez inséré quelques jours après dans cette même *Gazette d'Augsbourg* une réplique à la lettre que vous m'aviez fait écrire et que vous n'aviez pas eu le crédit de faire publier. Voilà, monsieur, où je vois bien la différence entre nos manières de comprendre la vie. La passion qui vous remplit et qui vous semble sainte est capable de vous arracher un acte pénible. Une de nos faiblesses, au contraire, à nous autres Français de la vieille école, est de croire que les délicatesses du galant homme passent avant tout devoir, avant toute passion, avant toute croyance, avant la patrie, avant la religion. Cela nous fait du tort ; car on ne nous rend pas toujours la [p. 112] pareille, et, comme tous les délicats, nous jouons le rôle de dupes au milieu d'un monde qui ne nous comprend plus.

Il est vrai que vous m'avez fait ensuite un honneur auquel je suis sensible comme je le dois. Vous avez traduit vous-même ma réponse et l'avez réunie dans une brochure à vos deux lettres.¹ Vous avez voulu que cette brochure se vendît au profit d'un établissement d'invalides allemands. Dieu me garde de vous faire une chicane au point de vue de la propriété littéraire ! L'œuvre à laquelle vous m'avez fait contribuer est d'ailleurs une œuvre d'humanité, et, si ma chétive prose a pu procurer quelques cigares à ceux qui ont pillé ma petite maison de Sèvres, je vous remercie de m'avoir fourni l'occasion de conformer ma conduite à quelques-uns des préceptes de Jésus que je crois les plus authentiques. Mais remarquez encore ces nuances légères. Certainement, si vous m'aviez permis de publier un écrit de vous, jamais, au grand jamais, je n'aurais eu l'idée d'en faire une édition au profit de notre hôtel des Invalides. Le but vous entraîne ; la passion vous empêche de voir ces mièvreries de gens blasés que nous appelons le goût et le tact.

Il m'est arrivé depuis un an ce qui arrive toujours à ceux qui prêchent la modération en [p. 113] temps de crise. Les événements ainsi que l'immense majorité de l'opinion m'ont donné tort. Je ne puis vous dire cependant que je sois converti. Attendons dix ou quinze années ; ma conviction est que la partie éclairée de l'Allemagne reconnaîtra alors qu'en lui conseillant d'user doucement de sa victoire, je fus son meilleur ami. Je ne crois pas à la durée des choses menées à l'extrême, et je serais bien surpris si une foi aussi absolue en la vertu d'une race que celle que professent M. de Bismarck et M. de Moltke n'aboutissait pas à une déconvenue. L'Allemagne, en se livrant aux hommes d'État et aux hommes de guerre de la Prusse, a monté un cheval fringant, qui la mènera où elle ne veut pas. Vous jouez trop gros jeu. À quoi ressemble votre conduite ? Exactement à celle de la France à l'époque qu'on lui reproche le plus. En 1792, les puissances européennes provoquent la France ; la France bat les puissances, ce qui était bien son droit ; puis elle pousse ses victoires à outrance, en quoi elle avait tort. L'outrance est mauvaise ; l'orgueil est le seul vice qui soit puni en ce monde.

¹ Leipzig, Hirzel, 1870.

Triompher est toujours une faute et en tout cas quelque chose de bien peu philosophique. *Debemur morti nos nostraque.*

Ne vous imaginez pas être plus que d'autres à l'abri de l'erreur. Depuis un an, vos journaux se sont montrés moins ignorants sans [p. 114] doute que les nôtres, mais tout aussi passionnés, tout aussi immoraux, tout aussi aveugles. Ils ne voient pas une montagne qui est devant leurs yeux, l'opposition toujours croissante de la conscience slave à la conscience germanique, opposition qui aboutira à une lutte effroyable. Ils ne voient pas qu'en détruisant le pôle nord d'une pile on détruit le pôle sud, que la solidarité française faisait la solidarité allemande, qu'en mourant la France se vengera et rendra le plus mauvais service à l'Allemagne. L'Allemagne, en d'autres termes, a fait la faute d'écraser son adversaire. Qui n'a pas d'antithèse n'a pas de raison d'être. S'il n'y avait plus d'orthodoxes, ni vous ni moi n'existerions ; nous serions en face d'un stupide matérialisme vulgaire, qui nous tuerait bien mieux que les théologiens. L'Allemagne s'est comportée avec la France comme si elle ne devait jamais avoir d'autre ennemi. Or le précepte du vieux sage *Ama tanquam osurus* doit aujourd'hui être retourné ; il faut haïr comme si l'on devait un jour être l'allié de celui qu'on hait ; on ne sait pas de qui on devra quelque jour rechercher l'amitié.

Il ne sert de rien de dire qu'il y a soixante et soixante-dix ans nous avons agi exactement de la même manière, qu'alors nous avons fait en Europe la guerre de pillage, de massacre et de conquête que nous reprochons aux Alle-[p. 115] mands de 1870. Ces méfaits du Premier Empire, nous les avons toujours blâmés ; ils sont l'œuvre d'une génération avec laquelle nous avons peu de chose de commun et dont la gloire n'est plus la nôtre. À tort évidemment, nous nous étions habitués à croire que le XIX^e siècle avait inauguré une ère de civilisation, de paix, d'industrie, de souveraineté des populations. « Comment, dit-on, traitez-vous de crimes et de hontes des cessions d'âmes auxquelles ont autrefois consenti des races aussi nobles que la vôtre et dont vous-mêmes avez profité ? » — Distinguons les dates. Le droit d'autrefois n'est pas le droit d'aujourd'hui. Le sentiment des nationalités n'a pas cent ans. Frédéric II n'était pas plus mauvais Allemand dans son dédain pour la langue et la littérature allemandes que Voltaire n'était mauvais Français en se réjouissant de l'issue de la bataille de Rosbach. Une cession de province n'était alors qu'une translation de biens immeubles d'un prince à un prince ; les peuples y restaient le plus souvent indifférents. Cette conscience des peuples, nous l'avons créée dans le monde par notre révolution ; nous l'avons donnée à ceux que nous avons combattus et souvent injustement combattus ; elle est notre dogme. Voilà pourquoi nous autres libéraux français étions pour les Vénitiens, pour les Milanais contre l'Autriche ; pour la Bo-[p. 116] hême, pour la Hongrie contre la centralisation viennoise ; pour la Pologne contre la Russie ; pour les Grecs et les Slaves de Turquie contre les Turcs. Il y avait protestation de la part de Milan, de Venise, de la Bohême, de la Hongrie, de la Pologne, des Grecs et des Slaves de Turquie, cela nous suffisait. Nous étions également pour les Romagnols contre le pape ou plutôt contre la contrainte étrangère qui les maintenait malgré eux sujets du pape ; car nous ne pouvions admettre qu'une

population soit confisquée contre son gré au profit d'une idée religieuse qui prétend qu'elle a besoin d'un territoire pour vivre. Dans la guerre de la sécession d'Amérique beaucoup de bons esprits, tout en étant peu sympathiques aux États du Sud, ne purent se décider à leur dénier le droit de se retirer d'une association dont ils ne voulaient plus faire partie, du moment qu'ils eurent prouvé par de rudes sacrifices que leur volonté à cet égard était sérieuse.

Cette règle de politique n'a rien de profond ni de transcendant ; mais il faut se garder, à force d'érudition et de métaphysique, de n'être plus juste ni humain. La guerre sera sans fin, si l'on n'admet des prescriptions pour les violences du passé. La Lorraine a fait partie de l'empire germanique, sans aucun doute ; mais la Hollande, la Suisse, l'Italie même, [p. 117] jusqu'à Bénévent, et en remontant au delà du traité de Verdun, la France entière, en y comprenant même la Catalogne, en ont aussi fait partie. — L'Alsace est maintenant un pays germanique de langue et de race ; mais, avant d'être envahie par la race germanique, l'Alsace était un pays celtique, ainsi qu'une partie de l'Allemagne du Sud. Nous ne concluons pas de là que l'Allemagne du Sud doive être française ; mais qu'on ne vienne pas non plus soutenir que, par droit ancien, Metz et Luxembourg doivent être allemands. Nul ne peut dire où cette archéologie s'arrêterait. Presque partout où les patriotes fougueux de l'Allemagne réclament un droit germanique, nous pourrions réclamer un droit celtique antérieur, et avant la période celtique, il y avait, dit-on, les allophyles, les Finnois, les Lapons ; et avant les Lapons il y eut les hommes des cavernes ; et avant les hommes des cavernes, il y eut les orangs-outangs. Avec cette philosophie de l'histoire, il n'y aura de légitime dans le monde que le droit des orangs-outangs, injustement dépossédés par la perfidie des civilisés.

Soyons moins absolus ; à côté du droit des morts, admettons pour une petite part le droit des vivants. Le traité de 843, pacte conclu entre trois chefs barbares qui assurément ne se préoccupèrent dans le partage que de leurs con-[p. 118] venances personnelles, ne saurait être une base éternelle de droit national. Le mariage de Marie de Bourgogne avec Maximilien ne saurait s'imposer à jamais à la volonté des peuples. Il est impossible d'admettre que l'humanité soit liée pour des siècles indéfinis par les mariages, les batailles, les traités des créatures bornées, ignorantes, égoïstes, qui au moyen âge tenaient la tête des affaires de ce bas monde. Ceux de vos historiens, comme Ranke, Sybel, qui ne voient dans l'histoire que le tableau des ambitions princières et des intrigues diplomatiques, pour lesquels une province se résume en la dynastie, souvent étrangère, qui l'a possédée, sont aussi peu philosophes que la naïve école qui veut que la Révolution française ait marqué une ère absolument nouvelle dans l'histoire. Un moyen terme entre ces extrêmes nous paraît seul pratique. Certes nous repoussons comme une erreur de fait fondamentale l'égalité des individus humains et l'égalité des races ; les parties élevées de l'humanité doivent dominer les parties basses ; la société humaine est un édifice à plusieurs étages, où doit régner la douceur, la bonté (l'homme y est tenu même envers les animaux), non l'égalité. Mais les nations européennes telles que les a faites l'histoire sont les pairs d'un grand sénat où chaque membre est inviolable. L'Europe est une confédération [p. 119] d'États

réunis par l'idée commune de la civilisation. L'individualité de chaque nation est constituée sans doute par la race, la langue, l'histoire, la religion, mais aussi par quelque chose de beaucoup plus tangible, par le consentement actuel, par la volonté qu'ont les différentes provinces d'un État de vivre ensemble. Avant la malheureuse annexion de Nice, pas un canton de la France ne voulait se séparer de la France ; cela suffisait pour qu'il y eût crime européen à démembrer la France, quoique la France ne soit une ni de langue ni de race. Au contraire, des parties de la Belgique et de la Suisse, et jusqu'à un certain point les îles de la Manche, quoique parlant français, ne désirent nullement appartenir à la France ; cela suffit pour qu'il fût criminel de chercher à les y annexer par la force. L'Alsace est allemande de langue et de race ; mais elle ne désire pas faire partie de l'État allemand ; cela tranche la question. On parle du droit de la France, du droit de l'Allemagne. Ces abstractions nous touchent beaucoup moins que le droit qu'ont les Alsaciens, êtres vivants en chair et en os, de n'obéir qu'à un pouvoir consenti par eux.

Ne blâmez donc pas notre école libérale française de regarder comme une sorte de droit divin le droit qu'ont les populations de n'être pas transférées sans leur consentement. [p. 120] Pour ceux qui comme nous n'admettent plus le principe dynastique qui fait consister l'unité d'un État dans les droits personnels du souverain, il n'y a plus d'autre droit des gens que celui-là. De même qu'une nation légitimiste se fait hacher pour sa dynastie, de même nous sommes obligés de faire les derniers sacrifices pour que ceux qui étaient liés à nous par un pacte de vie et de mort ne souffrent pas violence. Nous n'admettons pas les cessions d'âmes ; si les territoires à céder étaient déserts, rien de mieux ; mais les hommes qui les habitent sont des créatures libres, et notre devoir est de les faire respecter.

Notre politique, c'est la politique du droit des nations ; la vôtre, c'est la politique des races : nous croyons que la nôtre vaut mieux. La division trop accusée de l'humanité en races, outre qu'elle repose sur une erreur scientifique, très peu de pays possédant une race, vraiment pure, ne peut mener qu'à des guerres d'extermination, à des guerres « zoologiques », permettez-moi de le dire, analogues à celles que les diverses espèces de rongeurs ou de carnassiers se livrent pour la vie. Ce serait la fin de ce mélange fécond, composé d'éléments nombreux et tous nécessaires, qui s'appelle l'humanité. Vous avez levé dans le monde le drapeau de la politique ethnographique et archéologique en place de la politique libérale [p. 121] ; cette politique vous sera fatale. La philologie comparée, que vous avez créée et que vous avez transportée à tort sur le terrain de la politique, vous jouera de mauvais tours. Les Slaves s'y passionnent ; chaque maître d'école slave est pour vous un ennemi, un termite qui ruine votre maison. Comment pouvez-vous croire que les Slaves ne vous feront pas ce que vous faites aux autres, eux qui en toute chose marchent après vous, suivent vos traces pas pour pas ? Chaque affirmation du germanisme est une affirmation du slavisme ; chaque mouvement de concentration de votre part est un mouvement qui « précipite » le Slave, le dégage, le fait être séparément. Un coup d'œil sur les affaires d'Autriche montre cela avec évidence. Le Slave, dans cinquante ans, saura

que c'est vous qui avez fait son nom synonyme d'« esclave » ; il verra cette longue exploitation historique de sa race par la vôtre, et le nombre des Slaves est double du vôtre, et le Slave, comme le dragon de l'Apocalypse, dont la queue balaye la troisième partie des étoiles, traînera un jour après lui le troupeau de l'Asie centrale, l'ancienne clientèle des Gengis Khan et des Tamerlan. Combien il eût mieux valu vous réserver pour ce jour-là l'appel à la raison, à la moralité, à des amitiés de principes ! Songez quel poids pèsera dans la balance du monde le jour où la [p. 122] Bohême, la Moravie, la Croatie, la Serbie, toutes les populations Slaves de l'empire ottoman, sûrement destinées à l'affranchissement, races héroïques encore, toutes militaires et qui n'ont besoin que d'être commandées, se grouperont autour de ce grand conglomérat moscovite, qui englobe déjà dans une gangue slave tant d'éléments divers, et qui paraît bien le noyau désigné de la future unité slave, de même que la Macédoine, à peine grecque, le Piémont, à peine italien, la Prusse, à peine allemande, ont été le centre de formation de l'unité grecque, de l'unité italienne, de l'unité allemande. Et vous êtes trop sages pour compter sur la reconnaissance que vous doit la Russie. Une des causes secrètes de la mauvaise humeur de la Prusse contre nous est de nous devoir une partie de sa culture. Une des blessures des Russes sera un jour d'avoir été civilisés par les Allemands. Ils le nieront, mais se l'avoueront tout en le niant, et ce souvenir les exaspérera. L'académie de Saint-Pétersbourg en voudra un jour autant à celle de Berlin, pour avoir été tout allemande, que celle de Berlin nous en veut, pour avoir été autrefois à moitié française. Notre siècle est le siècle du triomphe du serf sur son maître : le Slave a été, et à quelques égards est encore, votre serf.

Or, le jour de la conquête slave, nous vau-[p. 123] drons plus que vous, de même qu'Athènes sous l'empire romain eut un rôle brillant encore, tandis que Sparte n'en eut plus.

Défiez-vous donc de l'ethnographie, ou plutôt ne l'appliquez pas trop à la politique. Sous prétexte d'une étymologie germanique, vous prenez pour la Prusse tel village de Lorraine. Les noms de Vienne (*Vindobona*), de Worms (*Borbitomagus*), de Mayence (*Mogontiacum*) sont gaulois ; nous ne vous réclamerons jamais ces villes ; mais, si un jour les Slaves viennent revendiquer la Prusse proprement dite, la Poméranie, la Silésie, Berlin, par la raison que tous ces noms sont slaves, s'ils font sur l'Elbe et sur l'Oder ce que vous avez fait sur la Moselle, s'ils pointent sur la carte les villages obotrites ou vélatabes, qu'aurez-vous à dire ? Nation n'est pas synonyme de race. La petite Suisse, si solidement bâtie, compte trois langues, trois ou quatre races, deux religions. Une nation est une grande association séculaire (non pas éternelle) entre des provinces en partie congénères formant noyau, et autour desquelles se groupent d'autres provinces liées les unes aux autres par des intérêts communs ou par d'anciens faits acceptés et devenus des intérêts. L'Angleterre, qui est la plus parfaite des nations, est la plus mêlée, au point de vue de l'ethnographie et de l'histoire. Bretons purs, Bretons romanisés, Irlandais, Calédoniens, [p. 124] Anglo-Saxons, Danois, Normands purs, Normands francisés, tout s'y est confondu.

Et j'ose dire qu'aucune nation n'aura tant à souffrir de cette fausse manière de raisonner que l'Allemagne. Vous savez mieux que moi que ce qui marqua le grand règne de la race germanique dans le monde, du V^e au XI^e siècle, ce fut moins d'occuper à l'état de population compacte de vastes pays contigus que d'essaimer l'Europe et d'y introduire un nouveau principe d'autorité. Pendant que le germanisme était maître de tout l'Occident, la Germanie proprement dite avait peu de corps. Les Slaves venaient jusqu'à l'Elbe, le vieux fond gaulois persistait ; si bien que l'empire germanique n'était en partie qu'une féodalité germanique régnant sur un fond slave et gaulois. Prenez garde, en ce siècle de la résurrection des morts, il pourrait se passer d'étranges choses. Si l'Allemagne s'abandonne à un sentiment trop exclusivement national, elle verra se rétrécir d'autant la zone de son rayonnement moral. La Bohême, qui était à demi digérée par le germanisme, vous échappe, comme une proie déjà avalée par un serpent boa, qui ressusciterait dans l'œsophage du monstre et ferait des efforts désespérés pour en sortir. Je veux croire que la conscience slave est morte en Silésie ; mais vous n'assimilerez pas Posen. Ces opérations veulent être en-[p. 125] levées d'emblée, pendant que le patient dort ; s'il vient à se réveiller, on ne les reprend plus. Une suspicion universelle contre votre puissance d'assimilation, contre vos écoles, va se répandre. Un vaste effort pour écarter vos nationaux, que l'on envisagera comme les avant-coureurs de vos armées, sera pour longtemps à l'ordre du jour. L'infiltration silencieuse de vos émigrants dans les grandes villes, qui était devenue un des faits sociaux les plus importants et les plus bienfaisants de notre siècle, va être bien diminuée. L'Allemand, ayant dévoilé ses appétits conquérants, ne s'avancera plus qu'en conquérant. Sous l'extérieur le plus pacifique, on verra un ennemi cherchant à s'impatroniser chez autrui. Croyez-moi, ce que vous avez perdu est faiblement compensé par les cinq milliards que vous avez gagnés.

Chacun doit se défier de ce qu'il y a d'exclusif et d'absolu dans son esprit. Ne nous imaginons jamais avoir tellement raison que nos adversaires aient complètement tort. Le Père céleste fait lever son soleil avec une bienveillance égale sur les spectacles les plus divers. Ce que nous croyons mauvais est souvent utile et nécessaire. Pour moi, je m'irriterais d'un monde où tous mèneraient le même genre de vie que moi. Comme vous, je me suis imposé, en qualité d'ancien clerc, d'observer [p. 126] strictement la règle des mœurs ; mais je serais désolé qu'il n'y eût pas des gens du monde pour représenter une vie plus libre. Je ne suis pas riche ; mais je ne pourrais guère vivre dans une société où il n'y aurait pas de gens riches. Je ne suis pas catholique ; mais je suis bien aise qu'il y ait des catholiques, des sœurs de charité, des curés de campagne, des carmélites, et il dépendrait de moi de supprimer tout cela que je ne le ferais pas. De même, vous autres Allemands, supportez ce qui ne vous ressemble pas ; si tout le monde était fait à votre image, le monde serait peut-être un peu morne et ennuyeux ; vos femmes elles-mêmes supportent avec peine cette austérité trop virile. Cet univers est un spectacle qu'un dieu se donne à lui-même. Servons les intentions du grand chorège en contribuant à rendre le spectacle aussi brillant, aussi varié que possible.

Votre race germanique a toujours l'air de croire à la Walhalla ; mais la Walhalla ne sera jamais le royaume de Dieu. Avec cet éclat militaire, l'Allemagne risque de manquer sa vraie vocation. Reprenons tous ensemble les grands et vrais problèmes, les problèmes sociaux, qui se résument ainsi : trouver une organisation rationnelle et aussi juste que possible de l'humanité. Ces problèmes ont été posés par la France en 1789 et en 1848 ; mais en général celui qui pose les problèmes n'est [p. 127] pas celui qui les résout. La France les attaqua d'une façon trop simple ; elle crut avoir trouvé une issue par la démocratie pure, par le suffrage universel et par des rêves d'organisation communiste du travail. Les deux tentatives ont échoué, et ce double échec a été la cause de réactions fâcheuses, pour lesquelles il convient d'être indulgent, si l'on songe que l'initiative en pareille matière a bien quelque mérite. Attaquez à votre tour ces problèmes. Créez à l'homme en dehors de l'État et par delà la famille une association qui l'élève, le soutienne, le corrige, l'assiste, le rende heureux, ce que fut l'Église et ce qu'elle n'est plus. Réformez l'Église, ou substituez-y quelque chose. L'excès du patriotisme nuit à ces œuvres universelles dont la base est le mot de saint Paul : *Non est Judæus neque Græcus*. C'est justement parce que vos grands hommes d'il y a quatre-vingts ans n'étaient pas trop patriotes qu'ils ouvrirent cette large voie, où nous sommes leurs disciples. Je crains que votre génération ultra-patriotique, en repoussant tout ce qui n'est pas germanique pur, ne se prépare un auditoire beaucoup plus restreint. Jésus et les fondateurs du christianisme n'étaient pas des Allemands. Saint Boniface, les Irlandais qui vous ont appris à écrire du temps des Carolingiens, les Italiens, qui ont été deux ou trois fois nos maîtres à tous, n'étaient pas [p. 128] des Allemands. Votre Goethe reconnaissait devoir quelque chose à cette France « corrompue » de Voltaire, de Diderot. Laissons ces fanatismes étroits aux régions inférieures de l'opinion. Permettez-moi de vous le dire : vous avez déchu. Vous avez été plus étroitement patriotes que nous. Chez nous, quelques hommes supérieurs ont trouvé dans leur philosophie le calme et l'impartialité ; chez vous, je ne connais personne, en dehors du parti démocratique, qui n'ait été ébranlé dans la froideur de ses jugements, qui n'ait été une fois injuste, qui n'ait recommandé de faire dans l'ordre des relations nationales ce qui eût été une honte selon les principes de la morale privée.

Mais je m'arrête ; on est aujourd'hui trop naïf à parler de modération, de justice, de fraternité, de la reconnaissance et des égards que les peuples se doivent entre eux. La conduite que vous allez être forcés de tenir dans les provinces annexées malgré elles achèvera de vous démoraliser. Vous allez être obligés de donner un démenti à tous vos principes, de traiter en criminels des hommes que vous devrez estimer, des hommes qui n'auront fait autre chose que ce que vous fîtes si noblement après Iéna ; toutes les idées morales vont être perverties. Notre système d'équilibre et d'amphictyonie européenne va être renvoyé au pays [p. 129] des chimères ; nos thèses libérales vont devenir un jargon vieilli. Par le fait des hommes d'État prussiens, la France d'ici longtemps n'aura plus qu'un objectif : reconquérir les provinces perdues. Attiser la haine toujours croissante des Slaves contre les Allemands, favoriser le panslavisme, servir sans réserve toutes les ambitions russes, faire miroiter aux yeux du parti catholique répandu

partout le rétablissement du pape à Rome ; à l'intérieur, s'abandonner au parti légitimiste et clérical de l'Ouest, qui seul possède un fanatisme intense, voilà la politique que commande une telle situation. C'est justement l'inverse de ce que nous avons rêvé. On ne sert pas tour à tour deux causes opposées ; ce n'est pas nous qui conseillerons la destruction de ce que nous avons aimé, qui donnerons un plan pour trafiquer habilement de la question romaine, qui deviendrons russes et papistes, qui recommanderons la défiance et la malveillance envers les étrangers ; mais que voulez-vous ! nous serions coupables, d'un autre côté, si nous cherchions, en conseillant encore des poursuites généreuses et désintéressées, à empêcher le pays d'écouter la voix de deux millions de Français qui réclament l'aide de leur ancienne patrie.

La France est en train de dire comme votre Herwegh : « Assez d'amour comme cela ; essayons maintenant de la haine. » je ne la [p. 130] suivrai pas dans cette expérience nouvelle, où l'on peut, au reste, douter qu'elle réussisse ; la résolution que la France tient le moins est celle de haïr. En tout cas, la vie est trop courte pour qu'il soit sage de perdre son temps et d'user sa force à un jeu si misérable. J'ai travaillé dans mon humble sphère à l'amitié de la France et de l'Allemagne ; si c'est maintenant « le temps de cesser les baisers », comme dit l'Ecclésiaste, je me retire. Je ne conseillerai pas la haine, après avoir conseillé l'amour ; je me tairai. Âpre et orgueilleuse est cette vertu germanique, qui nous punit, comme Prométhée, de nos téméraires essais, de notre folle « philanthropie ». Mais nous pouvons dire avec le grand vaincu : « Jupiter, malgré tout son orgueil, ferait bien d'être humble. Maintenant, puisqu'il est vainqueur, qu'il trône à son aise, se fiant au bruit de son tonnerre et secouant dans sa main son dard au souffle de feu. Tout cela ne le préservera pas un jour de tomber ignominieusement d'une chute horrible. Je le vois se créer lui-même son ennemi, monstre très difficile à combattre, qui trouvera une flamme supérieure à la foudre, un bruit supérieur au tonnerre. Vaincu alors, il comprendra par son expérience combien il est différent de régner ou de servir. »

Croyez, monsieur et illustre maître, à mes sentiments les plus élevés.

[p. 131]

EXTRAIT DE LA PRÉFACE
À
LA RÉFORME
INTELLECTUELLE
ET MORALE

[Retour à la table des matières](#)

[p. 133]

J'avais fait le rêve de ma vie de travailler, dans la faible mesure de mes forces, à l'alliance intellectuelle, morale et politique de l'Allemagne et de la France, alliance entraînant celle de l'Angleterre, et constituant une force capable de gouverner le monde, c'est-à-dire de le diriger dans la voie de la civilisation libérale, à égale distance des empresses naïvement aveugles de la démocratie et des puéres velléités de retour à un passé qui ne saurait revivre. Ma chimère, je l'avoue, est détruite pour jamais. Un abîme est creusé entre la France et l'Allemagne ; des siècles ne le combleront pas. La violence faite à l'Alsace et à la Lorraine restera longtemps une plaie béante ; la prétendue garantie de paix rêvée par les journalistes et les hommes d'État de l'Allemagne sera une garantie de guerres sans fin.

L'Allemagne avait été ma maîtresse ; j'avais la conscience de lui devoir ce qu'il y a de meilleur en moi. Qu'on juge de ce que j'ai souffert, quand j'ai vu la nation qui m'avait enseigné l'idéalisme railler tout idéal, quand la patrie de Kant, de Fichte, de Herder, de Goethe s'est mise à suivre uniquement les vi-[p. 134] sées d'un patriotisme exclusif, quand le peuple que j'avais toujours présenté à mes compatriotes comme le plus moral et le plus cultivé s'est montré à nous sous la forme de soldats ne différant en rien des soudards de tous les temps, méchants, voleurs, ivrognes, démoralisés, pillant comme du temps de Waldstein ; enfin, quand la noble révolution de 1813, la nation qui souleva l'Europe au nom de la « générosité », a hautement repoussé de la politique toute considération de générosité, a posé en principe que le devoir d'un peuple est d'être positif, égoïste, a traité de crime la touchante folie d'une pauvre nation, trahie par le sort et par ses souverains, nation superficielle, dénuée de sens politique, je l'avoue, mais dont l'unique faute est d'avoir tenté étourdiment une expérience (celle du suffrage universel) dont aucun autre peuple ne se tirera mieux qu'elle. L'Allemagne présentant au monde le devoir comme ridicule, la lutte pour la patrie comme criminelle, quelle triste désillusion pour ceux qui avaient cru voir dans la culture allemande un avenir de civilisation générale ! Ce que nous aimions dans l'Allemagne, sa largeur, sa haute conception de la raison et de l'humanité, n'existe plus. L'Allemagne n'est plus qu'une nation ; elle est à l'heure qu'il est la plus forte des nations ; mais on sait ce que durent ces hégé-[p. 135] monies et ce qu'elles laissent après elles. Une nation qui se renferme dans la pure considération de son intérêt n'a plus de rôle général. Un pays n'exerce une maîtrise que par les côtés universels de son génie ; patriotisme est le contraire d'influence morale et philosophique. Nous tous qui avons passé notre vie à nous garder des erreurs du chauvinisme français, comment veut-on que nous épousions les étroites pensées

d'un chauvinisme étranger, tout aussi injuste, tout aussi intolérant que le chauvinisme français ? L'homme peut s'élever au-dessus des préjugés de sa nation ; mais, erreur pour erreur, il préférera toujours les préjugés patriotiques à ceux qui se présentent comme de menaçantes insultes ou injustes dénigrement.

Nul plus que moi n'a toujours rendu justice aux grandes qualités de la race allemande, à ce sérieux, à ce savoir, à cette application qui suppléent presque au génie et valent mille fois mieux que le talent, à ce sentiment du devoir, que je préfère beaucoup au mobile de vanité et d'honneur qui fait notre force et notre faiblesse. Mais l'Allemagne ne peut se charger de l'œuvre tout entière de l'humanité. L'Allemagne ne fait pas de choses désintéressées pour le reste du monde. Très noble est le libéralisme allemand, se proposant pour objet moins l'égalité des classes que la culture [p. 136] et l'élévation de la nature humaine en général ; mais les droits de l'homme sont bien aussi quelque chose ; or, c'est notre philosophie du XVIII^e siècle, c'est notre révolution qui les ont fondés. La réforme luthérienne n'a été faite que pour les pays germaniques ; l'Allemagne n'a jamais eu l'analogie de nos attachements chevaleresques pour la Pologne, pour l'Italie. La nature allemande, d'ailleurs, semble contenir les deux pôles opposés : l'Allemand doux, obéissant, respectueux, résigné ; l'Allemand ne connaissant que la force, le chef au commandement inexorable et dur, le vieil homme de fer enfin ; *jura negat sibi nata*. On peut dire qu'il n'y a rien au monde de meilleur que l'Allemand moral, et rien de plus méchant que l'Allemand démoralisé. Si les masses sont, chez nous, moins susceptibles de discipline qu'en Allemagne, les classes intermédiaires sont moins capables de vilénie ; disons à l'honneur de la France que, pendant toute la dernière guerre, il a été presque impossible de trouver un Français pour jouer passablement le rôle d'espion ; le mensonge, la basse rouerie nous répugnent trop.

La grande supériorité de l'Allemagne est dans l'ordre intellectuel ; mais que là encore elle ne se figure pas tout posséder. Le tact, le charme lui manquent. L'Allemagne a beaucoup à faire pour avoir une société comme la [p. 137] société française du XVII^e et du XVIII^e siècles, des gentilshommes comme La Rochefoucauld, Saint-Simon, Saint-Évremond, des femmes comme Mme de Sévigné, Mlle de la Vallière, Ninon de Lenclos. Même de nos jours, l'Allemagne a-t-elle un poète comme M. Victor Hugo, un prosateur comme Mme Sand, un critique comme M. Sainte-Beuve, une imagination comme celle de M. Michelet, un caractère philosophique comme celui de M. Littré ? C'est aux connaisseurs des autres nations à répondre. Nous récusons seulement les jugements injustes de ceux qui ne veulent connaître la France contemporaine que par sa basse presse, par sa petite littérature, par ces mauvais petits théâtres dont le sot esprit, aussi peu français que possible, est le fait d'étrangers et en partie d'Allemands. Si l'on jugeait de l'Allemagne par ses journaux de bas étage, on la jugerait aussi fort mal. Quel plaisir peut-on trouver à se nourrir ainsi d'idées fausses, d'appréciations haineuses et de partialité ? On aura beau dire, le monde sans la France serait aussi défectueux qu'il le serait si la France était le monde entier ; un plat de sel n'est rien, mais un plat sans sel est bien fade. Le but de l'humanité est supérieur au

triomphe de telle ou telle race ; toutes les races y servent ; toutes ont à leur manière une mission à remplir.

[p. 138] Puisse-t-il se former enfin une ligue des hommes de bonne volonté de toute tribu, de toute langue et de tout peuple, qui sachent créer et maintenir au-dessus de ces luttes ardentes un empyrée des idées pures, un ciel où il n'y ait ni Grec, ni barbare, ni Germain, ni Latin ! Quand on engageait Goethe à faire des poésies contre la France : « Comment voulez-vous que je prêche la haine », répondait-il, « quand je ne la sens pas dans mon cœur ? » Telle doit être notre réponse, quand on nous engagera à calomnier l'Allemagne. Soyons inexorablement justes et froids. La France ne nous a pas écoutés, quand nous la conjurons de ne pas lutter contre l'inévitable ; l'Allemagne nous a raillés, quand nous l'avons engagée à la modération dans la victoire. Sachons attendre. Les lois de l'histoire sont la justice de Dieu. Dans le livre de Job, Dieu, pour montrer qu'il est fort, se plaît à écraser celui qui triomphe et à exalter l'humilié. La philosophie de l'histoire est d'accord sur ce point avec le vieux poème. Toute création humaine a son ver qui la ronge ; une défaite est l'expiation d'une gloire passée et souvent le garant d'une victoire pour l'avenir. La Grèce, la Judée ont payé de leur existence nationale leur destinée exceptionnelle et l'incomparable honneur d'avoir fondé des enseignements pour toute l'humanité. L'Italie a [p. 139] expié par deux cents ans de nullité la gloire d'avoir inauguré au moyen âge la vie civile et d'avoir fait la Renaissance ; au XIX^e siècle, cette double gloire a été son principal titre à une nouvelle vie. L'Allemagne a expié par un long abaissement politique la gloire d'avoir fait la Réforme ; elle en recueillera peut-être un jour les fruits dans le souvenir reconnaissant des peuples émancipés.

Consolations de vaincus, dira-t-on, vaine pâture qu'on se jette à soi-même pour adoucir le malheur présent par les rêves de l'avenir ! Soit ; mais il faut avouer aussi que jamais consolations ne furent plus solides. Les espérances fondées sur l'instabilité de la fortune n'ont pas manqué une seule fois de se réaliser depuis qu'il y a une humanité. *Nil permanet sub sole*, a dit cet aimable sceptique, si merveilleusement pénétrant, l'Ecclésiaste, le plus inspiré des auteurs sacrés. L'histoire aura son cours, les vainqueurs d'aujourd'hui seront les vaincus de demain. Que ce soit là une vérité triste ou gaie, n'importe ; c'est une vérité qui sera vraie dans tous les temps. Voilà pourquoi le souhait du philosophe doit être qu'il y ait le moins possible de vainqueurs et de vaincus.

« Ô monde, que tu es méchant et de nature perverse ! » s'écrie le plus grand des poètes persans. « Ce que tu as élevé, tu le détruis toi-[p. 140] même. Regarde ce qu'est devenu Féridoun, héros qui ravit l'empire au vieux Zohak. Il a régné pendant cinq siècles ; à la fin, il est mort. Il est mort comme nous mourrons tous, soit que nous ayons été le troupeau, soit que nous ayons été les bergers. »

[p. 141]

LETTRE
À
UN AMI D'ALLEMAGNE

(Journal des Débats)

16 avril 1879

[Retour à la table des matières](#)

[p. 143]

Mon cher ami,

Vous m'apprenez qu'un passage de mon discours de réception a été accueilli parmi vous comme la voix d'un ennemi. Relisez ce que j'ai dit, et vous verrez combien ce jugement est superficiel. J'ai défendu notre vieil esprit français contre d'injustes reproches, qui viennent presque aussi souvent de chez nous que de chez vous. J'ai soutenu contre des novateurs, qui sont loin d'être tous Allemands, que notre tradition intellectuelle est grande et bonne, qu'il faut l'appliquer à des ordres de connaissances sans cesse élargis, mais non pas la changer. J'ai exprimé des doutes sur la possibilité pour une dynastie de jouer dans le monde un rôle universel sans bienveillance, sans générosité, sans éclat. J'ai pu aller à l'encontre de certaines opinions des militaires et des hommes d'État de Berlin ; je n'ai pas dit un mot contre l'Allemagne et son génie. Plus que jamais je pense que, si nous avons besoin de vous, vous aussi, à quelques égards, avez besoin de nous. La collaboration de la France et de l'Allemagne, ma plus vieille illusion de jeunesse, redevient la conviction de mon âge mûr, et mon espérance est que, si nous arri-[p. 144] vons à la vieillesse, si nous survivons à cette génération d'hommes de fer, dédaigneux de tout ce qui n'est pas la force, auxquels vous avez confié vos destinées, nous verrons ce que nous avons rêvé autrefois, la réconciliation des deux moitiés de l'esprit humain. Oui, sans nous, vous serez solitaires et vous aurez les défauts de l'homme solitaire ; le monde n'appréciera parfaitement de vous que ce que nous lui aurons fait comprendre. Je me hâte d'ajouter que sans vous notre œuvre serait maigre, insuffisante. Voilà ce que j'ai toujours dit. Je n'ai nullement changé ; ce sont les événements qui ont si complètement interverti les rôles, que nous avons peine à nous reconnaître dans nos affections et dans nos souvenirs.

Personne n'a aimé ni admiré plus que moi votre grande Allemagne, l'Allemagne d'il y a cinquante et soixante ans, personnifiée dans le génie de Goethe, représentée aux yeux du monde par cette merveilleuse réunion de poètes, de philosophes, d'historiens, de critiques, de penseurs, qui a vraiment ajouté un domaine nouveau aux richesses de l'esprit humain. Tous tant que nous sommes, nous lui devons beaucoup, à cette Allemagne large, intelligente et profonde, qui nous enseignait l'idéalisme par Fichte, la foi dans l'humanité par Herder, la poésie du sens moral par Schiller, le devoir abstrait par Kant. Loin que ces [p. 145] acquisitions nouvelles nous parussent la contradiction de l'ancienne discipline française, elles nous en semblaient la continuation. Nous prenions au sérieux vos grands esprits quand ils reconnaissaient ce qu'ils devaient à notre dix-huitième siècle ; nous admettions avec Goethe que la France, que Paris étaient des organes essentiels du génie moderne et de la conscience européenne. Nous travaillions de

toutes nos forces à bannir de la science et de la philosophie ces mesquines idées de rivalité nationale qui sont le pire obstacle aux progrès de l'esprit humain.

Depuis 1848, époque où les questions commencèrent à se poser avec netteté, nous avons toujours admis que l'unité politique de l'Allemagne se ferait, que c'était là une révolution juste et nécessaire. Nous concevions l'Allemagne devenue nation comme un élément capital de l'harmonie du monde. Voyez notre naïveté ! Cette nation allemande que nous désirions voir entrer comme une individualité nouvelle dans le concert des peuples, nous l'imaginions sur le modèle de ce que nous avons lu, d'après les principes tracés par Fichte ou Kant. Nous formions les plus belles espérances pour le jour ou prendrait place dans la grande confédération européenne un peuple philosophe, rationnel, ami de toutes les libertés, ennemi des vieilles superstitions, [p. 146] ayant pour symbole la justice et l'idéal. Que de rêves nous faisons ! Un protestantisme rationaliste s'épurant toujours entre vos mains et s'absorbant en la *philosophie*, — un haut sentiment d'humanité s'introduisant avec vous dans la conduite du monde, — un élément de raison plus mûre se mêlant au mouvement général de l'Europe et préparant des bandages à plusieurs des plaies que notre grande, mais terrible révolution avait laissées saignantes ! Vos admirables aptitudes scientifiques sortaient d'une obscurité imméritée, devenaient un rouage essentiel de la civilisation, et ainsi, grâce à vous et un peu grâce à nous, un pas considérable s'accomplissait dans l'histoire du progrès.

Les choses humaines ne se passent jamais comme le veulent les sages. Aussi les esprits éclairés parmi nous ne furent-ils pas trop surpris de voir proclamer à Versailles, sur les ruines de la France vaincue, cette unité allemande qu'ils s'étaient représentée comme une œuvre sympathique à la France. Grande fut leur douleur en voyant l'apparition nationale qu'ils avaient appelée de leurs vœux indissolublement liée aux désastres de leur pays. Ils se consolèrent au moins par la pensée que l'Allemagne, devenue toute-puissante en Europe, allait planter haut et ferme le drapeau d'une [p. 147] civilisation qu'elle nous avait appris à concevoir d'une façon si élevée.

La grandeur oblige, en effet. Une nation a d'ordinaire le droit de se renfermer dans le soin de ses intérêts particuliers et de récuser la gloire périlleuse des rôles humanitaires. Mais la modestie n'est pas permise à tous. Vos publicistes, interprètes d'un instinct profond, ont pu être moins discrets à cet égard que vos hommes d'État et proclamer tout haut que l'ère de l'Allemagne commençait dans l'histoire. La fatalité vous traînait. Il n'est pas permis, quand on est tout-puissant, de ne rien faire. La victoire défère au victorieux, qu'il le veuille ou non, l'hégémonie du monde.

Tour à tour la fortune élève sur le pavois une nation, une dynastie. Jusqu'à ce que l'humanité soit devenue bien différente de ce qu'elle est, toutes les fois qu'elle verra passer un char de triomphe, elle saluera, et, les yeux fixés sur le héros du jour, elle lui dira : « Parle, tu es notre chef, sois notre prophète. » La solution des grandes questions pendantes à un moment donné (et Dieu sait si le moment

présent se voit obsédé de problèmes impérieux !) est dévolue à celui que les destins désignent. Alexandre, Auguste, Charles-Quint, Napoléon n'avaient pas le droit de se désintéresser des choses humaines ; sur aucune question, ils ne pouvaient dire : « Cela ne me [p. 148] regarde pas ! » Chaque âge a son président responsable, chargé de frapper, d'étonner, d'éblouir, de consoler l'humanité. Autant le rôle du vaincu, obligé de s'abstenir en tout, est facile, autant la victoire impose de devoirs. Il ne sert de rien de prétendre qu'on a le droit d'abdiquer une mission qu'on n'a pas voulue. Le devoir devant lequel on recule vous prend à la gorge, vous tue ; la grandeur est un sort implacable auquel on ne peut se soustraire. Celui qui manque à sa vocation providentielle est puni par ce qu'il n'a pas fait, par les exigences qu'il n'a pas contentées, par les espérances qu'il n'a pas remplies, et surtout par l'épuisement qui résulte d'une force non employée, d'une tension sans résultat.

Faire de grandes choses dans le sens marqué par le génie de l'Allemagne, tel était donc le devoir de la Prusse quand le sort des armes eut mis les destinées de l'Allemagne entre ses mains. Elle pouvait tout pour le bien ; car la condition pour réaliser le bien, c'est d'être fort. Qu'y avait-il à faire ? Qu'a-t-elle fait ? Huit ans, plus de la moitié de ce que Tacite appelle *grande mortalis avi spatium*, se sont écoulés depuis qu'elle jouit en Europe d'une supériorité incontestée. Par quels progrès en Allemagne et dans le monde cette période historique aura-t-elle été marquée ?

Et d'abord, après la victoire, la nation vic-[p. 149] torieuse a bien le droit de trouver chez elle les récompenses de ses héroïques efforts, le bien-être, la richesse, le contentement, l'estime réciproque des classes, la joie d'une patrie glorieuse et pacifiée. En politique, elle a droit surtout au premier des biens, à la première des récompenses, je veux dire à ces libertés fondamentales de la parole, de la pensée, de la presse, de la tribune, toutes choses dangereuses dans un État faible ou vaincu, possibles seulement dans un État fort. Ces grandes questions sociales qui agitent notre siècle ne peuvent être résolues que par un victorieux, se servant du prestige de la gloire pour imposer des concessions, des sacrifices, l'amnistie, à tous les partis. Donner la paix, autant que la paix est de ce monde, et la liberté, aussi large qu'il est possible, à cette Europe continentale qui n'a pas encore trouvé son équilibre, fonder définitivement le gouvernement représentatif, aborder franchement les problèmes sociaux, élever les classes abaissées sans leur inspirer la jalousie des supériorités nécessaires, diminuer la somme des souffrances, supprimer la misère imméritée, résoudre la délicate question de la situation économique de la femme, montrer par un grand exemple la possibilité de faire face en même temps aux nécessités politiques opposées que l'Angleterre a conciliées, parce que le problème se posait pour elle d'une [p. 150] manière relativement facile : voilà ce qui eût justifié la victoire, voilà ce qui l'eût maintenue. La victoire, en effet, a toujours besoin d'être légitimée par des bienfaits. La force qu'on a déchaînée devient impérieuse à son tour. Dès qu'il a reçu la première salutation impériale, le César appartient à la fatalité jusqu'à sa mort.

De ce programme que la force des choses semblait vous imposer, qu'avez-vous réalisé ? Votre peuple est-il devenu plus heureux, plus moral, plus satisfait de son sort ? Il est clair que non ; des symptômes comme on n'en a jamais vu après la victoire se sont manifestés parmi vous. La gloire est le foin avec lequel on nourrit la bête humaine ; votre peuple en a été saturé, et il regimbe !... Napoléon I^{er}, en 1805-1806, avait imposé silence par l'admiration à toute voix opposante ; une centaine de personnes tout au plus murmuraient ; l'idée d'un attentat contre sa personne eût paru un non-sens. Comment se fait-il qu'au lendemain de triomphes comme on n'en avait pas vu depuis soixante ans, votre gouvernement se soit trouvé en présence d'un mécontentement profond ? Pourquoi est-il toujours préoccupé de mesures restrictives de la liberté ? D'ordinaire, on n'a pas à réprimer après la victoire ; la répression est le propre des faibles. Ce qui se passe chez vous, n'importe comment on l'ex-[p. 151] plique, renferme un blâme contre vos hommes d'État. Si votre peuple est aussi mauvais qu'ils le disent, c'est leur condamnation. Âpres et durs, comprenant l'État comme une chaîne et non comme quelque chose de bienveillant, ils croient connaître la nature allemande et ne connaissent pas la nature humaine. Ils ont trop compté sur la vertu germanique, ils en verront le bout. On a fait de vous une nation organisée pour la guerre ; comme ces chevaliers du XVI^e siècle, bardés de fer, vous êtes écrasés par votre armement. S'imaginer qu'en continuant de subir un pareil fardeau sans en retirer aucun avantage, votre peuple aura la souplesse nécessaire pour les arts de la paix, c'est trop espérer. Ces sacrifices militaires vous mettent dans la nécessité ou de faire la guerre indéfiniment, — et vous avez trop de bon sens pour ne pas voir que ces parties à la Napoléon I^{er} mènent aux abîmes, — ou d'avoir une place désavantageuse dans la lutte pacifique de la civilisation. Les agitations socialistes sont, comme la fièvre, à la fois une maladie et un symptôme ; on doit en tenir compte ; il ne suffit pas de les étouffer, il faut en voir la cause et à quelques égards y donner satisfaction. Les erreurs populaires s'affaiblissent par la publicité ; on les fortifie en essayant de ramener le peuple à des croyances devenues sans efficacité. Vos maîtres d'école auront beau revenir au [p. 152] pur catéchisme, cela n'y fera rien. Les lois répressives n'y peuvent pas davantage ; on ne tue pas des mouches à coups de canon.

Et dans l'ordre politique, dans la réalisation de cet idéal du gouvernement constitutionnel qui nous est si cher à tous et où l'Europe continentale n'a pas encore réussi, quel progrès avez-vous accompli ? En quoi votre vie parlementaire a-t-elle été plus brillante, plus libre, plus féconde que celle des autres peuples ? Je n'arrive pas à le voir, et ici encore, au lieu de cette largeur libérale qui est le propre des forts, je trouve vos hommes d'État surtout préoccupés de restrictions, de répressions, de règlements coercitifs. Non, je le répète, ce n'est pas par ces moyens-là que vous séduirez le monde. La répression est chose toute négative. Et si, pendant que vos hommes d'État sont plongés dans cette ingrate besogne, le paysan français, avec son gros bon sens, sa politique peu raffinée, son travail et ses économies, réussissait à fonder une République régulière et durable ! Ce serait plaisant. L'entreprise est trop difficile et trop périlleuse pour qu'il soit permis d'en escompter le succès ; mais ce qui est incroyable est souvent ce qui arrive. Les

soldats écervelés du général Custine, les grenadiers héroïques et burlesques qui semèrent à tous les vents les idées de la Révolution, ont réussi à leur manière.

[p. 153] La gloire nationale est une grande excitation pour le génie national. Vous avez eu quatre-vingts ans d'un admirable mouvement littéraire, durant lesquels on a vu fleurir chez vous des écrivains comparables aux plus grands des autres nations. Comment se fait-il que cette veine soit comme tarie ? Après notre âge littéraire classique du XVII^e siècle, nous avons eu le XVIII^e siècle, Montesquieu, Voltaire, Rousseau, d'Alembert, Diderot, Turgot, Condorcet. Où est votre continuation de Goethe, de Schiller, de Heine ? Le talent ne vous manque certes pas ; mais il y a, selon moi, deux causes qui nuisent à votre production littéraire : d'abord, vos charges militaires exagérées, et en second lieu, votre état social. Supposez Goethe obligé de faire son apprentissage militaire, exposé aux gros mots de vos sergents instructeurs, croyez-vous qu'il ne perdrait pas à cet exercice sa fleur d'élégance et de liberté ? L'homme qui a obéi est à jamais perdu pour certaines délicatesses de la vie ; il est diminué intellectuellement. Votre service militaire est une école de respect exagéré. Si Molière et Voltaire eussent traversé cette éducation-là, ils y auraient perdu leur fin sourire, leur malignité parfois irrévérencieuse. L'état de conscrit est funeste au génie. Vous me direz que ce régime, nous l'avons adopté de notre côté. Ce n'est peut-être pas ce que nous avons [p. 154] fait de mieux ; en tous cas, on ne voit guère encore venir le jour où nous serons malades par exagération du respect.

Votre état social me paraît aussi très peu favorable à la grande littérature. La littérature suppose une société gaie, brillante, facile, disposée à rire d'elle-même, où l'inégalité peut être aussi forte que l'on voudra, mais où les classes se mêlent, où tous vivent de la même vie. On me dit que vous avez fait depuis dix ans de grands progrès vers cette unité de la vie sociale ; cependant, je n'en vois pas encore le principal fruit, qui est une littérature commune, exprimant avec talent ou avec génie toutes les faces de l'esprit national, une littérature aimée, admirée, acceptée, discutée par tous. Je n'ignore pas les noms très honorables que vous allez me citer ; je ne peux trouver néanmoins que votre nouvel empire ait réalisé ce qu'on devait attendre d'un gouvernement concentrant en lui toutes les forces du génie allemand. C'était à vous de faire sonner bien haut le clairon de la pensée ; ces accents nouveaux qui devaient faire battre tous les cœurs, nous les attendons, et nous ne voyons pas bien comment, de l'état moral que certains faits récents nous ont révélé, sortirait un mouvement de libre expansion et de chaude générosité.

Vous étiez forts, et vous n'avez pas fait la [p. 155] liberté ! Votre campagne contre l'ultramontanisme, légitime quand elle s'est bornée à réprimer l'intolérance catholique, n'a pas fait avancer d'un pas la grande question de la séparation de l'Église et de l'État. Vos ministres sont toujours restés dans le vieux système où l'État confère à l'Église des privilèges et a pour elle des exigences, sans voir que ces exigences, qui ont une apparence tyrannique, sont loin d'égaliser les privilèges qu'on lui accorde d'une autre main. Certes, vous n'irez pas à Canossa. Léon XIII

n'est pas Grégoire VII ; c'est lui qui viendra où vous voudrez. Mais ici encore nous attendions du grand et du neuf, et nous ne le voyons pas venir.

Je ferais sourire vos hommes d'État si je disais que votre empire, dans ses premières années qui sont toujours les plus fécondes, n'a pas non plus rempli ses devoirs envers l'humanité, et que l'avenir lui demandera compte de beaucoup de questions auxquelles il a tourné le dos comme à des rêves d'idéologues. Nos habitudes d'esprit et notre histoire nous donnent peut-être des idées fausses en ce qui concerne l'idéal d'une grande hégémonie nationale et dynastique. Nous pensons toujours à Auguste, à Louis XIV ; nous ne comprenons pas qu'on règne sur le monde sans grandeur, sans éclat, sans rechercher l'amour du monde et forcer sa reconnaissance. Une nation ou une [p. 156] dynastie dirigeante nous apparaît comme quelque chose de noble, de sympathique, comme une force chargée de patronner tout ce qui est beau, de favoriser le progrès de la civilisation sous toutes ses formes. Éclat, générosité, bienveillance nous semblent des conditions nécessaires de ces grands règnes momentanés qui sont tour à tour dévolus à chaque nation. Louis XIV n'entendait pas parler d'un homme de mérite, de quelque pays qu'il fût, sans se demander : « Ne pourrais-je pas lui faire une pension ? » Il se croyait le dieu bienfaisant du monde ; l'Europe a vécu pendant cent ans de son soleil en cuivre doré. Vanité des vanités ! L'humanité est quelque chose d'assez frivole ; il faut le savoir si l'on aspire à la gagner ou à la gouverner.

Pour la gagner, il faut lui plaire ; pour lui plaire, il faut être aimable. Or vos hommes d'État prussiens ont tous les dons, excepté celui-là. Force de volonté, application, génie contenu et obstiné, ils ne se sont montrés inférieurs pour les qualités solides à aucun des grands génies politiques du passé. Mais ils se sont trompés en se figurant qu'avec cela on peut se dispenser de plaire au monde, de le gagner par des bienfaits. Erreur ! On ne s'impose à l'humanité que par l'amour de l'humanité, par un sentiment large, libéral, sympathique, dont vos nouveaux maîtres se raillent [p. 157] hautement, qu'ils traitent de chimère sentimentale et prétentieuse. On ne discute pas contre des poses, contre des modes passagères ; mais il est bien permis de dire qu'une ostentation d'égoïsme et de froid calcul n'a jamais été le ton des grands hommes qui méritent de figurer éternellement au Panthéon de l'humanité.

Traitez-moi d'arrière, mais je ne reconnâtrai jamais comme ayant réalisé l'ancien idéal allemand ces hommes durs, étroits, détracteurs de la gloire, affectant un terre-à-terre vulgaire et positif, prétextant un dédain de la postérité qu'au fond ils n'ont pas. Dans le passage de mon discours de réception qui vous a blessés, je n'ai pas voulu dire autre chose. Le génie de l'Allemagne est grand et puissant ; il reste un des organes principaux de l'esprit humain ; mais vous l'avez mis dans un étau où il souffre. Vous êtes égarés par une école sèche et froide, qui écrase plus qu'elle ne développe. Nous sommes sûrs que vous vous retrouverez vous-mêmes, et qu'un jour nous serons de nouveau collaborateurs dans la recherche de tout ce qui peut donner de la grâce, de la gaieté, du bonheur à la vie.

[p. 159]

LE RÊVE DE SIFFROI

SEIGNEUR PALATIN

AMBASSADEUR DU ROI DE GERMANIE

extrait de

la scène 4, acte IV

L'EAU DE JOUVENCE

drame philosophique

[Retour à la table des matières](#)

[p. 161]

SIFFROI, *qui a ronflé tout ce temps, se réveille.*

Victoire ! Victoire ! Pendez, brûlez, fusillez ! Nous sommes les maîtres ; tout nous est permis pour leur faire signer ce que nous voulons. Générosité ? sentimentalité ? pure sottise !

Désolation ! Les militaires sont trop doux ; nos hommes savent tuer, mais non fusiller. Il faudrait brûler tous les villages, pendre tous les habitants mâles : cela les empêcherait de se défendre. Ah ! Ah !

Il éclate de rire.

Des prisonniers !... Comprenez-vous qu'on fasse prisonniers des gens qui se défendent ? On aurait dû les fusiller.

« Grâce, mon bon sire, pour mon homme qui a menacé de sa bêche un hussard. — Très bien, ma bonne femme, vous pouvez être parfaitement assurée que votre mari (*il passe le doigt autour du cou*) sera pendu. »

Il éclate de rire.

Ce qui me plaît dans le Bavaois, c'est la facilité avec laquelle il fusille ! Il rencontre quelqu'un, il n'attend pas qu'on tire sur lui, il fait feu le premier.

[p. 162] Il faut être plein de politesse jusqu'au dernier échelon de la potence (*il rit de plaisir*) ; mais il faut pendre.

Ô mollesse des militaires ! Si j'exerçais un commandement, je sais ce que je ferais. Si je parvenais à m'emparer des fuyards, je leur enlèverais leur vache et tout ce qu'ils auraient emporté, en les accusant de l'avoir volé et de le cacher dans les bois.

Il faut rendre la guerre aussi cruelle que possible. La sensibilité ! Voilà une chose ridicule !

On fusillera, on pendra, on brûlera. Quand cela sera arrivé quelquefois, les habitants se montreront plus raisonnables, surtout si nos obus les ont déjà convenablement disposés.

Ah ! la bonne odeur ! cela sent l'oignon brûlé ! Des paysans viennent d'être rôtis dans leurs maisons.

Sur cent soixante-dix, il y en a cent vingt de sabrés. — Coquins, pourquoi avez-vous épargné le reste ? Ne savez-vous pas que la sentimentalité est un ridicule ?

Une lettre de mon cher ange !...

Mouvement d'attention dans l'auditoire

PROSPERO

Écoutons ! son ange va lui parler. Nous allons le voir par le côté aimant.

SIFFROI

Ah ! les bons conseils, chère et douce amie ! [p. 163] « Tous les Gaulois fusillés, écharpés, jusqu'aux petits enfants. Je crains qu'il n'y ait pas de Bible en France. Voici le livre des Psaumes, que je t'envoie, afin que tu puisses y lire cette prophétie contre les Français : « je te dis, les impies doivent être exterminés. » — Merci, tendre épouse ; merci !

Pourquoi retarde-t-on le bombardement ? On manquera le moment psychologique. Oh ! les âmes sensibles ! les femmes ! Dire que, sans deux femmes, le bombardement serait déjà commencé ! Ah ! que ne suis-je le maître ! je ne craindrais pas d'être dur. Deux millions d'hommes mourant de faim ; eh bien, ils l'ont voulu !

Voilà des gens qui ramassent des pommes de terre. On ne tire pas dessus ! Oh ! les militaires humains ! Il y a des gens qui gâtent tout, parce qu'ils veulent être loués pour leur humanité.

Et dire que ces farceurs, en nous voyant chez eux, n'ont pas l'air content ! Ah ! les poseurs !

Les Français sont une nation de barbares, avec un vernis insuffisant de civilisation. Nous sommes les hommes ; ils sont les femmes. Des femmes ! ah ! fi donc ! « La bienveillance envers tout le monde, c'est la justice », a dit un de leurs nigauds. Oui-da ! Dans le monde [p. 164] que j'ai vu, la malveillance, c'est la justice. Hermann de..., un bas intrigant ! Henri de ..., un méchant homme ! Gauthier de ..., un ignorant, un sot, un drôle ! et l'empereur, mon maître ?... Vieux... ; mais non, chut ! J'ai trop d'esprit.

[p. 165]

« QUEST-CE QU'UNE NATION ? »

Conférence

faite en Sorbonne

le 11 mars 1882

[Retour à la table des matières](#)

[p. 167]

Je me propose d'analyser avec vous une idée, claire en apparence, mais qui prête aux plus dangereux malentendus. Les formes de la société humaine sont des plus variées. Les grandes agglomérations d'hommes à la façon de la Chine, de l'Égypte, de la plus ancienne Babylonie ; — la tribu à la façon des Hébreux, des Arabes ; — la cité à la façon d'Athènes et de Sparte — les réunions de pays divers à la manière de l'empire achéménide, de l'empire romain, de l'empire carlovingien ; — les communautés sans patrie, maintenues par le lien religieux, comme sont celles des israélites, des parsis ; — les nations comme la France, l'Angleterre et la plupart des modernes autonomes européennes ; — les confédérations à la façon de la Suisse, de l'Amérique ; — des parentés comme celles que la race, ou plutôt la langue, établit entre les différentes branches de Germains, les différentes branches de Slaves ; — voilà des modes de groupements qui tous existent, ou bien ont existé, et qu'on ne saurait confondre les uns avec les autres sans les plus sérieux inconvénients. À l'époque de la Révolution française, on croyait que les institutions de petites villes indépendantes, [p. 168] telles que Sparte et Rome, pouvaient s'appliquer à nos grandes nations de trente à quarante millions d'âmes. De nos jours, on commet une erreur plus grave : on confond la race avec la nation, et l'on attribue à des groupes ethnographiques ou plutôt linguistiques, une souveraineté analogue à celle des peuples réellement existants. Tâchons d'arriver à quelque précision en ces questions difficiles, où la moindre confusion sur le sens des mots, à l'origine du raisonnement, peut produire à la fin les plus funestes erreurs. Ce que nous allons faire est délicat ; c'est presque de la vivisection ; nous allons traiter les vivants comme d'ordinaire on traite les morts. Nous y mettrons la froideur, l'impartialité la plus absolue.

I

Depuis la fin de l'empire romain, ou, mieux, depuis la dislocation de l'empire de Charlemagne, l'Europe occidentale nous apparaît divisée en nations, dont quelques-unes, à certaines époques, ont cherché à exercer une hégémonie sur les autres, sans jamais y réussir d'une manière durable. Ce que n'ont pu Charles-Quint, Louis XIV, Napoléon I^{er}, personne probablement ne le pourra dans l'avenir. L'établissement d'un nouvel empire [p. 169] romain ou d'un nouvel empire de Charlemagne est devenu une impossibilité. La division de l'Europe est trop grande pour qu'une tentative de domination universelle ne provoque pas très vite une coalition qui fasse rentrer la nation ambitieuse dans ses bornes naturelles. Une sorte d'équilibre est établi pour longtemps. La France, l'Angleterre, l'Allemagne,

la Russie seront encore, dans des centaines d'années, et malgré les aventures qu'elles auront courues, des individualités historiques, les pièces essentielles d'un damier, dont les cases varient sans cesse d'importance et de grandeur, mais ne se confondent jamais tout à fait.

Les nations, entendues de cette manière, sont quelque chose d'assez nouveau dans l'histoire. L'antiquité ne les connut pas ; l'Égypte, la Chine, l'antique Chaldée, ne furent à aucun degré des nations. C'étaient des troupeaux menés par un fils du Soleil, ou un fils du Ciel. Il n'y eut pas de citoyens égyptiens, pas plus qu'il n'y a de citoyens chinois. L'antiquité classique eut des républiques et des royautés municipales, des confédérations de républiques locales, des empires ; elle n'eut guère la nation au sens où nous la comprenons. Athènes, Sparte, Sidon, Tyr sont de petits centres d'admirable patriotisme ; mais ce sont des cités avec un territoire relativement restreint. La Gaule, l'Espagne, l'Italie, avant leur absorption dans l'empire romain, étaient des ensembles de peuplades, souvent ligüées entre elles, mais sans institutions centrales, sans dynasties. L'empire assyrien, l'empire persan, l'empire d'Alexandre ne furent pas non plus des patries. Il n'y eut jamais de patriotes assyriens ; l'empire persan fut une vaste féodalité. Pas une nation ne rattache ses origines à la colossale aventure d'Alexandre, qui fut cependant si riche en conséquences pour l'histoire générale de la civilisation.

L'empire romain fut bien plus près d'être une patrie. En retour de l'immense bienfait de la cessation des guerres, la domination romaine, d'abord si dure, fut bien vite aimée. Ce fut une grande association, synonyme d'ordre, de paix et de civilisation. Dans les derniers temps de l'empire, il y eut, chez les âmes élevées, chez les évêques éclairés, chez les lettrés, un vrai sentiment de « la paix romaine », opposée au chaos menaçant de la barbarie. Mais un empire, douze fois grand comme la France actuelle, ne saurait former un État dans l'acception moderne. La scission de l'Orient et de l'occident était inévitable. Les essais d'un empire gaulois, au III^e siècle, ne réussirent pas. C'est l'invasion germanique qui introduisit dans le monde le principe qui, plus tard, a servi de base à l'existence des nationalités.

[p. 171] Que firent les peuples germaniques, en effet, depuis leurs grandes invasions du V^e siècle jusqu'aux dernières conquêtes normandes au X^e ? Ils changèrent peu le fond des races ; mais ils imposèrent des dynasties et une aristocratie militaire à des parties plus ou moins considérables de l'ancien empire d'Occident, lesquelles prirent le nom de leurs envahisseurs. De là une France, une Burgundie, une Lombardie ; plus tard, une Normandie. La rapide prépondérance que prit l'empire franc refait un moment l'unité de l'Occident ; mais cet empire se brise irrémédiablement vers le milieu du IX^e siècle ; le traité de Verdun trace des divisions immuables en principe, et dès lors la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, l'Espagne s'acheminent par des voies, souvent détournées et à travers mille aventures, à leur pleine existence nationale, telle que nous la voyons s'épanouir aujourd'hui.

Qu'est-ce qui caractérise, en effet, ces différents États ? C'est la fusion des populations qui les composent. Dans les pays que nous venons d'énumérer, rien d'analogue à ce que vous trouverez en Turquie, où le Turc, le Slave, le Grec, l'Arménien, l'Arabe, le Syrien, le Kurde sont aussi distincts aujourd'hui qu'au jour de la conquête. Deux circonstances essentielles contribuèrent à ce résultat. D'abord le fait que les peuples germaniques adoptèrent [p. 172] le christianisme dès qu'ils eurent des contacts un peu suivis avec les peuples grecs et latins. Quand le vainqueur et le vaincu sont de la même religion, ou, plutôt, quand le vainqueur adopte la religion du vaincu, le système turc, la distinction absolue des hommes d'après la religion ne peut plus se produire. La seconde circonstance fut, de la part des conquérants, l'oubli de leur propre langue. Les petits-fils de Clovis, d'Alaric, de Gondebaud, d'Alboin, de Rollon, parlaient déjà roman. Ce fait était lui-même la conséquence d'une autre particularité importante : c'est que les Francs, les Burgondes, les Goths, les Lombards, les Normands, avaient très peu de femmes de leur race avec eux. Pendant plusieurs générations, les chefs ne se marient qu'avec des femmes germaniques ; mais leurs concubines sont latines, les nourrices des enfants sont latines ; toute la tribu épouse des femmes latines ; ce qui fit que la *lingua francica*, la *lingua gothica* n'eurent, depuis l'établissement des Francs et des Goths en terres romaines, que de très courtes destinées. Il n'en fut pas ainsi en Angleterre ; car l'invasion anglo-saxonne avait sans doute des femmes avec elle ; la population bretonne s'enfuit, et, d'ailleurs, le latin n'était plus ou, même, ne fut jamais dominant dans la Bretagne. Si on eût généralement parlé gaulois dans la Gaule au V^e siècle, Clovis et les siens [p. 173] n'eussent pas abandonné le germanique pour le gaulois.

De là ce résultat capital que, malgré l'extrême violence des mœurs des envahisseurs germaniques, le moule qu'ils imposèrent devint, avec les siècles, le moule même de la nation. *France* devint très légitimement le nom d'un pays où il n'était entré qu'une imperceptible minorité de Francs. Au X^e siècle, dans les premières chansons de geste, qui sont un miroir si parfait de l'esprit du temps, tous les habitants de la France sont des Français. L'idée d'une différence de races dans la population de la France, si évidente chez Grégoire de Tours, ne se présente à aucun degré chez les écrivains et les poètes français postérieurs à Hugues Capet. La différence du noble et du vilain est aussi accentuée que possible ; mais la différence de l'un à l'autre n'est en rien une différence ethnique ; c'est une différence de courage, d'habitude et d'éducation transmise héréditairement ; l'idée que l'origine de tout cela soit une conquête ne vient à personne. Le faux système d'après lequel la noblesse dut son origine à un privilège conféré par le roi pour de grands services rendus à la nation, si bien que tout noble est un anobli, ce système est établi comme un dogme dès le XIII^e siècle. La même chose se passa à la suite de presque toutes les conquêtes normandes. Au bout d'une [p. 174] ou deux générations, les envahisseurs normands ne se distinguaient plus du reste de la population ; leur influence n'en avait pas moins été profonde ; ils avaient donné au pays conquis une noblesse, des habitudes militaires, un patriotisme qu'il n'avait pas auparavant.

L'oubli et, je dirai même, l'erreur historique sont un facteur essentiel de la création d'une nation, et c'est ainsi que le progrès des études historiques est souvent pour la nationalité un danger. L'investigation historique, en effet, remet en lumière les faits de violence qui se sont passés à l'origine de toutes les formations politiques, même de celles dont les conséquences ont été le plus bienfaisantes. L'unité se fait toujours brutalement ; la réunion de la France du Nord et de la France du Midi a été le résultat d'une extermination et d'une terreur continuée pendant près d'un siècle. Le roi de France, qui est, si j'ose le dire, le type idéal d'un cristallisateur séculaire ; le roi de France, qui a fait la plus parfaite unité nationale qu'il y ait ; le roi de France, vu de trop près, a perdu son prestige ; la nation qu'il avait formée l'a maudit, et, aujourd'hui, il n'y a que les esprits cultivés qui sachent ce qu'il valait et ce qu'il a fait.

C'est par le contraste que ces grandes lois de l'histoire de l'Europe occidentale deviennent sensibles. Dans l'entreprise que le roi de [p. 175] France, en partie par sa tyrannie, en partie par sa justice, a si admirablement menée à terme, beaucoup de pays ont échoué. Sous la couronne de Saint Étienne, les Madgyars et les Slaves sont restés aussi distincts qu'ils l'étaient il y a huit cents ans. Loin de fondre les éléments divers de ses domaines, la maison de Hapsbourg les a tenus distincts et souvent opposés les uns aux autres. En Bohême, l'élément tchèque et l'élément allemand sont superposés comme l'huile et l'eau dans un verre. La politique turque de la séparation des nationalités d'après la religion a eu de bien plus graves conséquences : elle a causé la ruine de l'Orient. Prenez une ville comme Salonique ou Smyrne, vous y trouverez cinq ou six communautés dont chacune a ses souvenirs et qui n'ont entre elles presque rien en commun. Or l'essence d'une nation est que tous les individus aient beaucoup de choses en commun, et aussi que tous aient oublié bien des choses. Aucun citoyen français ne sait s'il est Burgonde, Alain, Taïfale, Visigoth ; tout citoyen français doit avoir oublié la Saint-Barthélemy, les massacres du Midi au XIII^e siècle. Il n'y a pas en France dix familles qui puissent fournir la preuve d'une origine franque, et encore une telle preuve serait-elle essentiellement défectueuse, par suite de mille [p. 176] croisements inconnus qui peuvent déranger tous les systèmes des généalogistes.

La nation moderne est donc un résultat historique amené par une série de faits convergeant dans le même sens. Tantôt l'unité a été réalisée par une dynastie, comme c'est le cas pour la France ; tantôt elle l'a été par la volonté directe des provinces, comme c'est le cas pour la Hollande, la Suisse, la Belgique ; tantôt par un esprit général, tardivement vainqueur des caprices de la féodalité, comme c'est le cas pour l'Italie et l'Allemagne. Toujours une profonde raison d'être a présidé à ces formations. Les principes, en pareils cas, se font jour par les surprises les plus inattendues. Nous avons vu, de nos jours, l'Italie unifiée par ses défaites, et la Turquie démolie par ses victoires. Chaque défaite avançait les affaires de l'Italie ; chaque victoire perdait la Turquie ; car l'Italie est une nation, et la Turquie, hors de l'Asie Mineure, n'en est pas une. C'est la gloire de la France d'avoir, par la Révolution française, proclamé qu'une nation existe par elle-même. Nous ne devons pas trouver mauvais qu'on nous imite. Le principe des nations est le nôtre.

Mais qu'est-ce donc qu'une nation ? Pourquoi la Hollande est-elle une nation, tandis que le Hanovre ou le grand-duché de Parme n'en sont pas une ? Comment la France persiste-t-elle à être une nation, [p. 177] quand le principe qui l'a créée a disparu ? Comment la Suisse, qui a trois langues, deux religions, trois ou quatre races, est-elle une nation, quand la Toscane, par exemple, qui est si homogène, n'en est pas une ? Pourquoi l'Autriche est-elle un État et non pas une nation ? En quoi le principe des nationalités diffère-t-il du principe des races ? Voilà des points sur lesquels un esprit réfléchi tient à être fixé, pour se mettre d'accord avec lui-même. Les affaires du monde ne se règlent guère par ces sortes de raisonnements ; mais les hommes appliqués veulent porter en ces matières quelque raison et démêler les confusions où s'embrouillent les esprits superficiels.

II

À entendre certains théoriciens politiques, une nation est avant tout une dynastie, représentant une ancienne conquête, conquête acceptée d'abord, puis oubliée par la masse du peuple. Selon les politiques dont je parle, le groupement de provinces effectué par une dynastie, par ses guerres, par ses mariages, par ses traités, finit avec la dynastie qui l'a formé. Il est très vrai que la plupart des nations modernes ont été faites par une famille d'origine féodale, qui a contracté mariage avec le [p. 178] sol et qui a été en quelque sorte un noyau de centralisation. Les limites de la France en 1789 n'avaient rien de naturel ni de nécessaire. La large zone que la maison capétienne avait ajoutée à l'étroite lisière du traité du Verdun fut bien l'acquisition personnelle de cette maison. À l'époque où furent faites les annexions, on n'avait l'idée ni des limites naturelles, ni du droit des nations, ni de la volonté des provinces. La réunion de l'Angleterre, de l'Irlande et de l'Écosse fut de même un fait dynastique. L'Italie n'a tardé si longtemps à être une nation que parce que, parmi ses nombreuses maisons régnantes, aucune, avant notre siècle, ne se fit le centre de l'unité. Chose étrange, c'est à l'obscur île de Sardaigne, terre à peine italienne, qu'elle a pris un titre royal.¹ La Hollande, qui s'est créée elle-même, par un acte d'héroïque résolution, a néanmoins contracté un mariage intime avec la maison d'Orange, et elle courrait de vrais dangers le jour où cette union serait compromise.

Une telle loi, cependant, est-elle absolue ? Non, sans doute. La Suisse et les États-Unis, qui se sont formés comme des conglomérats d'additions successives, n'ont aucune base dynastique. Je ne discuterai pas la question en ce qui concerne la France. Il faudrait avoir [p. 179] le secret de l'avenir. Disons seulement que cette grande royauté française avait été si hautement nationale, que, le lendemain de sa chute, la nation a pu tenir sans elle. Et puis le XVIII^e siècle avait changé toute chose. L'homme était revenu, après des siècles d'abaissement, à l'esprit antique, au respect de lui-même, à l'idée de ses droits. Les mots de patrie et de citoyen avaient repris leur sens. Ainsi a pu s'accomplir l'opération la plus hardie

¹ La maison de Savoie ne doit son titre royal qu'à la possession de la Sardaigne (1720).

qui ait été pratiquée dans l'histoire, opération que l'on peut comparer à ce que serait, en physiologie, la tentative de faire vivre en son identité première un corps à qui l'on aurait enlevé le cerveau et le cœur.

Il faut donc admettre qu'une nation peut exister sans principe dynastique, et même que des nations qui ont été formées par des dynasties peuvent se séparer de cette dynastie sans pour cela cesser d'exister. Le vieux principe, qui ne tient compte que du droit des princes, ne saurait plus être maintenu ; outre le droit dynastique, il y a le droit national. Ce droit national, sur quel critérium le fonder ? à quel signe le reconnaître ? de quel fait tangible le faire dériver ?

I. — De la race, disent plusieurs avec assurance. Les divisions artificielles, résultant de la féodalité, des mariages princiers, des congrès de diplomates, sont caduques. Ce qui [p. 180] reste ferme et fixe, c'est la race des populations. Voilà ce qui constitue un droit, une légitimité. La famille germanique, par exemple, selon la théorie que j'expose, a le droit de reprendre les membres épars du germanisme, même quand ces membres ne demandent pas à se rejoindre. Le droit du germanisme sur telle province est plus fort que le droit des habitants de cette province sur eux-mêmes. On crée ainsi une sorte de droit primordial analogue à celui des rois de droit divin ; au principe des nations on substitue celui de l'ethnographie. C'est là une très grande erreur, qui, si elle devenait dominante, perdrait la civilisation européenne. Autant le principe des nations est juste et légitime, autant celui du droit primordial des races est étroit et plein de danger pour le véritable progrès.

Dans la tribu et la cité antiques, le fait de la race avait, nous le reconnaissons, une importance de premier ordre. La tribu et la cité antiques n'étaient qu'une extension de la famille. À Sparte, à Athènes, tous les citoyens étaient parents à des degrés plus ou moins rapprochés. Il en était de même chez les Beni-Israël ; il en est encore ainsi dans les tribus arabes. D'Athènes, de Sparte, de la tribu israélite, transportons-nous dans l'empire romain. La situation est tout autre. Formée d'abord par la violence, puis maintenue par [p. 181] l'intérêt, cette grande agglomération de villes, de provinces absolument différentes, porte à l'idée de race le coup le plus grave. Le christianisme, avec son caractère universel et absolu, travaille plus efficacement encore dans le même sens. Il contracte avec l'empire romain une alliance intime, et, par l'effet de ces deux incomparables agents d'unification, la raison ethnographique est écartée du gouvernement des choses humaines pour des siècles.

L'invasion des barbares fut, malgré les apparences, un pas de plus dans cette voie. Les découpages de royaumes barbares n'ont rien d'ethnographique ; elles sont réglées par la force ou le caprice des envahisseurs. La race des populations qu'ils subordonnaient était pour eux la chose la plus indifférente. Charlemagne refit à sa manière ce que Rome avait déjà fait : un empire unique composé des races les plus diverses ; les auteurs du traité de Verdun, en traçant imperturbablement leurs deux grandes lignes du nord au sud, n'eurent pas le moindre souci de la race des gens qui se trouvaient à droite ou à gauche. Les

mouvements de frontière qui s'opérèrent dans la suite du moyen âge furent aussi en dehors de toute tendance ethnographique. Si la politique suivie de la maison capétienne est arrivée à grouper à peu près, sous le nom de France, les territoires de l'ancienne Gaule, ce n'est pas [p. 182] là un effet de la tendance qu'auraient eue ces pays à se rejoindre à leurs congénères. Le Dauphiné, la Bresse, la Provence, la Franche-Comté, ne se souvenaient plus d'une origine commune. Toute conscience gauloise avait péri dès le II^e siècle de notre ère, et ce n'est que par une vue d'érudition que, de nos jours, on a retrouvé rétrospectivement l'individualité du caractère gaulois.

La considération ethnographique n'a donc été pour rien dans la constitution des nations modernes. La France est celtique, ibérique, germanique. L'Allemagne est germanique, celtique et slave. L'Italie est le pays où l'ethnographie est le plus embarrassée. Gaulois, Étrusques, Pélasges, Grecs, sans parler de bien d'autres éléments, s'y croisent dans un indéchiffable mélange. Les îles Britanniques, dans leur ensemble, offrent un mélange de sang celtique et germain dont les proportions sont singulièrement difficiles à définir.

La vérité est qu'il n'y a pas de race pure et que faire reposer la politique sur l'analyse ethnographique, c'est la faire porter sur une chimère. Les plus nobles pays, l'Angleterre, la France, l'Italie, sont ceux où le sang est le plus mêlé. L'Allemagne fait-elle à cet égard une exception ? Est-elle un pays germanique pur ? Quelle illusion ! Tout le sud a été gaulois. Tout l'est, à partir de l'Elbe, est slave. Et [p. 183] les parties que l'on prétend réellement pures le sont-elles en effet ? Nous touchons ici à un des problèmes sur lesquels il importe le plus de se faire des idées claires et de prévenir les malentendus.

Les discussions sur les races sont interminables, parce que le mot race est pris par les historiens philologues et par les anthropologistes physiologistes dans deux sens tout à fait différents. ¹ Pour les anthropologistes, la race a le même sens qu'en zoologie ; elle indique une descendance réelle, une parenté par le sang. Or l'étude des langues et de l'histoire ne conduit pas aux mêmes divisions que la physiologie. Les mots de brachycéphales, de dolichocéphales n'ont pas de place en histoire ni en philologie. Dans le groupe humain qui créa les langues et la discipline aryennes, il y avait déjà des brachycéphales et des dolichocéphales. Il en faut dire autant du groupe primitif qui créa les langues et l'institution dites sémitiques. En d'autres termes, les origines zoologiques de l'humanité sont énormément antérieures aux origines de la culture, de la civilisation, du langage. Les groupes aryen primitif, sémitique primitif, touranien primitif n'avaient aucune unité physiologique. Ces [p. 184] groupements sont des faits historiques qui ont eu lieu à une certaine époque, mettons il y a quinze ou vingt mille ans, tandis que l'origine zoologique de l'humanité se perd dans des ténèbres incalculables. Ce qu'on appelle philologiquement et historiquement la race germanique est sûrement une famille bien distincte dans l'espèce humaine. Mais est-ce là une famille au

¹ Ce point a été développé dans une conférence dont on peut lire l'analyse dans le bulletin de l'Association scientifique de France, 10 mars 1878.

sens anthropologique ? Non, assurément. L'apparition de l'individualité germanique dans l'histoire ne se fait que très peu de siècles avant Jésus-Christ. Apparemment les Germains ne sont pas sortis de terre à cette époque. Avant cela, fondus avec les Slaves dans la grande masse indistincte des Scythes, ils n'avaient pas leur individualité à part. Un Anglais est bien un type dans l'ensemble de l'humanité. Or le type de ce qu'on appelle très improprement la race anglo-saxonne,¹ n'est ni le Breton du temps de César, ni l'Anglo-Saxon de Hengist, ni le Danois de Knut, ni le Normand de Guillaume le Conquérant ; c'est la résultante de tout cela. Le Français n'est ni un Gaulois, ni un Franc, ni un Burgonde. Il est ce qui est sorti de la [p. 185] grande chaudière ou, sous la présidence du roi de France, ont fermenté ensemble les éléments les plus divers. Un habitant de Jersey ou de Guernesey ne diffère en rien, pour les origines, de la population normande de la côte voisine. Au XI^e siècle, l'œil le plus pénétrant n'eût pas saisi des deux côtés du canal la plus légère différence. D'insignifiantes circonstances font que Philippe-Auguste ne prend pas ces îles avec le reste de la Normandie. Séparées les unes des autres depuis près de sept cents ans, les deux populations sont devenues non seulement étrangères les unes aux autres, mais tout à fait dissemblables. La race, comme nous l'entendons, nous autres historiens, est donc quelque chose qui se fait et se défait. L'étude de la race est capitale pour le savant qui s'occupe de l'histoire de l'humanité. Elle n'a pas d'application en politique. La conscience instinctive qui a présidé à la confection de la carte d'Europe n'a tenu aucun compte de la race, et les premières nations de l'Europe sont des nations de sang essentiellement mélangé.

Le fait de la race, capital à l'origine, va donc toujours perdant de son importance. L'histoire humaine diffère essentiellement de la zoologie. La race n'y est pas tout, comme chez les rongeurs ou les félins, et on n'a pas le droit d'aller par le monde tâter le crâne des [p. 186] gens, puis les prendre à la gorge en leur disant : « Tu es de notre sang ; tu nous appartiens ! » En dehors des caractères anthropologiques, il y a la raison, la justice, le vrai, le beau, qui sont les mêmes pour tous. Tenez, cette politique ethnographique n'est pas sûre. Vous l'exploitez aujourd'hui contre les autres ; puis vous la voyez se tourner contre vous-mêmes. Est-il certain que les Allemands, qui ont élevé si haut le drapeau de l'ethnographie, ne verront pas les Slaves venir analyser, à leur tour, les noms des villages de la Saxe et de la Lusace, rechercher les traces des Wiltzes ou des Obotrites, et demander compte des massacres et des ventes en masse que les Othons firent de leurs aïeux ? Pour tous il est bon de savoir oublier.

J'aime beaucoup l'ethnographie ; c'est une science d'un rare intérêt ; mais, comme je la veux libre, je la veux sans application politique. En ethnographie, comme dans toutes les études, les systèmes changent ; c'est la condition du

¹ Les éléments germaniques ne sont pas beaucoup plus considérables dans le Royaume-Uni qu'ils ne l'étaient dans la France, à l'époque où elle possédait l'Alsace et Metz. La langue germanique a dominé dans les îles Britanniques, uniquement parce que le latin n'y avait pas entièrement remplacé les idiomes celtiques, ainsi que cela eut lieu dans les Gaules.

progrès. Les nations changeraient donc aussi avec les systèmes ? Les limites des États suivraient les fluctuations de la science. Le patriotisme dépendrait d'une dissertation plus ou moins paradoxale. On viendrait dire au patriote : « Vous vous trompiez ; vous versiez votre sang pour telle ou telle cause ; vous croyiez être Celte ; non, vous êtes Ger-[p. 187] main. » Puis, dix ans après, on viendra vous dire que vous êtes Slave. Pour ne pas fausser la science, dispensons-la de donner un avis dans ces problèmes, où sont engagés tant d'intérêts. Soyez sûrs que, si on la charge de fournir des éléments à la diplomatie, on la surprendra bien des fois en flagrant délit de complaisance. Elle a mieux à faire : demandons-lui tout simplement la vérité.

II. — Ce que nous venons de dire de la race, il faut le dire de la langue. La langue invite à se réunir ; elle n'y force pas. Les États-Unis et l'Angleterre, l'Amérique espagnole et l'Espagne parlent la même langue et ne forment pas une seule nation. Au contraire, la Suisse, si bien faite, puisqu'elle a été faite par l'assentiment de ses différentes parties, compte trois ou quatre langues. Il y a dans l'homme quelque chose de supérieur à la langue : c'est la volonté. La volonté de la Suisse d'être unie, malgré la variété de ces idiomes, est un fait bien plus important qu'une similitude de langage souvent obtenue par des vexations.

Un fait honorable pour la France, c'est qu'elle n'a jamais cherché à obtenir l'unité de la langue par des mesures de coercition. Ne peut-on pas avoir les mêmes sentiments et les mêmes pensées, aimer les mêmes choses en des langages différents ? Nous parlions tout à [p. 188] l'heure de l'inconvénient qu'il y aurait à faire dépendre la politique internationale de l'ethnographie. Il n'y en aurait pas moins à la faire dépendre de la philologie comparée. Laissons à ces intéressantes études l'entière liberté de leurs discussions ; ne les mêlons pas à ce qui en altérerait la sérénité. L'importance politique qu'on attache aux langues vient de ce qu'on les regarde comme des signes de race. Rien de plus faux. La Prusse, où l'on ne parle plus qu'allemand, parlait slave il y a quelques siècles ; le pays de Galles parle anglais ; la Gaule et l'Espagne parlent l'idiome primitif d'Albe la Longue ; l'Égypte parle arabe ; les exemples sont innombrables. Même aux origines, la similitude de langue n'entraînait pas la similitude de race. Prenons la tribu proto-aryenne ou proto-sémitique ; il s'y trouvait des esclaves, qui parlaient la même langue que leurs maîtres ; or l'esclave était alors bien souvent d'une race différente de celle de son maître. Répétons-le : ces divisions de langues indo-européennes, sémitiques et autres, créées avec une si admirable sagacité par la philologie comparée, ne coïncident pas avec les divisions de l'anthropologie. Les langues sont des formations historiques, qui indiquent peu de choses sur le sang de ceux qui les parlent, et qui, en tout cas, ne sauraient enchaîner la liberté humaine, quand il s'agit de déterminer [p. 189] la famille avec laquelle on s'unit pour la vie et pour la mort.

Cette considération exclusive de la langue a, comme l'attention trop forte donnée à la race, ses dangers, ses inconvénients. Quand on y met de l'exagération, on se renferme dans une culture déterminée, tenue pour nationale ; on se limite, on se claquemure. On quitte le grand air qu'on respire dans le vaste champ de

l'humanité pour s'enfermer dans des conventicules de compatriotes. Rien de plus mauvais pour l'esprit ; rien de plus fâcheux pour la civilisation. N'abandonnons pas ce principe fondamental, que l'homme est un être raisonnable et moral, avant d'être parqué dans telle ou telle langue, avant d'être un membre de telle ou telle race, un adhérent de telle ou telle culture. Avant la culture française, la culture allemande, la culture italienne, il y a la culture humaine. Voyez les grands hommes de la Renaissance : ils n'étaient ni Français, ni Italiens, ni Allemands. Ils avaient retrouvé, par leur commerce avec l'antiquité, le secret de l'éducation véritable de l'esprit humain, et ils s'y dévouaient corps et âme. Comme ils firent bien !

III. — La religion ne saurait non plus offrir une base suffisante à l'établissement d'une nationalité moderne. À l'origine, la religion tenait à l'existence même du groupe social. [p. 190] Le groupe social était une extension de la famille. La religion, les rites étaient des rites de famille. La religion d'Athènes, c'était le culte d'Athènes même, de ses fondateurs mythiques, de ses lois, de ses usages. Elle n'impliquait aucune théologie dogmatique. Cette religion était, dans toute la force du terme, une religion d'État. On n'était pas Athénien si on refusait de la pratiquer. C'était au fond le culte de l'Acropole personnifiée. Jurer sur l'autel d'Aglaure,¹ c'était prêter le serment de mourir pour la patrie. Cette religion était l'équivalent de ce qu'est chez nous l'acte de tirer au sort, ou le culte du drapeau. Refuser de participer à un tel culte était comme serait dans nos sociétés modernes refuser le service militaire. C'était déclarer qu'on n'était pas Athénien. D'un autre côté, il est clair qu'un tel culte n'avait pas de sens pour celui qui n'était pas d'Athènes ; aussi n'exerçait-on aucun prosélytisme pour forcer des étrangers à l'accepter ; les esclaves d'Athènes ne le pratiquaient pas. Il en fut de même dans quelques petites républiques du moyen âge. On n'était pas bon Vénitien si l'on ne jurait point par saint Marc ; on n'était pas bon Amalfitain si l'on ne mettait pas saint André au-dessus de tous les autres saints du paradis. Dans ces [p. 191] petites sociétés, ce qui a été plus tard persécution, tyrannie, était légitime et tirait aussi peu à conséquence que le fait chez nous de souhaiter la fête au père de famille et de lui adresser des vœux au premier jour de l'an.

Ce qui était vrai à Sparte, à Athènes, ne l'était déjà plus dans les royaumes sortis de la conquête d'Alexandre, ne l'était surtout plus dans l'empire romain. Les persécutions d'Antiochus Épiphane pour amener l'Orient au culte de Jupiter Olympien, celles de l'empire romain pour maintenir une prétendue religion d'État furent une faute, un crime, une véritable absurdité. De nos jours, la situation est parfaitement claire. Il n'y a plus de masses croyant d'une manière uniforme. Chacun croit et pratique à sa guise, ce qu'il peut, comme il veut. Il n'y a plus de religion d'État ; on peut être Français, Anglais, Allemand, en étant catholique, protestant, israélite, en ne pratiquant aucun culte. La religion est devenue chose individuelle ; elle regarde la conscience de chacun. La division des nations en catholiques, protestantes, n'existe plus. La religion, qui, il y a cinquante-deux ans,

¹ Agiaure, c'est l'Acropole elle-même, qui s'est dévouée pour sauver la patrie.

était un élément si considérable dans la formation de la Belgique, garde toute son importance dans le for intérieur de chacun ; mais elle est sortie presque entièrement des raisons qui tracent les limites des peuples.

[p. 192] IV. — La communauté des intérêts est assurément un lien puissant entre les hommes. Les intérêts, cependant, suffisent-ils à faire une nation ? Je ne le crois pas. La communauté des intérêts fait les traités de commerce. Il y a dans la nationalité un côté de sentiment ; elle est âme et corps tout à la fois ; un *Zollverein* n'est pas une patrie.

V. — La géographie, ce qu'on appelle les frontières naturelles, a certainement une part considérable dans la division des nations. La géographie est un des facteurs essentiels de l'histoire. Les rivières ont conduit les races ; les montagnes les ont arrêtés. Les premières ont favorisé, les secondes ont limité les mouvements historiques. Peut-on dire cependant, comme le croient certains partis, que les limites d'une nation sont écrites sur la carte et que cette nation a le droit de s'adjuger ce qui est nécessaire pour arrondir certains contours, pour atteindre telle montagne, telle rivière, à laquelle on prête une sorte de faculté limitante *a priori* ? Je ne connais pas de doctrine plus arbitraire ni plus funeste. Avec cela, on justifie toute les violences. Et, d'abord, sont-ce les montagnes ou bien sont-ce les rivières qui forment ces prétendues frontières naturelles ? Il est incontestable que les montagnes séparent ; mais les fleuves réunissent plutôt. Et puis toutes les montagnes ne [p. 193] sauraient découper des États. Quelles sont celles qui séparent et celles qui ne séparent pas ? De Biarritz à Tornea, il n'y a pas une embouchure de fleuve qui ait plus qu'une autre un caractère bornal. Si l'histoire l'avait voulu, la Loire, la Seine, la Meuse, l'Elbe, l'Oder auraient, autant que le Rhin, ce caractère de frontière naturelle qui a fait commettre tant d'infractions au droit fondamental, qui est la volonté des hommes. On parle de raisons stratégiques. Rien n'est absolu ; il est clair que bien des concessions doivent être faites à la nécessité. Mais il ne faut pas que ces concessions aillent trop loin. Autrement, tout le monde réclamera ses convenances militaires, et ce sera la guerre sans fin. Non, ce n'est pas la terre plus que la race qui fait une nation. La terre fournit le *substratum*, le champ de la lutte et du travail ; l'homme fournit l'âme. L'homme est tout dans la formation de cette chose sacrée qu'on appelle un peuple. Rien de matériel n'y suffit. Une nation est un principe spirituel, résultant des complications profondes de l'histoire, une famille spirituelle, non un groupe déterminé par la configuration du sol.

Nous venons de voir ce qui ne suffit pas à créer un tel principe spirituel : la race, la langue, les intérêts, l'affinité religieuse, la géographie, les nécessités militaires. Que [p. 194] faut-il donc en plus ? Par suite de ce qui a été dit antérieurement, je n'aurai pas désormais à retenir bien longtemps votre attention.

III

Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. L'homme, Messieurs, ne s'improvise pas. La nation, comme l'individu, est l'aboutissant d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements. Le culte des ancêtres est de tous le plus légitime ; les ancêtres nous ont faits ce que nous sommes. Un passé héroïque, des grands hommes, de la gloire (j'entends de la véritable), voilà le capital social sur lequel on assied une idée nationale. Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent ; avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour être un peuple. On aime en proportion des sacrifices qu'on a consentis, des maux qu'on a soufferts. [p. 195] On aime la maison qu'on a bâtie et qu'on transmet. Le chant spartiate : « Nous sommes ce que vous fûtes ; nous serons ce que vous êtes », est dans sa simplicité l'hymne abrégé de toute patrie.

Dans le passé, un héritage de gloire et de regrets à partager, dans l'avenir un même programme à réaliser ; avoir souffert, joui, espéré ensemble, voilà ce qui vaut mieux que des douanes communes et des frontières conformes aux idées stratégiques ; voilà ce que l'on comprend malgré les diversités de race et de langue. Je disais tout à l'heure : « avoir souffert ensemble » ; oui, la souffrance en commun unit plus que la joie. En fait de souvenirs nationaux, les deuils valent mieux que les triomphes ; car ils imposent des devoirs, ils commandent l'effort en commun.

Une nation est donc une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L'existence d'une nation est (pardonnez-moi cette métaphore) un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de vie. Oh ! je le sais, cela est moins métaphysique que le droit divin, moins [p. 196] brutal que le droit prétendu historique. Dans l'ordre d'idées que je vous soumets, une nation n'a pas plus qu'un roi le droit de dire à une province : « Tu m'appartiens, je te prends. » Une province, pour nous, ce sont ses habitants ; si quelqu'un en cette affaire a droit d'être consulté, c'est l'habitant. Une nation n'a jamais un véritable intérêt à s'annexer ou à retenir un pays malgré lui. Le vœu des nations est, en définitive, le seul *criterium* légitime, celui auquel il faut toujours en revenir.

Nous avons chassé de la politique les abstractions métaphysiques et théologiques. Que reste-t-il, après cela ? Il reste l'homme, ses désirs, ses besoins. La sécession, me direz-vous, et, à la longue, l'émiettement des nations, sont la conséquence d'un système qui met ces vieux organismes à la merci de volontés souvent peu éclairées. Il est clair qu'en pareille matière aucun principe ne doit être poussé à l'excès. Les vérités de cet ordre ne sont applicables que dans leur ensemble et d'une façon très générale. Les volontés humaines changent ; mais qu'est-ce qui ne change pas ici-bas ? Les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront. La confédération européenne, probablement, les remplacera. Mais telle n'est pas la loi du siècle où nous vivons. À l'heure présente, l'existence des nations est bonne, nécessaire même. Leur [p. 197] existence est la garantie de la liberté, qui serait perdue si le monde n'avait qu'une loi et qu'un maître.

Par leurs facultés diverses, souvent opposées, les nations servent à l'œuvre commune de la civilisation ; toutes apportent une note à ce grand concert de l'humanité, qui, en somme, est la plus haute réalité idéale que nous atteignons. Isolées, elles ont leurs parties faibles. Je me dis souvent qu'un individu qui aurait les défauts tenus chez les nations pour des qualités, qui se nourrirait de vaine gloire ; qui serait à ce point jaloux, égoïste, querelleur ; qui ne pourrait rien supporter sans dégainer, serait le plus insupportable des hommes. Mais toutes ces dissonances de détail disparaissent dans l'ensemble. Pauvre humanité ! que tu as souffert, que d'épreuves t'attendent encore ! Puisse l'esprit de sagesse te guider pour te préserver des innombrables dangers dont ta route est semée !

Je me résume, Messieurs. L'homme n'est esclave ni de sa race, ni de sa langue, ni de sa religion, ni du cours des fleuves, ni de la direction des chaînes de montagnes. Une grande agrégation d'hommes, saine d'esprit et chaude de cœur, crée une conscience morale qui s'appelle une nation. Tant que cette conscience morale prouve sa force par les sacrifices qu'exige l'abdication de l'individu au profit [p. 198] d'une communauté, elle est légitime, elle a le droit d'exister. Si des doutes s'élèvent sur ses frontières, consultez les populations disputées. Elles ont bien le droit d'avoir un avis dans la question. Voilà qui fera sourire les transcendants de la politique, ces infailibles qui passent leur vie à se tromper et qui, du haut de leurs principes supérieurs, prennent en pitié notre terre-à-terre. « Consulter les populations, fi donc ! quelle naïveté ! Voilà bien ces chétives idées françaises qui prétendent remplacer la diplomatie et la guerre par des moyens d'une simplicité enfantine ! » — Attendons, Messieurs ; laissons passer le règne des transcendants ; sachons subir le dédain des forts. Peut-être, après bien des tâtonnements infructueux, reviendra-t-on à nos modestes solutions empiriques. Le moyen d'avoir raison dans l'avenir est, à certaines heures, de savoir se résigner à être démodé.

[p. 199]

COMMENTAIRE
DE
« QU'EST-CE
QU'UNE NATION ? »

8 mai 1887

[Retour à la table des matières](#)

[p. 201]

Le morceau de ce volume auquel j'attache le plus d'importance et sur lequel je me permets d'appeler l'attention du lecteur, est la conférence : « *Qu'est-ce qu'une nation ?* » J'en ai pesé chaque mot avec le plus grand soin ; c'est ma profession de foi en ce qui touche les choses humaines, et, quand la civilisation moderne aura sombré par suite de l'équivoque funeste de ces mots : nation, nationalité, race, je désire qu'on se souvienne de ces vingt pages-là. Je les crois tout à fait correctes. On va aux guerres d'extermination parce qu'on abandonne le principe salutaire de l'adhésion libre, parce qu'on accorde aux nations, comme on accordait autrefois aux dynasties, le droit de s'annexer des provinces malgré elles. Des politiques transcendants se raillent de notre principe français, que, pour disposer des populations, il faut préalablement avoir leur avis. Laissons-les triompher à leur aise. C'est nous qui avons raison. Ces façons de prendre les gens à la gorge et de leur dire : « Tu parles la même langue que nous, donc tu nous appartiens, » ces façons-là sont mauvaises ; la pauvre humanité, qu'on traite un peu trop [p. 202] comme un troupeau de moutons, finira par s'en lasser.

L'homme n'appartient ni à sa langue ni à sa race : il n'appartient qu'à lui-même, car c'est un être libre, c'est un être moral. On n'admet plus qu'il soit permis de persécuter les gens pour leur faire changer de religion ; les persécuter pour leur faire changer de langue ou de patrie nous paraît tout aussi mal. Nous pensons qu'on peut sentir noblement dans toutes les langues et, en parlant des idiomes divers, poursuivre le même idéal. Au-dessus de la langue, de la race, des frontières naturelles, de la géographie, nous plaçons le consentement des populations, quels que soient leur langue, leur race, leur culte. La Suisse est peut-être la nation de l'Europe la plus légitimement composée. Or elle compte dans son sein trois ou quatre langues, deux ou trois religions et Dieu sait combien de races. Une nation, c'est pour nous une âme, un esprit, une famille spirituelle, résultant, dans le passé, de souvenirs, de sacrifices, de gloires, souvent de deuils et de regrets communs ; dans le présent, du désir de continuer à vivre ensemble. Ce qui constitue une nation, ce n'est pas de parler la même langue ou d'appartenir au même groupe ethnographique, c'est d'avoir fait ensemble de grandes choses dans le passé et de vouloir en faire encore dans l'avenir.

[p. 203] Le droit des populations à décider de leur sort est la seule solution aux difficultés de l'heure présente que peuvent rêver les sages ; c'est dire qu'elle n'a aucune chance d'être adoptée. Les grands hommes qui, en ce moment, gouvernent les affaires des peuples (avec quel succès ? l'avenir le dira) n'ont pour de telles naïvetés que le dédain. Mais il y a une raison, je l'avoue, qui m'a rendu insensible au dédain des politiques sûrs d'eux-mêmes. Depuis que j'ai pu observer les choses

humaines, j'ai vu huit ou dix écoles d'hommes d'État qui se sont crues en possession de la sagesse et ont traité ceux qui doutaient d'elles avec la dernière ironie. Une ironie supérieure, celle du sort, a donné successivement de cruels démentis à ces infailibles d'un jour. Et cela n'a pas rendu les autres modestes !... Ah ! quel profond penseur était ce juif du VI^e siècle avant Jésus-Christ, qui, à la vue des écroulements d'empires de son temps, s'écriait : « Et voilà comme les nations se fatiguent pour le néant, s'exténuent au profit du feu ! » (*Jérémie*, LI, 58).

[p. 205]

LA VIE ET L'OEUVRE D'ERNEST RENAN

par

ANATOLE FRANCE

*Discours prononcé
à l'inauguration de la statue
d'Ernest Renan
à Tréguier
le 13 septembre 1903*

[Retour à la table des matières](#)

[p. 207]

Mesdames et Messieurs,

Renan avait l'esprit fait pour sentir très vite la difficulté de croire. Tout jeune, au séminaire, il esquissa dans son esprit une philosophie des sciences. Il n'avait pas entendu parler de Lamarck, ni de Geoffroy Saint-Hilaire. Darwin n'avait pas encore publié son livre sur *L'Origine des espèces*. Écartant, comme enfantine et fabuleuse, l'idée de la création telle qu'elle est exposée dans les vieilles cosmogonies, sans initiateur et sans guide, il conçut une théorie de transformisme universel, une doctrine de la perpétuelle évolution des êtres et des métamorphoses de la nature. Ses croyances fondamentales étaient dès lors établies. En réalité, Renan, dans le cours de sa vie, changea peu. Ceux qui le croyaient flottant et mobile n'avaient pas pris la peine d'observer son monde de pensées. Il ressemblait à sa terre natale, les nuées y couraient dans un ciel agité, mais le sol en était de granit, et des chênes y plongeaient leurs racines. À vingt-six ans, après cette révolution de février, source pour lui de grandes espérances, de grandes illusions, il exposa toute sa philosophie dans ce livre de *L'Avenir de la Science* que, plus [p. 208] tard, il appelait son vieux Pourânas, entendant par là que c'était le recueil de ses jeunes et chères croyances, les premières incarnations de ses dieux bons. À cela près que le livre est un peu plus optimiste que de raison et n'a pas cette douceur de la maturité, on y trouve Renan tout entier, Renan dévoué à la science, attendant le règne de la science et le salut du monde par la science.

Ses premières contributions à la linguistique et à la critique furent un *Essai sur l'origine du langage*, une étude sur *Averroès et la philosophie arabe au moyen âge* et *L'Histoire générale des langues sémitiques* dont l'esquisse date de 1847. Messieurs, je n'étalerai pas devant vous les titres des nombreux ouvrages de Renan comme les enseignes et les tablettes d'un cortège triomphal. Si je rappelle ses œuvres de jeunesse, c'est pour montrer qu'à vingt-cinq ans il est en pleine possession de sa méthode et de sa philosophie. L'histoire est pour lui la science unique des choses mouvantes ; et toutes les choses, à ses yeux, se meuvent et se transforment. « Les langues, » dit-il, « étant le produit immédiat de la conscience humaine et se modifiant sans cesse avec elle, la vraie théorie des langues n'est, en un sens, que leur histoire », et il dit ailleurs : « La science des littératures et des philosophies, c'est l'histoire des littératures et des philoso-[p. 209] phies ; la science de l'esprit humain, c'est l'histoire de l'esprit humain. » Dès ses débuts, il est détaché de tout dogmatisme scientifique.

Vous savez, Messieurs, comment ses études de linguistique et d'histoire l'amenèrent à rechercher les origines du christianisme. Il entreprit cette grande

tâche avec la sérénité du savant. Il se disait : « Les religions sont des faits, elles doivent être discutées comme des faits et soumises aux lois de la critique historique. » Toutes les qualités nécessaires pour écrire l'histoire religieuse, il les réunissait : une science vaste et profonde, une philosophie bienveillante, le culte de la vérité, cette connaissance des hommes que le savoir ne donne guère et qui avait chez lui la sûreté d'un instinct, le respect des illusions consolantes, une disposition naturelle à comprendre, à aimer les erreurs et les faiblesses des simples.

De plus, il avait gardé de sa première éducation une très haute idée de la valeur morale du christianisme. La disposition favorable de son esprit paraît dès l'examen des sources. Avec quelles précautions il manie ces documents fragiles et comme on voit qu'il veut en sauver pour l'histoire autant et plus même qu'il n'est possible !

Dans ces textes où Strauss ne voyait que des mythes, Renan, avec autant de bon vouloir que de sincérité, s'efforça de déchiffrer une histoire [p. 210] vraie. Il fit mieux : il en tira des récits animés et des tableaux d'une fraîcheur délicieuse. Il traça du Nazaréen une image charmante et fit flotter autour d'elle le parfum qui lui restait d'une croyance desséchée.

Tout le ravissait dans l'idylle galiléenne, même l'esprit communiste, qu'ailleurs il goûtait peu. Il sut peindre avec suavité les saintes femmes, les bateliers, les publicains, les pauvres gens qui suivaient le Maître. Il eut des trésors de tendresse pour les premiers hommes apostoliques.

La critique voltairienne faisait une grande part à la fraude dans la fondation des religions. Les philosophes du XVIII^e siècle, trop disposés à croire que l'homme est partout et toujours le même, se figuraient volontiers la fraude aux illusions d'un cerveau malade, et pieux. Renan, qui avait voyagé en Syrie, concevait que ces juifs enthousiastes et tendres eussent vécu dans un mirage perpétuel. Sans doute, la thaumaturgie, la glossolalie, tout le merveilleux de la primitive Église, qui paraissait si ridicule à un lettré comme Lucien, ne lui plaisait guère. Il laisse percer le malaise qu'il en éprouve. Il ne s'arrête à ces pratiques affligeantes qu'autant que sa probité d'historien l'y oblige ; et, s'il en tient quelque compte dans ses jugements sur les mœurs d'une [p. 211] société, il n'en fait, ce semble, un grief à nul homme isolément.

Messieurs, il y a peu de temps, j'ai eu le rare plaisir de causer avec un prince oriental d'une belle intelligence, qui a vécu sa jeunesse dans une contrée où la puissance créatrice de l'esprit religieux n'est pas épuisée et qui produit encore des prophètes, des apôtres et des martyrs.

Il me demandait, avec une surprise à peine feinte et un orgueil asiatique, comment il se faisait que l'Occident n'eût point de prophètes, lorsque d'Orient il s'en levait sans cesse des milliers.

« Aujourd'hui, comme autrefois », me disait-il, « par tout l'Islam on trouve des prophètes, au bazar, dans la boutique du barbier, au coin de la rue où hurlent

les chiens errants. Et les Européens n'en découvrent pas un seul, alors qu'ils en auraient le plus besoin. Voyez les Français, par exemple. Quel avantage il y aurait pour eux à ce que M. Combes fût prophète ! »

Nous parlâmes des dieux morts et des dieux vivants. J'écoutai avec une attention singulière cet Oriental qui sait comment se font les religions, qui en a vu faire, qui peut-être en a fait une. Il ne me confia pas sans doute toute sa pensée, mais j'appris de lui qu'il faut trois choses pour faire une religion : d'abord une [p. 212] idée générale d'une extrême simplicité, une idée sociale ; en second lieu, une liturgie ancienne, depuis longtemps en usage, dans laquelle on introduit cette idée. Car il est à noter qu'un culte naissant emprunte toujours son mobilier sacré au culte régnant et que les nouvelles religions ne sont guère que des hérésies ; troisièmement (et j'obtins cet aveu sans trop de difficultés), il y faut un tour de main, il y faut cet art des prestiges qu'on appelle dans votre vieille Europe la physique amusante. Et je ne sais, après avoir entendu ce prince intelligent et religieux, si parfois la nouvelle école n'a pas noyé trop complaisamment le miracle dans le demi-jour de la pathologie nerveuse, s'il ne faut pas admettre de temps en temps l'hypothèse de la fraude consciente, s'il n'y aurait pas lieu, enfin, sur ce point, comme sur plusieurs autres, de concilier Voltaire avec Renan.

La « *Vie de Jésus* » parut le 24 juin 1863. Elle déchaîna sur la tête de son auteur une effroyable tempête d'invectives et d'injures. Toute l'Église tonna. Il avait prévu l'orage : il n'avait cherché ni à l'attirer ni à le détourner. Il se faisait une obligation de dire tout ce qu'il croyait être la vérité. Sa maxime invariable était « qu'il n'est pas permis au savant de s'occuper des conséquences qui peuvent sortir de ses recherches. »

[p. 213] Fière revendication des droits de la science, juste sentiment du devoir intellectuel ! Combien nous en avons vu, de philosophes et de savants, faute de suivre cette règle, devenir complices de l'erreur et du mensonge, du préjugé barbare, trahir la vérité : « Je voudrais parler, » disait l'un, « mais je ne puis, ce serait ébranler les fondements des sociétés humaines et creuser un abîme. » Et l'autre déclarait avec l'énergie de la faiblesse que, connût-il le secret de l'univers, il n'en révélerait rien, de peur d'inquiéter dans sa conscience un berger sur la montagne, un matelot sur la mer. Nous avons vu mieux encore, nous avons vu des hommes graves, affranchis de toutes croyances, des athées, professer un sombre catholicisme pour le salut de nos institutions.

Renan, sans entendre les menaces des superbes et les plaintes des humbles, accomplit sa tâche. Dans un des plus beaux et des plus grands livres qu'on ait jamais écrits, monument de la probité la plus sévère et du plus vaste génie, il mit au jour de l'histoire les origines obscures du Christianisme. Il fit voir la première Église de Jésus persécutée par l'orthodoxie de Jérusalem, les missions de Saint Paul, qui n'eurent d'effet que sur quelques petites associations juives établies dans le monde hellénique ; l'entrée inaperçue du christianisme à Rome, où il eut bientôt la [p. 214] fortune incomparable de souffrir par Néron, de trouver en Néron l'ennemi de Jésus, l'Antéchrist, de paraître d'un coup et pour les siècles le bien

opposé au mal ; puis la destruction de Jérusalem qui périt en donnant à l'univers un Dieu qu'elle reniait et qui, par sa mort, délivra l'Église d'une mère ennemie. Il montra ensuite la seconde génération chrétienne fixant la légende et substituant à la communauté primitive la hiérarchie sacerdotale. Il conduisit son histoire jusqu'aux temps où l'Église eut ses livres sacrés, le germe de ses dogmes, les premières formes de sa liturgie, et il la termina à la mort de Marc-Aurèle, qui fut la mort du monde antique.

Ce livre nous découvre dans l'humilité même du Christianisme la cause de son triomphe. Rome étend sa puissance bienfaisante sur tout le monde connu. Plus grande dans la paix que dans la guerre, elle administre les provinces avec une souveraine sagesse. Elle maintient la sûreté des mers et des routes, la tranquillité des campagnes, la police des villes. Elle élève partout des aqueducs, des thermes, des théâtres. Elle respecte, sur toute l'étendue de l'empire, les coutumes des peuples et leurs religions. Douée d'un admirable esprit politique, elle identifie les dieux des Grecs et des barbares avec ses propres dieux. Elle vénère dans les cités grecques les images et les sym-[p. 215] boles de la liberté. Les peuples reconnaissants élèvent des temples à Rome tutélaire. Mais des millions d'esclaves et de misérables échappent à ses bienfaits. Elle ne les connaît pas. Victorieuse et pacificatrice, fière de ses orateurs et de ses légions, elle dédaigne les artisans et toutes ces petites gens qui s'occupent de produire ou de transporter les choses nécessaires à la vie. Elle méprise le travail manuel et considère tout trafic comme indigne d'un citoyen. Elle se fait servir par des armées d'esclaves auxquels, dans sa cruelle prudence, elle n'enseigne que la terreur des supplices. Elle voit sans crainte la misère orientale ronger comme une lèpre les berges du Tibre. Là, les Juifs, issus des prisonniers de Pompée et une foule sans cesse accrue de Syriens, de Chaldéens, d'Égyptiens vivent des métiers les plus vils, déchargent les chalands, échangent des allumettes contre des verres cassés, vendent des loques et des rogatons ; leurs femmes vont dire la bonne aventure dans les maisons des riches ; leurs enfants mendient, pieds nus, dans les bosquets d'Égérie. Rome châtiée avec une sévérité impitoyable et distraite leurs émeutes et leurs turbulences. Sa police apaise à coups de bâton leurs querelles au sujet d'un certain Chrestus, puis cette Rome, providence de l'univers, les laisse dédaigneusement croupir dans la misère et l'infamie. Elle n'es-[p. 216] saye pas d'adoucir leurs maux ; elle ne fait rien pour les gagner à elle. Elle ne leur apprend rien de romain ; elle n'apprend d'eux rien d'humain. Ils sont la lie de l'humanité, le rebut des peuples, ces Juifs du Janicule. Dans leur abjection et leur dénuement ils n'ont que leurs rêves. Ce sont leurs rêves qui changeront le monde. De l'infâme Suburre, des ergastules, des carrières, des prisons va sortir l'Église que Constantin fera asseoir dans la pourpre, qui arrachera de la curie la statue de la Victoire, qui, debout sur les ruines de Rome, disputera l'empire aux Césars germains et se fera baiser les pieds par les rois et les empereurs.

Toutes les puissances de la terre grandissent dans l'opprobre. Que les dominateurs du peuple regardent à leurs pieds, qu'ils cherchent parmi les peuples

qu'ils oppriment et les doctrines qu'ils méprisent : c'est de là que sortira la force qui doit les abattre.

Le christianisme triomphe. Mais il triomphe aux conditions imposées par la vie à tous les partis politiques et religieux. Tous, quels qu'ils soient, ils se transforment si complètement dans la lutte qu'après la victoire il ne leur reste d'eux-mêmes que leur nom et quelques symboles de leur pensée perdue.

Paul a édifié ses églises de Corinthe et d'Éphèse. Ce fut en annonçant la fin du [p. 217] monde, la conflagration immédiate de l'univers, en enseignant le renoncement à la famille, à l'État, à la société, à la terre, qu'il fonda pour vingt siècles des dogmes, des mœurs, une société, plus contrairement peut-être à son esprit ardent de visionnaire et de pauvre que les mystères et les cultes orientaux dont il détournait avec horreur sa petite troupe de saintes femmes et de Juifs ignorants.

Mais je me garderai de développer devant cette statue des considérations sur le christianisme. Il ne faut pas apporter des chouettes à Athènes. Quand il eut achevé cette grande œuvre, composé ces sept volumes des « Origines », Renan, déjà vieux et atteint des troubles qui lui annonçaient sa fin, se donna une autre tâche assez vaste pour remplir une existence entière, mais à laquelle il était préparé par les études et les réflexions de toute sa vie. Il entreprit d'écrire l'histoire du peuple d'Israël et de relier ainsi les développements du christianisme à ceux du judaïsme. La destinée historique et religieuse d'Israël, quel sujet pour ce grand observateur des transformations des peuples et des métamorphoses des idées !

Israël conçoit d'abord les Eloïm, images monotones du désert ; son âme, aride comme le sable, ne parvient pas à se figurer chacun de ces génies sous une forme distincte. Son [p. 218] impuissance à représenter la diversité de la nature par la diversité des symboles le conduit à se faire un dieu unique et assure ainsi son originalité religieuse au milieu des peuples d'une imagination plus savante et d'une pensée plus philosophique. Jahvé, le dieu d'Israël, mena longtemps la vie de la grande tente. Il était nomade et patriarcal. Il aimait les troupeaux. Il avait l'esprit pacifique. Plus tard, quand son peuple chercha une terre pour s'y établir, il changea de caractère. Le patriotisme le rendit sanguinaire et féroce. Il se prit de querelle avec les dieux des nations étrangères, Molok, Khamos, qui lui ressemblaient à s'y méprendre et qui étaient aussi méchants que lui. Il ne se plaisait que dans les massacres et les exterminations. Il avait à chaque instant des caprices odieux... Un jour, en voyage, son coffre de dieu nomade, son arche, manque de tomber. Un homme serviable y porte la main. Jahvé furieux le tue. Enfin c'était, comme dit Renan, « une abominable créature ». Mais les prophètes d'Israël, de ce dieu cruel et stupide, feront un dieu juste. Dans les deux derniers siècles de la royauté juive, et durant la captivité de Babylone, Israël crie, par la bouche de ses prophètes, sa soif de justice. Il soupire : « Que l'équité jaillisse comme l'eau des fontaines et la justice comme un fleuve intarissable ! » Tandis que Rome achève la [p. 219] conquête du monde, les juifs élèvent d'une ardente haleine leur plainte en faveur de l'opprimé, appellent le Messie qui fera régner la paix sur la terre, promettent aux doux un royaume en ce monde, annoncent aux

pauvres qu'ils verront Dieu. Jahvé est devenu le défenseur des faibles, le vengeur de l'innocence persécutée, et Jésus va naître.

Ces pages, où Renan montre les prophètes construisant pièce à pièce le dieu qui va conquérir le monde, sont parmi les plus belles qu'il ait écrites. Il termina le cinquième et dernier volume de l'histoire d'Israël le 24 octobre 1891. Son œuvre s'achevait avec sa vie. Il exprima le contentement de la tâche accomplie dans des termes que je veux rapporter parce qu'on y voit que ni l'âge ni la maladie n'avaient altéré en lui ce sentiment exact du devoir qui était le mobile de toute sa conduite :

« Si je venais à mourir demain, l'ouvrage, avec l'aide d'un bon correcteur, pourrait paraître. L'arche du pont qui me restait à jeter entre le judaïsme et le christianisme est établie. Dans la *Vie de Jésus*, j'ai essayé de montrer la majestueuse croissance de l'arbre galiléen depuis le sol de ses racines jusqu'à son sommet où chantent les oiseaux du ciel. Dans le volume que j'ai fini l'été dernier, je pense avoir réussi à faire connaître le sous-[p. 220] sol où poussèrent les racines de Jésus. Ainsi mon principal devoir est accompli. À l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, le travail sur les rabbins touche aussi à son terme et le CORPUS INSCRIPTIONUM SEMITICARUM est en excellentes mains. Tout cela me cause une grande satisfaction intérieure et voilà ce qui me fait croire qu'après avoir ainsi payé toutes mes dettes, je pourrais bien m'amuser un peu. »

Quel dévouement dans cette grande âme ! Quel bon ordre dans cette admirable vie ! Son Histoire d'Israël est terminée, sa contribution à l'histoire littéraire de la France est fournie, le CORPUS est en de bonnes mains, Renan meurt en souriant.

Le CORPUS était l'objet de sa plus vive sollicitude. Déjà vieux, il disait à sa fille : « Je voudrais avoir deux tables, l'une pour mes travaux historiques, l'autre pour le CORPUS. » J'ignore si ce vœu fut comblé. Mais on sait à l'Académie des Inscriptions que Renan suivait assidûment les séances consacrées à ce grand recueil épigraphique dont il était l'âme. Notre ami Armand Dayot rapporte que l'auteur des *Origines du Christianisme* et de tant de beaux livres disait parfois : « De tout ce que j'ai fait, c'est le CORPUS que j'aime le mieux. »

« Je pourrais bien m'amuser un peu », écri-[p. 221] vait-il dans la joie de sa tâche accomplie. Les amusements du beau soir de sa vie, ce furent ces livres profonds et charmants, ces dialogues, ces discours familiers, ces drames philosophiques, dans lesquels il exprimait avec grâce de fortes pensées, confiait à ses amis inconnus les craintes, les espérances, les doutes qui l'agitaient, exposait sa philosophie et confessait sa foi. En 1891, comme en 1848, il croyait fermement que l'avenir appartenait à la science et à la raison.

Sa philosophie morale était celle du parfait savant. Il considérait que le plus noble emploi qu'on pût faire d'une vie humaine était de pénétrer les secrets de l'univers. Comme le mystique aspire à s'abîmer en Dieu, il aspirait à s'abîmer dans la science. L'humanité lui était précieuse parce qu'elle produit la science. Il tenait absolument à la moralité parce que des races honnêtes peuvent seules être des races scientifiques. Sa politique procédait de sa morale. Pour lui, le gouvernement le plus favorable aux intérêts de la science était le meilleur. Mais la commençait

la difficulté et, comme il était honnête, la politique l'embarrassait beaucoup. C'est une science incertaine qui n'a pas fait de progrès depuis Aristote. Renan a exposé ses doutes et ses contradictions à ce sujet dans deux drames [p. 222] philosophiques : *Caliban* et *L'Eau de Jouvence*.

Le gouvernement qui lui plaît le mieux n'est pas, à vrai dire, une démocratie. C'est un gouvernement aristocratique d'un caractère particulier, puisque le prince y prend un savant pour premier ministre et qu'il est lui-même un savant. Ce prince se nomme Prospero, et Renan, après Shakespeare, le tient pour habile et vertueux. Au contraire, Renan, comme Shakespeare, se défie de Caliban. Caliban, fils de Sycorax, a les oreilles pointues et un crâne de gorille. Il est informe et velu. C'est le peuple ignorant. Renan voulait que Caliban attendît, pour s'emparer du gouvernement, que ses oreilles s'accourcissent et que son cerveau s'enrichît de circonvolutions nouvelles. Mais Caliban n'attendit pas. Il renversa Prospero dont il prit la place. Renan s'en consola et il ne souhaita pas que Prospero fût restauré.

« J'aime Prospero », dit-il, « mais je n'aime guère les gens qui le rétabliraient sur son trône. Caliban, au fond, nous rend plus de services que ne le ferait Prospero restauré par les jésuites et les zouaves pontificaux. Loin d'être une renaissance, le gouvernement de Prospero, dans les circonstances actuelles, serait un écrasement. Et il conclut : « Gardons Caliban ! »

[p. 223] Plutôt que de sacrifier la science à la démocratie, Renan eût sacrifié la démocratie à la science. Mais dès qu'il s'aperçut que la science avait moins à perdre avec Caliban qu'avec Prospero, il préféra Caliban.

Ces drames, dans lesquels il montre en souriant les difficultés de la politique, sont des chefs-d'œuvre de grâce, d'ironie et de finesse.

On ne trouvera jamais d'expressions assez simples pour louer l'art de Renan, qui est la simplicité parfaite. Il se défiait de l'éloquence et avait la rhétorique en aversion. Son discours fluide est moins dans la manière des Latins que dans celle des Grecs, qui est de beaucoup la plus fine et ne se laisse guère imiter. Comme les Grecs, il évita toujours l'emphase et la déclamation. Il a mis de l'art dans tous ses livres, puisque dans tous il a mis de l'ordre, et qu'il a toujours approprié la manière d'écrire au sujet et toujours subordonné le détail à l'ensemble. Mais où son art se montre avec le plus de charme, facile à tous et précieux aux connaisseurs, c'est dans ces *Souvenirs d'enfance* qui brillent en son œuvre comme la fleur d'or sur les rochers de sa Bretagne. De tous ses livres, c'est le plus aimable parce que c'est celui où il a mis le plus de lui-même. On l'y voit tel qu'il était, [p. 224] très grand et très bon. Il aimait les siens et il était aimé d'eux.

Je célébrerais mal sa mémoire si je n'appelais pas autour de ce monument les âmes qui lui furent les plus proches et les plus douces : Henriette, « si haute et si pure » (j'emprunte au frère les louanges de la sœur), Henriette qui, lorsqu'il avait vingt ans, « lui tendit la main pour franchir un pas difficile » et qui, dans les nuits de Ghasir, renouvelait avec lui, d'une pensée forte, les entretiens d'Augustin et de Monique au rivage d'Ostie ; Cornélie Scheffer, la compagne de sa vie, belle, simple, de l'esprit le plus vif, nourrie de vertus aimables et fortes ; Ary, son fils,

qui vécut peu de temps, penché sur la mort dans une langueur qui se répandit en délices et en grâce sur sa peinture et sa poésie. Auprès de ces ombres chères, j'appellerai celle qui reçut de lui le nom de Noémi comme un souvenir touchant et comme un heureux présage, la femme accomplie qui charme et pénètre de respect tous ceux qu'elle reçoit à cette table de famille, couronnée d'enfants, où l'image de Renan flotte encore, comme celle du Maître à la table des pèlerins d'Emmaüs.

J'appellerai les professeurs et les élèves de ce Collège de France, qui fut la demeure de son intelligence et la maison de sa pensée. [p. 225] J'appellerai ses amis, ses disciples, et tous ceux qui l'ont connu. Ils témoigneront tous de sa bonté, de sa tendresse, de sa douceur et de son courage.

Renan se fit toujours du devoir une idée précise et rigoureuse. Pour satisfaire à ses obligations de linguiste, d'épigraphiste, d'exégète, d'archéologue, je ne dirai pas qu'il se priva de tout plaisir. Si nous en croyons d'excellents philosophes, c'eût été commettre le plus gros des péchés. Mais il mit tout son plaisir dans l'accomplissement de ses devoirs, et prit aux moindres un intérêt fidèle. Il se garda même des amusements de l'intelligence et des joies de l'art qui ne s'accordaient pas avec la régularité professionnelle.

Que cette entente des obligations, cette ponctualité, se soit trouvée dans un si vaste esprit, il ne faut pas s'en étonner. De sa nature, le génie est plus ponctuel, plus exact, que la médiocrité. Et ce n'est pas certes une connaissance étendue de la nature qui peut affaiblir en nous le sentiment du relatif et du nécessaire.

Renan était vertueux de la façon la plus rare : il l'était avec grâce. Il avait des vertus fortes et des vertus charmantes. Il était bienveillant et serviable. Il mettait tout son soin à ne désobliger personne. Il s'efforçait de se [p. 226] faire pardonner sa supériorité à force de simplicité, de déférence pour autrui, et en se donnant, autant que possible, les dehors d'un homme ordinaire. Dans des souffrances longues et parfois cruelles, il gardait sa douceur ; et sa joie restait abondante : il la composait de la joie des autres. Il conservait du bien qu'on lui voulait une mémoire toujours fraîche, et le mal qu'on lui faisait, il l'ignorait toujours. On pourrait lui appliquer ce vers de Sophocle : « je naquis pour partager l'amour et non la haine. »

Voilà l'homme sur lequel l'Église a, pendant un demi-siècle, versé l'injure et l'outrage. Il les souffrit avec une tranquillité souriante. Il disait, dans une de ses préfaces de la « *Vie de Jésus* » : « J'écris pour proposer mes idées à ceux qui cherchent la vérité. Quant aux personnes qui ont besoin, dans l'intérêt de leurs croyances, que je sois un ignorant, un esprit faux ou un homme de mauvaise foi, je n'ai pas la prétention de modifier leur avis. Si cette opinion est nécessaire au repos de quelques personnes pieuses, je me ferais un véritable scrupule de les désabuser. »

Il s'attendait à ce que sa mort fût contée dans des légendes pieuses avec une grande abondance de détails horribles, comme l'Église a fait pour les derniers moments d'Arius et de Voltaire. « Mon Dieu ! que je serai [p. 227] noir », s'écriait-il avec un effroi plein de bonhomie.

Il ne se trompait pas. Vous avez vu ce matin encore les éternels ennemis de la science et de la raison obstinés à le noircir. Ce serait trahir sa mémoire que d'opposer pour la défendre l'injure à l'injure. Nous n'attaquerons pas l'Église. Bien mieux, nous ne voulons pas la juger aussi sévèrement qu'elle se juge elle-même quand elle se proclame immuable. Nous voulons croire qu'elle s'adoucit avec l'âge. Ne l'écoutons pas, elle est plus accommodante qu'elle ne dit, elle est plus humaine qu'elle ne voudrait le faire croire. De ses vieilles habitudes, il lui reste, il est vrai, la manie importune de fulminer sans cesse ; mais songez que c'est un progrès moral et qu'elle faisait bien pis autrefois. On peut, sans trop d'inconvénient, lui laisser la liberté de ses anathèmes et de ses excommunications. Que ses foudres éclatent, mais qu'elles soient spirituelles ! Et que l'État n'en fasse plus les frais !

Messieurs, le sculpteur dont l'œuvre vient d'être dévoilée devant vous n'a pas sans raison représenté Pallas Athéné au côté de Renan. Homère nous l'apprend : Athéné a coutume de descendre du vaste ciel pour s'entretenir avec les hommes qui lui sont chers. Elle visita plusieurs fois cet Ulysse, qui avait beaucoup enduré et qu'elle aimait parce qu'il était [p. 228] subtil. Mais le héros ne savait pas tout de suite que ce fût elle et manquait de confiance. Un jour, sur le rivage d'Ithaque, elle le lui reprocha doucement :

— N'as-tu donc point reconnu Pallas Athéné qui t'assiste dans tes travaux et te protège ?

Et le héros fit cette réponse, à laquelle nous trouvons plus de sens que le fils de Laërte n'en a mis :

— Il est difficile à un homme de te reconnaître, même au plus sage.

Comme autrefois sur le rivage de la mer bleue qui vit naître la science et la beauté, maintenant au bord du sombre océan dont la voix berça les rêves d'une race patiente, Pallas Athéné converse avec un ami terrestre.

Elle dit : « Je suis la Sagesse. Il est difficile aux hommes de me reconnaître dès l'abord, à cause de mes voiles et des nuées qui m'enveloppent, et parce que, semblable au ciel, je suis orageuse et sereine. Mais toi, mon doux Celte, tu m'as toujours cherchée, et chaque fois que tu m'as rencontrée, tu as mis ton esprit et tout ton cœur à me reconnaître. Tout ce que tu as écrit de moi, poète, est véritable. Le génie grec me fit descendre sur la terre, et je la quittai quand il expira. Les Barbares, qui envahirent le monde ordonné par mes lois, ignoraient la mesure et l'harmonie. La beauté leur faisait peur et leur semblait un [p. 229] mal. En voyant que j'étais belle, ils ne crurent pas que j'étais la Sagesse. Ils me chassèrent. Lorsque, dissipant une nuit de dix siècles, se leva l'aurore de la Renaissance, je suis redescendue sur la terre. J'ai visité les humanistes et les philosophes dans leur cellule où ils gardaient précieusement quelques livres au fond d'un coffre, les peintres et les sculpteurs dans leurs ateliers qui n'étaient que de pauvres boutiques d'artisans. Quelques-uns se firent brûler vifs plutôt que de me désavouer. D'autres, à l'exemple d'Érasme, échappaient par l'ironie à leurs stupides adversaires. L'un d'eux, qui était moine, riait parfois d'un rire si gros en contant des histoires de

géants, que mes oreilles s'en seraient offensées, si je n'avais pas su que parfois la folie est sagesse. Peu à peu, mes fidèles grandirent en force et en nombre. Les Français, les premiers, m'élevèrent des autels. Et tout un siècle de leur histoire m'est dédié.

« Depuis lors, depuis que la pensée, dans ses hautes régions, est libre, je reçois sans cesse l'hommage des savants, des artistes et des philosophes. Mais c'est par toi, peut-être, que me fut voué le culte le plus austère et le plus tendre ; c'est de toi que j'ai reçu les plus pures et les plus ferventes prières. Sur ma sainte Acropole, devant mon Parthénon dévasté, tu m'as saluée dans le plus beau langage qu'on [p. 230] ait parlé en ce monde, depuis les jours où mes abeilles déposaient leur miel sur les lèvres de Sophocle et de Platon.

« Les immortels doivent plus qu'on ne croit à leurs adorateurs. Ils leur doivent la vie. C'est un mystère auquel tu fus initié. Les dieux reçoivent leur aliment des hommes. Ils se nourrissent de la vapeur qui monte du sang des victimes. Tu sais qu'il faut entendre par là que leur substance se compose de toutes les pensées et de tous les sentiments des hommes. Les offrandes des hommes bons nourrissent les dieux bons. Les noirs sacrifices de l'ignorance et de la haine engraisent les dieux féroces. Tu l'as dit : les dieux ne sont pas plus immortels que les hommes. Il y en a qui vivent deux mille ans, courte durée si on la compare à celle de la terre, ou seulement à celle de l'humanité, moment imperceptible de la vie des mondes. En deux mille ans, les soleils ardemment lancés dans l'espace n'ont pas seulement eu l'air de bouger.

« Moi, Pallas Athéné, la déesse aux yeux clairs, je te dois de vivre encore. Mais c'était peu de prolonger ma vie : je plains les dieux qui traînent dans les fades vapeurs d'un reste d'encens leur pâle et morne déclin. Tu m'as rendue plus belle que je n'étais, et plus grande. Tu m'as nourrie de ta force et de ta doctrine, et par toi, par ceux qui te ressemblent, mon [p. 231] esprit s'est élargi jusqu'à pouvoir contenir l'univers de Képler et de Newton.

« Je suis née intelligente chez les Grecs heureux. Déjà, dans ma jeunesse, j'avais pénétré bien des lois de la vie, que le Dieu nouveau, qui m'a chassée, ne soupçonna jamais. Mais le monde alors était petit. Le soleil n'était pas plus grand que le Péloponnèse et le ciel ne dépassait pas la pointe de ma lance. Je ne savais pas plus de géométrie qu'Euclide, ni plus de médecine qu'Hippocrate, ni plus d'astronomie qu'Aristarque de Samos. Ô savants modernes, vous m'avez fait voir au delà du neigeux Olympe l'infini des univers, et dans chacune des poussières que foule ma sandale, l'infini des atomes, astres eux-mêmes soumis aux lois qui régissent les astres.

« Mes regards n'embrassaient que l'Attique et ses montagnes violettes où croît l'olivier. Je ne connaissais de barbares que les Perses et les Scythes. Les navires phéniciens mouillés au Pirée renfermaient pour moi tout le commerce du monde. J'étais législatrice. Du haut de ma roche sacrée, je gouvernais quelques milliers d'hommes libres, habiles à la parole. Sur les tables des lois, on sculptait mon image dans une attitude simple et pensive, d'une telle beauté que les hommes

d'aujourd'hui ne peuvent la voir sans être émus. Ô Renan ! j'ai mérité les noms que tu m'as [p. 232] donnés de Salulaire, Pacifique, Protectrice du travail, Archégète, Démocratie et Victoire. Mais qu'est-ce que la cité antique auprès des grands peuples modernes ? Ô sages ! vous m'avez découvert un horizon plus vaste que l'empire romain. Vous m'avez montré, sur un sol trépidant du souffle de la vapeur et des chocs de l'électricité, les nations immenses, naguère ennemies, rivales encore, prises toutes à la fois, irritées et en armes, dans le réseau d'acier dont la science et l'industrie ont enveloppé le globe, cités, peuples, races, un milliard six cents millions d'hommes travaillant les uns pour les autres et les uns contre les autres, s'ignorant et se haïssant dans les liens qui déjà les unissent.

« Comment se réglera ce conflit de toutes les énergies et de toutes les passions ? Qui vaincra ? La haine ou l'amour, l'ignorance ou la science, la guerre ou la paix, la barbarie ou la civilisation, la force de ceux que tu as appelés « les rois issus d'un sang lourd », ou la puissance de la démocratie ? Ne le demande pas. L'avenir est caché même à ceux qui le font. Ne demande pas quelle sera la cité future. Mais sache que c'est moi qui la construirai. Car, seule, je suis architecte et géomètre, et ce n'est pas en vain que les savants et les philosophes m'ont rappelée sur la terre.

[p. 233] « Pendant que les Titans, ennemis des dieux justes, entassent les rochers et que les géants impies forgent leurs armes, je fonde la Ville sainte. À voir mes ouvriers creuser la terre et transporter les matériaux, parfois les sages eux-mêmes ont peine à discerner mes plans ingénieux. Dans les chantiers où l'on taillait, au lendemain de Salamine, les marbres de mes Propylées, il était difficile de découvrir, parmi les blocs épars, la pensée harmonieuse de Mnésiclès. C'était là pourtant qu'elle prenait sa forme et naissait à la lumière. L'avenir ne s'y trompera pas : on reconnaîtra mes œuvres à leur stabilité. Les édifices de l'ignorance et de l'erreur s'écroulent misérablement. Tu l'as dit : rien ne résiste, rien ne dure, que ce qui a été mesuré et calculé par moi, car je suis la prévoyance, l'ordre et la mesure, car je suis la pensée de tous les hommes qui pensent, la science de tous les hommes qui savent, ta science et ta pensée, ô Renan !

« Reçois de mes mains le rameau d'or que tes soins ont fait croître ; vis dans la gloire, vis dans les plus nobles cœurs et dans les plus fortes âmes des hommes, vis en moi, ô le meilleur de mes amis. Tu as obtenu l'immortalité à laquelle tu aspirais. Tout ce que tu as conçu de beau et de bien demeure et rien n'en sera perdu. Lentement, mais toujours, l'humanité réalise les rêves des sages. »